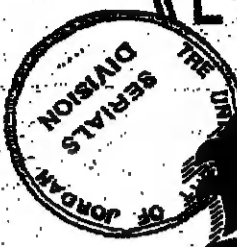


فكذ (من الجبل)

«L'Economie» : l'Allemagne dans la spirale des coûts



Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14731 - 5 F

MARDI 9 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après le succès des nationalistes en Slovaquie

Les dirigeants de Prague vont s'efforcer d'éviter la partition

Un nouvel îlot d'instabilité ?

Le verdict était attendu, il n'est pas rassurant pour autant : les partis nationalistes et, au premier chef, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique de M. Vladimir Meciar ont eu la faveur des électeurs slovaques lors du scrutin des 5 et 6 juin. La menace d'écroulement de la fédération est désormais réelle et la tranquille Tchécoslovaquie apparaît comme un nouvel îlot d'instabilité dans une Europe centrale déjà passablement troublée.

Tous les ingrédients d'un scénario catastrophe semblent réunis : Tchéques et Slovaques ne s'opposent pas seulement sur la conception de l'Etat unitaire, mais aussi sur celle de la transition vers l'économie de marché ; la médiation slovaque fait face au nationalisme tchèque non négligeable ; la présence d'une forte minorité hongroise en territoire slovaque (10 % de la population) est une source potentielle de tension supplémentaire dans la région ; M. Meciar se garde de prononcer le mot d'« indépendance », mais les démarches concrètes qu'il annonce pour faire accéder son pays à la « souveraineté » pourraient ébranler considérablement avec la sauvegarde d'un Etat unitaire, même confédéral. Par exemple, on voit mal comment une Slovaquie « sujet de droit international » peut partager un ministère des affaires étrangères avec Prague. Tout accordé donc l'idée d'une dynamique de sécession inévitable, face à laquelle la mise en garde formulée il y a dix jours par le premier ministre britannique, M. John Major, à Bratislava paraît aussi dérisoire que celle du président Bush à Pékin en juillet 1991.

Pourtant, certains éléments laissent penser que la pire n'est pas sûr. Bien que visiblement déstabilisés par les résultats de ces élections, le président Havel est déterminé à faire son possible pour préserver un Etat unitaire, et, si ses pouvoirs sont limités, sa popularité reste grande, y compris en Slovaquie ; la menace de retirer sa candidature de l'élection présidentielle pourrait peser dans la balance, espèrent les fédéralistes.

Le vainqueur des élections en République tchèque, M. Václav Klaus, est lui aussi très attaché à la Tchécoslovaquie et ne devrait pas laisser les bras facilement : fédéraliste convaincu, M. Klaus reconnaît la semaine dernière que, « essentiellement et psychologiquement », il n'était pas prêt pour une partition de l'Etat. On le dit très pragmatique, ce qui serait aussi l'un des rares qualités que les Tchéques reconnaissent au dirigeant slovaque, M. Meciar. Une entente entre les deux hommes ne paraît donc pas impossible.

Autre facteur, révélateur par ailleurs : l'opinion publique slovaque n'est pas majoritairement en faveur de l'indépendance, même si elle souhaite une reconnaissance de l'identité slovaque. Avec 48,24 % des voix au total, les trois partis nationalistes slovaques frisent d'ailleurs la majorité sans l'aide de la majorité tchèque. Mais les Tchéques devront jouer finement : le moindre faux pas dans ces semaines de confusion institutionnelle qui s'annoncent peut tout faire basculer.

M0147 - 0609 0 - 6,00 F



Au lendemain des élections des 5 et 6 juin, en Tchécoslovaquie, le président Havel a chargé l'actuel ministre des finances, M. Václav Klaus, de former un nouveau gouvernement fédéral. Si les Tchéques ont accordé une large confiance au parti de droite de M. Klaus, en Slovaquie, en revanche,

le dirigeant nationaliste, M. Vladimir Meciar, a obtenu un net succès. M. Meciar s'est déclaré hostile à la réélection de M. Havel à la tête de l'Etat, mais n'a pas exclu un accord gouvernemental avec M. Klaus. Les dirigeants de Prague vont s'efforcer d'éviter la partition du pays.



Lire page 3 les articles de SYLVIE KAUFFMANN et CATHERINE MONROY

Rituel électoral en Indonésie

Le président Suharto renouvelle tous les cinq ans son Parlement par un scrutin sans surprise

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les Indonésiens élisent, le mardi 9 juin, 400 des 500 membres de Parlement - les 100 derniers sièges étant réservés à des militaires choisis par le président Suharto. Ce scrutin devrait être sans surprise : le parti officiel au pouvoir, le Golkar, est assuré de la majorité. Tous les cinq ans, à l'occasion d'un rite électoral désormais bien rodé, le pays fête ainsi son pouls politique - avec ménagement, comme il convient dans un pays composé de

13 000 îles et comptant 183 millions d'habitants, dont 107 millions d'électeurs. Le ton de la campagne électorale, autant que les résultats du scrutin, fait fonction de baromètre. L'objet de l'exercice n'est pas la remise en cause du pouvoir. Mais le régime peut ainsi prendre en compte les humeurs du public, se redonner une légitimité et rappeler, s'il le faut, que l'ordre nouveau du président Suharto, en place depuis plus d'un quart de siècle, a toujours la situation bien en main.

Jaune, vert et rouge. Au cours de la campagne électorale, les trois formations autorisées ont,

avant tout, affiché une couleur. Jaune pour le Golkar - ou « groupe fonctionnel » - qui s'appuie sur l'administration et demeure, avec officiellement 25 millions de membres, le seul mouvement présent dans les 62 000 villages de l'archipel ; vert pour le PPP - Parti unifié pour le développement - d'obédience islamique ; et rouge pour le PDI - Parti démocratique indonésien - qui rassemble des chrétiens et les héritiers de feu Sukarno, le « père de l'indépendance », décédé, en disgrâce, en 1970.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 5

La conférence des Nations unies sur l'environnement

Les Etats-Unis isolés au sommet de Rio

Les Etats-Unis semblent faire cavalier seul au Sommet de la Terre de Rio-de-Janeiro. M. Bush a déclaré, dimanche 7 juin à Camp-David, qu'il ne signera pas, en l'état, la convention sur la protection des espèces animales et végétales, dite convention sur la biodiversité. Celle-ci est trop

coûteuse, selon lui, pour l'industrie américaine. Affirmant que les Etats-Unis sont « leaders mondiaux » en matière de protection des forêts et de technologies anti-pollution, M. Bush estime qu'il ne peut signer des engagements impossibles à tenir.

Derrière les gesticulations

RIO-DE-JANEIRO

de notre envoyé spécial

Le Sommet de la Terre a commencé, la semaine dernière, par une logorrhée bien onusienne : discours de distribution des prix (surtout à soi-même !), sermons de haute élévation morale (qui ne coûtent pas cher), et admonestations aux cancrs (les vilains Américains). Mais on ne doit pas s'arrêter aux gesticulations oratoires ni aux mondanités, fussent-elles écologiques. Les participants à la conférence de Rio ont un ordre du jour précis et bien délimité, malgré le vague de l'intitulé général (environnement et développement). Ils sont donc

condamnés à se prononcer sur des textes déjà longuement travaillés au cours des trois ans de préparation du sommet.

Le projet de convention qui a jusqu'à présent suscité le plus de controverses est la fameuse « biodiversité », c'est-à-dire tout ce qui concerne l'exploitation et la préservation du patrimoine vivant. A l'origine, il s'agissait seulement d'inciter les gouvernements à prendre des mesures de protection de la flore et de la faune sauvages, menacées par les empiètements humains.

ROGER CANS

Lire la suite et les articles de DENIS HAUTIN-GURAUT et CATHERINE VINCENT page 7

L'ECONOMIE

L'Allemagne dans la spirale des coûts

Après une période de grèves, la paix sociale est revenue en Allemagne. Mais les concessions du patronat et de l'Etat provoqueront une hausse des salaires qui nourrit l'inflation. Or l'Allemagne est déjà le pays où le coût global du travail est le plus élevé du monde.

Lire aussi les pages Perspectives, Mode d'emploi, Opinions et Conjoncture, pages 17 à 24

Trois « casques bleus » français tués accidentellement en Croatie

Trois soldats français, membres de la Force de protection des Nations unies, ont trouvé la mort accidentellement, dimanche 7 juin, en Croatie.

page 4

Un agent de l'OLP assassiné à Paris

Un responsable des services de renseignements du Fatah a été tué près de la gare Montparnasse

page 16

Le sommaire complet se trouve page 16

LE MONDE diplomatique

Juin 1992

- **PROCHE-ORIENT** : La paix, en ces élections en Israël, par Joseph Alagzy. - Les occasions manquées du conflit de juin 1967, par Amnon Kapeliouk. - Interrogations palestiniennes, par Ali Jarbawi et Roger Henocq. - Comment Israël a « sauvé » le Liban en 1982, par Ghassan Elzeini. - Roman et guerre civile à Beyrouth, par Luc Barbulesco. - L'effroyable routine de la mort, par Samir Kassir.
- **ALLEMAGNE** : Les contraintes économiques et sociales de l'unification, par Pierre Béhar. - Nouveaux romans de Günter Grass, nouvelles polonaises, par Jean-Michel Palmier.
- **COUPE D'EUROPE DE FOOTBALL** : Comment le football met à nu les antagonismes majeurs de nos sociétés, par Christian Bromberger. - Racismes et violence dans les tribunes, par Patrick Mignon.
- **YOUgoslavie** : Le Monténégro est-il une nation ? par Catherine Luard.
- **PÉROU** : Les blessures sanglantes, par Pablo Paredes.
- **ASIE** : Dragonnades, par Ignacio Ramonet. - L'archipel philippin en quête de croissance, par Joël Picart. - La folle violence des généraux-dictateurs birmanes, par André et Louis Boucard.
- **AFFAIRE TOUVIER** : Trois pauvres juges... par Claude Jullien.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

La foi européenne de Sélestat

Réunissant M. Valéry Giscard d'Estaing et M^{me} Elisabeth Guigou le Mouvement européen lance en Alsace sa campagne pour Maastricht

SÉLESTAT (BAS-RHIN)
de notre envoyé spécial

C'est un trésor dont Sélestat tire une gloire discrète mais jalouse. Il git là, en plein cœur de la vieille ville, cet entrelacs de ruelles bordées de façades à colombages aux teintes pastel, vertes, jaunes ou roses. Dira-t-on qu'il s'agit d'un puits de science, d'un autre de sagesse ou d'un temple de l'esprit ? On a baptisé l'édifice « bibliothèque humaniste ». On y trouve la collection de manuscrits léguée par un lettré du cru, Beatus Rhenanus, humaniste du quinzième siècle et fidèle d'Erasme. Un de ses ouvrages les plus prisés, une étude de cosmographie universelle où est mentionnée pour la première fois le mot Amérique, s'exhibe actuellement à Séville.

Il y a donc quelque impudeur à interroger Sélestat, berceau de l'humanisme chrétien, sur sa foi euro-

péenne. Sélestat, où le Mouvement européen - dont la branche française est présidée par M. Jean François-Poncet, sénateur UDF, ancien ministre des affaires étrangères - lance mardi soir 9 juin sa campagne pour la ratification du traité de Maastricht, réunissant à la même tribune M. Giscard d'Estaing et M^{me} Elisabeth Guigou.

Fichée au cœur d'une Alsace revenue au bercail démocrate-chrétien après une escapade gaulliste, cette ville de quinze mille habitants s'est donnée à... un maire socialiste de souche catalane, M. Gilbert Estève, ancien chef de cabinet de M. Jack Lang. Faut-il débrouiller l'écheveau des destins partagés ? Jumelée à l'allemande Waldkirch, la commune envoie outre-Rhin ses sapeurs-pompiers, ses retraités de la marine, ses skieurs et ses cyclistes. Environ deux cents Sélestadiens sont des travailleurs frontaliers. M. Michel

Berthomieu, patron d'un hôtel, compte dans sa clientèle près de 45 % de visiteurs allemands. Il n'est pas rare que le député CDS de la circonscription, M. Germain Gengenwin, arpeute les estrades électorales de ses amis de la CDU.

FRÉDÉRIC BOBIN

Lire la suite page 6

DÉBATS

Un entretien avec Krzysztof Pomian

L'historien et philosophe d'origine polonaise Krzysztof Pomian nous déclare qu'il faut construire une unité cohérente de l'Europe et non pas transformer la Communauté en Organisation des Nations unies.

page 2

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,80 DA ; Arabie, 8,00 F ; Turquie, 760 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Inde, 1,20 F ; Iran, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F SWE ; Suisse, 1,50 FR ; USA, 2 \$; USA (hors), 2,50 \$.

سكزامن لاصلا

DÉBATS

Un entretien avec Krzysztof Pomian

« Il faut construire une unité cohérente de l'Europe et non pas transformer la Communauté en Organisation des Nations unies »

« A l'heure de Maastricht, l'Europe semble toujours hésiter entre l'unité et la division... »

Ces deux tendances contraires sont constamment à l'œuvre dans l'histoire européenne. Après le chaos provoqué par les grandes invasions et la brève période d'une très partielle unité carolingienne, l'Europe, entre le XI^e siècle et la fin du XV^e siècle, s'unifie sur le plan religieux et culturel, mis à part, à l'est, un autre espace qui relève de Constantinople et non de Rome et dont la culture - grecque - est sensiblement différente. Par tout, de la Baltique à l'Atlantique, on célèbre les mêmes rites, dans la même langue - le latin. Dans les écoles et les universités, d'Uppsala à Palerme, on étudie les mêmes textes commentés par des enseignants sortis du même moule. Mais derrière cette façade, les forces de diversification sont à l'œuvre, obscurément. Les villes naissent, un patriotisme urbain se développe, des littératures en langues vulgaires apparaissent. Les monarchies s'appuient sur cette conscience nationale embryonnaire. L'utilisation d'une langue commune, le respect de traditions identiques, favorisent le sentiment d'appartenance à une communauté politique, et non plus religieuse, organisée autour du roi et non autour du chef visible de l'Eglise universelle.

Vient ensuite la Réforme, marquée, dès le début, par ses origines nationales. La première unification européenne est morte. Suit une période de conflits internes - les guerres de religion - et de luttes opposant des Etats de la Contre-Réforme aux Etats gagnés par les protestants, alliés souvent avec la France. Parallèlement, à partir du XVII^e siècle, la constitution du droit international public, fondé sur l'idée de nature, codifie les règles de la coexistence, dans la paix et dans la guerre, des Etats de confessions différentes. Se met ainsi en place le concert politique européen : système des rapports de forces censé empêcher l'éclosion de grandes puissances - en premier lieu, la France - de dominer le continent. Ce système, soutenu par l'Angleterre, entraîne le développement de la diplomatie et la multiplication des traités internationaux. Le droit international se présente ainsi comme une tentative - réussie - de recréer les fondements d'une unité européenne après que l'unité religieuse a volé en éclats.

Aujourd'hui, en marge du grand débat strictement politique sur l'organisation future de la Communauté, on s'interroge sur ses fondements spirituels. Ainsi, le pape Jean-Paul II parle de la réconciliation nécessaire de l'Europe : les évêques réunis à Rome en synode estiment que le christianisme - au singulier ! - doit servir de ciment spirituel à l'unification du continent. C'est oublier que depuis le XVI^e siècle l'Europe ne s'identifie plus à la christianitas. Face aux tentatives d'effacer les effets de la Réforme et des Lumières, il faut donc revivifier la tradition du droit international, qui renvoie au principe de réciprocité ; si l'on cherche des fondements de l'unité européenne, on tient là le meilleur candidat possible à ce rôle. La deuxième unification européenne prend la forme de la République des Lettres. La constitution, transposant les frontières nationales et confessionnelles, les élites scientifiques, artistiques et philosophiques, formées aux mêmes sources gréco-latines, conviennent d'appartenir à une même culture. Elles fissent les mêmes œuvres, admirent les mêmes artistes, s'expriment dans la même langue - l'italien, puis le français - et sont relayées par les cours, les salons et les loges maçonniques.

Cette Europe éclate à son tour, sous la poussée des forces de diversification nationales. La Révolution française, depuis sa Déclaration des droits de l'homme, se veut universaliste. Et elle l'est - mais avec la ferme conviction que c'est à la France d'incarner l'universel. Michel de Montaigne fort bien ce sentiment dans la première page de son *Introduction à l'histoire universelle*. « Ma glorieuse patrie », écrit-il, « est désormais le pilote du vaisseau de l'humanité ». Mais lorsque les soldats français vont exporter le modèle français aux quatre coins de l'Europe, ils vont animer ou renforcer les tendances anti-françaises et anticosmopolites, qui travaillaient déjà les différentes cultures.

Celles-ci deviennent nationales, et les nations exigent, armées à la main, de se constituer en

Historien et philosophe, Krzysztof Pomian est d'origine polonaise. Ses positions politiques le privent de son poste de maître-assistant à l'université de Varsovie en 1968. Installé en France depuis 1973, il est aujourd'hui directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique. Il a également enseigné à Paris (Ecole des hautes études en sciences sociales) et aux universités de Florence, de Genève et de Rome. Passionné par les problèmes de la connaissance, il travaille sur l'histoire de la culture européenne, notamment sur l'histoire de la philosophie, des sciences et du goût (l'Ordre du temps, Gallimard, 1984 ; Collectedonneurs, amateurs et curieux : Paris-Venise, XVII-XVIII^e siècle, Gallimard, 1987). Dans son dernier ouvrage, l'Europe et ses nations (Gallimard, 1990), Krzysztof Pomian analyse l'écarté-

lement de l'histoire européenne et les tentatives d'unité de notre continent. Chaque fois, constate-t-il, les nations ont triomphé de l'Europe. A l'heure de Maastricht, ont-elles dit leur dernier mot ?



Mais un des facteurs qui poussent à l'unification, c'est la menace de l'armée soviétique sur l'Elbe et la menace qu'elle fait peser. Son rôle psychologique est très important pour la cohésion de l'espace occidental. A l'est de l'Elbe, l'Europe centrale et l'Europe orientale sous contrôle soviétique présentent aussi les apparences d'une pacification et d'une unité durables. La réalité est plus complexe.

« Les faits des déplacements massifs et cruels de populations en Allemagne, en Pologne, en Tchécoslovaquie et dans une moindre mesure en Hongrie, ces pays ont pu, douloureusement, achever leur intégration horizontale. Même là où les héritiers des personnes déplacées gardent le souvenir du pays perdu de leurs ancêtres, cela ne débouche pas sur des revendications territoriales. Les frontières de l'Europe centrale sont stables. Mais en Europe orientale, dans l'ancienne mouvance de Byzance, les choses se présentent d'une manière différente.

« Une frontière, très ancienne, très stable, sépare, en effet, l'ancien monde de la chrétienté latine du monde orthodoxe. Elle passe à l'est de la Finlande, des pays baltes, de la Pologne, traverse l'Ukraine, contourne la Hongrie et coupe la Yougoslavie en deux : Serbie d'un côté, Croatie de l'autre. La signification de cette frontière n'est pas seulement religieuse - d'un côté l'Eglise latine et de l'autre l'Eglise grecque. Car les deux espaces qu'elle délimite ont eu des histoires différentes, ce qui permet de comprendre les drames qui se déroulent aujourd'hui dans un certain nombre de pays.

« Entre le XII^e et le XV^e siècle, quand l'Europe de l'Ouest - Pologne, Bohême et Hongrie comprises - vit sa première unification culturelle, la Russie est occupée par les Mongols. Moins de deux siècles plus tard, les Balkans sont envahis par les Turcs. Et lorsque l'Europe connaît sa deuxième unification culturelle, entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, cet ensemble, de la mer Noire à l'Adriatique, fait partie de l'Empire ottoman. Ces occupations étrangères ont profondément retardé les processus d'intégration nationale. Ils ont en outre provoqué des déplacements aberrants de populations : les Autrichiens, pour des motifs militaires, installent des Serbes sur certains territoires pour se défendre contre les Turcs et font venir des populations germaniques pour coloniser des zones dépeuplées par les guerres. De cet héritage complexe découlent trois guerres balkaniques avant la première guerre mondiale, en conflit entre les Serbes et les Croates pendant tout l'entre-deux-guerres et les combats qui ravagent aujourd'hui l'ex-Yougoslavie. Car le régime communiste n'a pas tenté de résoudre la difficile équation nationale. Il a simplement gelé une situation explosive. L'explosion a eu lieu après le dégel.

« Dans l'espace de l'ancienne Union soviétique, les choses semblent un peu plus faciles, encore que d'énormes problèmes subsistent et que les risques de détonation ne sont pas absents. Le

Nagorny-Karabakh est en guerre. Et il existe des bombes à retardement en Ukraine et en Moldavie. Espérons qu'elles n'exploseront pas.

« Mais pourquoi deux communautés ne peuvent-elles pas vivre ensemble ? Le rapprochement entre Allemands et Français, deux ennemis héréditaires », montre que tout est possible.

« D'abord les « Français » et les « Allemands », qui ont vécu ensemble au sein de l'empire colonial, se sont petit à petit séparés. Ils se sont fait la guerre deux fois en l'espace d'un demi-siècle. Et nos grands-parents n'auraient jamais cru qu'on arriverait un jour à ce que l'Alsace-Lorraine cesse d'être une pomme de discorde entre les deux pays. Les sciences sociales, dis qu'il s'agit de questions qui touchent à la psychologie collective, sont à mon avis complètement désarmées : nous ne savons pas, avons le courage de le dire, pourquoi à un certain moment des sentiments collectifs très violents apparaissent ou s'estompent. Quoi qu'il en soit, désormais les frontières du monde occidental ne sont plus des enjeux. Sans doute. Mais seul le temps confirmera cette conviction, qui est elle-même un facteur de paix dans la région. Il n'empêche que partout et toujours dans l'histoire européenne jusqu'à maintenant, les peuples, à un certain moment, ont « divorcé » les uns des autres. Des Pays-Bas à la Yougoslavie, les exemples sont légion.

« On comprend mal pourquoi une partie de l'Europe aujourd'hui tente de s'unir, alors qu'une autre partie du continent explose.

« C'est une question de rythmes historiques. Imaginez aujourd'hui la Pologne avec une forte population allemande à l'ouest et une grosse minorité ukrainienne à l'est ; imaginez la Tchécoslovaquie avec les Allemands des Sudètes. Dans ces pays, la situation se serait-elle pas plus tendue ? Si une partie de l'Europe se déchire, c'est qu'elle répète la trajectoire parcourue par l'autre partie du continent. Ces peuples achèvent leur intégration nationale, dans le sang.

« Aussi est-il inutile de leur raconter que l'Etat-nation est une formule dépassée, et qu'ils peuvent en faire l'économie. D'abord parce que cela ne peut-être pas possible. Ensuite parce qu'il serait certainement plus utile de les aider à créer leurs Etats-nations de manière pacifique. Dans le cas de la Yougoslavie la Communauté européenne a failli à sa tâche historique en ne tentant pas d'infléchir le processus, de la décomposition de ce pays pour qu'il aboutisse de manière pacifique. Aujourd'hui, il est clair hélas ! qu'il ira à son terme, dans les pires conditions.

« Pour revenir à Maastricht, on voit apparaître en France un clivage à l'intérieur de différents partis politiques. Comment expliquez-vous cela ?

« Depuis la création de la CECA, on a vu très clairement dans l'histoire politique française que le clivage entre pro et anti-européens ne coïncidait pas avec les affiliations partitanes. Le PCF a toujours été hostile à l'Europe, mais chez les gaullistes, par exemple, comme chez les socialistes, la situation est plus complexe. Ce qui trouble davantage les esprits c'est que le traité de Maastricht n'est pas un traité de paix, mais un traité de guerre. Il est le produit d'une certaine précipitation. On a l'impression que ce n'est pas raisonnable - que les tensions à l'est de l'Europe risquent de faire éclater la Communauté en provoquant des dissensions entre Paris et Bonn. C'est d'ailleurs ce qui a commencé à se passer, à partir de l'été 1991, dans l'affaire yougoslave, avec l'Allemagne fortement engagée du côté croate et la France traditionnellement sollicitée par la Serbie. Un effort a donc été tenté par les Allemands comme par les Français pour renforcer l'intégration communautaire, dans un monde où la menace soviétique avait disparu en ouvrant une énorme brèche à l'est. Les préparatifs de Maastricht ont été accélérés pour aboutir, peut-être trop tôt, à ce traité. Maintenant on veut d'un coup imposer la ratification d'une manière qui ne peut pas, même chez des pro-européens convaincus, ne pas susciter un certain nombre de réticences.

« Même pour un européen convaincu, il est très difficile de ne plus raisonner en termes d'hégémonies nationales »

« Quelles sont-elles ?

« A l'égard de la procédure, à l'égard des arguments du genre « on ne ratifie pas Maastricht, la Communauté se désintègre ». Pourquoi la non-ratification du traité devrait-elle avoir un effet retentissant sur tout ce qui a été fait jusqu'à maintenant ? Evidemment, on peut dire que lorsque le troisième étage d'une fusée explose, la fusée entière s'abîme. Mais l'équilibre de l'Europe est-il si instable ? Est-elle condamnée à une chute en avant comme un avion qui tombe ? S'il s'agit de ces problèmes ne me paraissez pas convaincant.

« Nous avons vécu jusqu'à maintenant - et en France plus qu'ailleurs - dans le monde des Etats-nations. La culture politique et la tradition nationale française sont atomistiques. La France est l'encre de son Etat. L'abandon d'une partie de sa souveraineté pour un tel pays - ce n'est pas seulement pour lui - est une incision dans l'incanot, qui pose de nombreux problèmes. Celui de la démocratie à l'échelle de la Communauté par exemple. Il est clair que la construction communautaire s'est largement faite d'une manière technocratique. Et que la Communauté reste toujours une institution bien peu démocratique. Or le passage de la démocratie du stade du canton ou de la ville à celui de la nation entière a pris beaucoup de temps ; aujourd'hui il s'agit de passer à un stade d'intégration supérieure, de faire naître la démocratie à un niveau supranational, ce qui risque de créer des conflits de légitimité. Les principes de « subsidiarité » suffirait-il à les résoudre ? On peut à bon escient en douter. Il faudrait donc inventer de nouvelles institutions. Nous ne savons pas lesquelles. Et nous ne pouvons pas accepter la création d'une Europe par le biais des verdicts du tribunal de Luxembourg. Là où les décisions des juges suppléent ou supplantent les décisions des Parlements, la démocratie ne fonctionne plus. Car le règne du droit est une chose, et la démocratie en est une autre.

« Il y a enfin des mécanismes mentaux à repenser complètement, et on sait que ce sont les plus difficiles à modifier. Par exemple, il faudra apprendre à ne plus penser exclusivement en termes de patriotisme national et d'affiliation étatique. Même pour un européen convaincu, il est très difficile de ne plus raisonner en termes d'hégémonies nationales, de ne plus se poser la question de la rivalité de la France et de l'Allemagne. Il faudra beaucoup de temps pour que l'intérêt de l'Europe prime les intérêts des nations qui la composent. Il y a une énorme travail de « repenser » psychologique, que la Communauté n'a jamais eu le courage d'affronter. Il y a une dimension symbolique qui n'a jamais été abordée. Sans ce travail d'éducation et de réflexion en profondeur, nous risquons d'aboutir à une situation où le traité - ratifié - restera lettre morte. Faire ces simples remarques, ce n'est pas plaider contre la ratification du traité de Maastricht, mais constater qu'on a été de faire, depuis très longtemps, un travail nécessaire, qu'on a omis de faire clairement les choses, par exemple que la perspective d'une Europe fédérale était virtuellement contenue dans le traité de Rome. Cette politique de l'autruche a peut-être été efficace à court terme. Elle a effectivement favorisée en douceur une certaine intégration en douceur. Elle est aujourd'hui contre-productive.

« Un des problèmes de la Communauté européenne est celle de son expansion. Jusqu'où doit-elle s'étendre ? Qui doit-elle accueillir ?

« La Communauté constitue aujourd'hui un pôle d'attraction extrêmement puissant. Les candidats se bousculent au portillon. Où s'arrêtera-t-elle ? Je suis perplexe lorsque je vois le Conseil de l'Europe se poser la question de l'adhésion des Républiques soviétiques d'Asie centrale. Et même s'agissant de la Russie, quelle que soit notre sympathie pour son peuple, pour ce qui s'y passe aujourd'hui, pour la culture et la langue russes, l'idée même de son adhésion à la Communauté européenne est absurde. Evoquant le bassin méditerranéen, Fernand Braudel parlait des « économies mondes » : il existe un monde russe, de Saint-Petersbourg à Vladivostok, qui exige un autre système d'intégration, une autre architecture. Il n'y a rigoureusement aucune raison de diluer la Communauté dans ce monde. Regardez les cartes. Ecoutez les géographes et les historiens. Il y a des frontières de l'espace européen qui se sont dessinées au cours de l'histoire. Il s'agit de construire une unité cohérente - sans exclusions aberrantes - et non pas de transférer la Communauté européenne soit vers le Centre de l'Europe, soit vers l'Organisation des Nations unies.

EMMANUEL DE ROUX

ÉTRANGER

TCHÉCOSLOVAQUIE : artisan de la réforme économique radicale

M. Vaclav Klaus va tenter de former le nouveau gouvernement

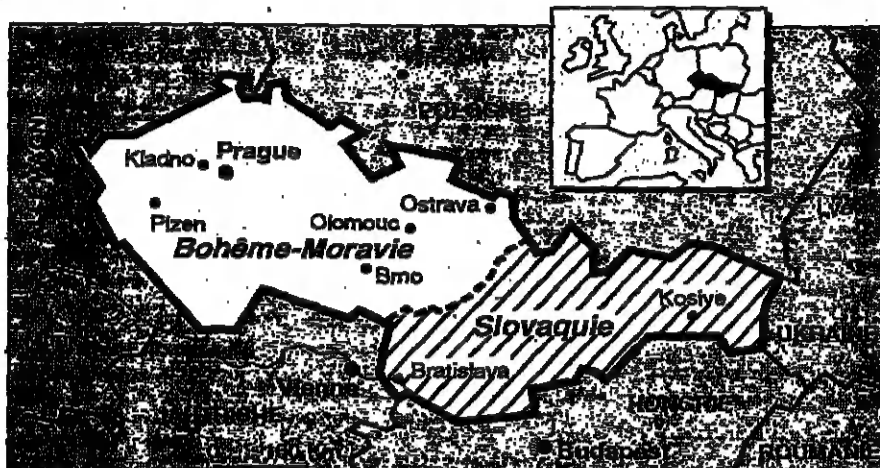
Les premières élections libres en Tchécoslovaquie, en juin 1990, avaient été celles de l'Union autour des dirigeants de la Révolution de velours : les seconds, deux ans après, auront été celles de la division. Les résultats du scrutin des 5 et 6 juin, publiés dimanche, montrent que Tchèques et Slovaques ont voté à l'opposé, les premiers donnant leur préférence au parti de droite, très occidentaliste et fédéraliste, de M. Vaclav Klaus, l'artisan de la réforme économique radicale, tandis que les Slovaques, plus tournés vers l'Est, votaient en force pour le nationalisme flamboyant du tribun Vladimir Meciar, qui professe un passage à l'économie de marché plus prudent.

Le président Vaclav Havel a demandé à M. Klaus de tenter de former un gouvernement fédéral, et celui-ci devait rencontrer dès lundi M. Meciar. De plus en plus isolé politiquement, M. Havel voit ses amis de toujours, pour la plupart regroupés au sein du Mouvement civique (OH), disparaître de la scène politique : le mouvement dirigé par M. Jiri Dienstbier, ancien ministre des affaires étrangères, n'a en effet pas atteint le seuil fatidique des 5 % des voix requis pour entrer au Parlement, alors que le Parti républicain d'extrême droite de M. Miroslav Sladek a dépassé les 6 %. De

plus, si M. Havel et M. Klaus, sans être proches, sont capables de travailler ensemble, la cohabitation s'annonce très difficile avec M. Meciar, qui n'a pas ménagé le président pendant la campagne et émettait des doutes, dimanche, sur les chances de celui-ci d'être réélu, lorsqu'il sollicitera des députés un nouveau mandat le 3 juillet. Prenant le contre-pied de ces critiques, M. Klaus a déclaré soutenir « totalement » la candidature de M. Havel, qui est « la personnalité consensuelle du pays ». « La candidature de Vaclav Havel est une constante de nos négociations », a-t-il ajouté.

Le score honorable des communistes

Pour sa part M. Havel, qui a déjà fait savoir qu'il n'entendait pas être un « président potiche », a averti, dimanche, qu'il retirait sa candidature s'il n'avait pas « la moindre possibilité de projeter (ses) valeurs politiques et morales dans la vie de l'Etat ». Pour l'heure néanmoins, le président s'est engagé à faire tout son possible pour faciliter les négociations en vue de la formation d'un gouvernement fédéral, qui s'annoncent « longues et difficiles ». Prenant la parole dimanche devant les journalistes, le leader slovaque s'est abstenu de dévoiler ses intentions



coincées sur ce point. M. Meciar est visiblement tout à fait disposé à négocier avec M. Klaus, et le fait que les deux hommes se soient mutuellement ménagés pendant la campagne électorale est plutôt de bon augure. Bien qu'ils s'en défendent publiquement, ils ont déjà été en contact avant les élections pour commencer à préparer l'avenir post-électoral, nous a indiqué l'un des dirigeants du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS),

M. Rudolf Filkus. Mais quelles conditions le HZDS de M. Meciar va-t-il poser à sa participation au gouvernement fédéral ? Comment M. Klaus, qui a bâti toute sa politique sur une conception radicale de l'économie de marché, va-t-il s'accommoder des revendications slovaques sur un aménagement de la réforme ? La droite tchèque, très attentive aux divisions au sein du HZDS, distingue dans ce mouvement certaines personnalités

modérées que d'autres. M. Filkus, notamment, est perçu à Prague comme quelqu'un d'« acceptable ». Bref, entre les deux partis victorieux à Prague et à Bratislava, résumait, dimanche, M. Klaus, « les points de départ sont différents mais nous savons qu'il existe une marge de manœuvre. Nous espérons toujours que les Slovaques gardent un intérêt pour la sauvegarde de la fédération ».

Si les Slovaques acceptent d'entrer dans un gouvernement fédéral, il va

sans doute être question aussi, entre M. Klaus et M. Meciar, de la répartition des postes-clés de l'Etat : lorsque M. Meciar avait rencontré le président Havel il y a un mois, il avait énuméré quatre fonctions fédérales à négocier entre Tchèques et Slovaques : la présidence de l'Etat, le poste de premier ministre, la présidence de l'Assemblée fédérale et celle de la Cour suprême. L'usage voulait jusqu'ici qu'un président tchèque corresponde un premier ministre slovaque, et inversement ; ainsi le président Havel avait pour premier ministre le slovaque Marian Calfa. M. Meciar acceptera-t-il un président tchèque et un premier ministre tchèque ?

« Si nous ne pouvons avoir une fédération raisonnable, il sera peut-être nécessaire de prendre rapidement une autre décision, de manière raisonnable et intelligente. Je réaffirme cependant que notre carte majeure est un Etat commun », a déclaré M. Klaus. Dans toute la diversité de ce scrutin, deux points communs ont tout de même réuni les dix millions de Tchèques et les cinq millions de Slovaques : le fort taux de participation (plus de 85 %) et le score honorable des communistes, réformés ou non, qui arrivent en seconde position dans les deux Républiques.

SYLVIE KAUFFMANN

Nouvel homme fort en Slovaquie

M. Meciar attaque le président Havel mais ménage M. Klaus

BRATISLAVA
correspondance

« C'est un résultat sans surprise. » M. Vladimir Meciar, le leader du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), commente sa victoire devant la presse, dimanche 7 juin, d'un ton monocorde, entouré de ses lieutenants, l'acteur Milan Kuzicko, MM. Augustin Huska, Rudolf Filkus et M. Olga Keltova.

L'homme qui, pour séduire son public, n'est jamais à court de bons mots ne plaisante plus ; c'est l'ancien boxeur qui est de retour sur le ring. Il s'avance, le buste courbé, le KO qu'il vient d'infliger à la fédération tchécoslovaque : 37 % des Slovaques ont, en effet, voté pour celui qui leur promettait « la souveraineté de la Slovaquie », plus que ce qu'annonçaient les sondages. Son score le moins bon est de 28 % en Slovaquie de l'Est, fief traditionnel du Parti communiste (21 %), alors que le meilleur, en Slovaquie centrale, est de 50 % : à la région de Martin dominée par l'industrie d'armement, il a en effet donné sa parole de continuer, malgré le veto de Prague, l'exportation d'armes, engagement qu'il réitéra : « J'en ai parlé avec les

dirigeants européens, ils s'en moquent. Donc, avant que nous ayons réussi à importer des technologies de substitution, ça continuera. D'ailleurs, nous n'avons pas le choix ».

Le nouvel homme fort de la Slovaquie, s'ajoute le calendrier de l'« émancipation » de son pays : proclamation de la souveraineté lors de la première session de Parlement slovaque, le 25 juin prochain, adoption d'une Constitution slovaque qui devrait juridiquement se substituer à la Constitution fédérale, et élection d'un président. Puis, à la fin de l'année ou au plus tard au premier trimestre 1993, un référendum d'autodétermination en Slovaquie.

La question de la minorité hongroise

M. Meciar reproche amèrement aux dirigeants de Prague de n'avoir pas respecté les particularités slovaques en lançant la réforme économique. Le HZDS, mouvement qui regroupe plusieurs courants, n'accepte pas pour autant l'étiquette de gauche qu'on veut lui imposer et ses dirigeants ont affirmé dimanche qu'il n'était pas question d'arrêter la privatisation en Slovaquie : « Il faut,

au contraire, l'accélérer », ont-ils assuré. Une attitude qui devrait rendre possible le rapprochement avec la droite tchèque.

M. Vladimir Meciar va d'ailleurs jusqu'à faire les louanges du vainqueur des élections en République tchèque, le leader ultralibéral du Parti civique démocratique (ODS) et actuel ministre fédéral des finances, M. Vaclav Klaus : « Fendant toute l'année précédant les élections, il s'est comporté de manière correcte vis-à-vis de notre mouvement, alors qu'il lui aurait été facile de profiter de cette occasion pour renforcer sa position en République tchèque ».

En revanche, le dirigeant nationaliste slovaque a gardé rancune au président Vaclav Havel d'avoir avancé sa destitution du poste de premier ministre de Slovaquie en avril 1991 et lui reproche aujourd'hui de s'être prononcé contre le HZDS dans son allocution télévisée clôturant la campagne électorale. Mesure de rétorsion en conséquence : « Nous demanderons aux députés de notre mouvement de ne pas voter pour M. Havel à l'élection présidentielle », déclare le leader populiste, jugeant « minimes » les chances du président « être réélu en juillet. Autre cible de M. Meciar,

les médias : « La télévision et la radio fédérales doivent être démantelées. Elles ne servent qu'à désinformer le public et aggraver les relations entre les deux Républiques ».

Sur le plan local, les dirigeants du HZDS excluent de former une coalition avec le Parti de la gauche démocratique (SD), anciens communistes, en dépit de son score honorable, près de 15 % (le deuxième en Slovaquie), mais ne refusent pas une coopération au Parlement. M. Meciar est en revanche prêt à s'allier avec le Parti national slovaque (SNS), ouvertement séparatiste, qui a recueilli que 8 % des suffrages en Slovaquie.

Autre sujet délicat : l'attitude vis-à-vis de la minorité hongroise de 600 000 personnes. « Il y a une minorité et nation, c'est différent », dit M. Meciar, qui rejette la loi fédérale sur les langues votée en décembre 1990. Celle-ci permet aux minorités d'utiliser leurs langues dans l'administration lorsqu'elles représentent plus de 20 % de la population : « Il doit y avoir une langue dans laquelle on doit se comprendre dans toute la Slovaquie, c'est le slovaque ! »

CATHERINE MONROY

La troisième visite d'Etat de la reine Elizabeth II

Une Européenne en France

La reine Elizabeth est attendue mardi 9 juin à Paris, pour sa troisième visite d'Etat en France. Son dernier séjour officiel remonte à 1972. Après Paris, la souveraine se rendra à Blois et à Bordeaux.

LONDRES

de notre correspondant

La France aime la reine d'Angleterre, et celle-ci le lui rend bien. Ce sera pour la souveraine, qui parle couramment le français, la troisième visite d'Etat dans l'hexagone (seuls les Etats-Unis peuvent en dire autant), sans compter les séjours privés (1967, 1974 et 1979).

Vingt ans ont passé depuis que Georges Pompidou déployait pour Elizabeth les fastes Versailles de la République. La France venait tout juste de lever son veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne, et l'on célébrait cette « entente cordiale » retrouvée, que l'histoire tumultueuse des relations bilatérales force si souvent les deux pays à proclamer.

Il y a vingt ans, la France avait accueilli Elizabeth II dans la basse population, mais sans ignorer tout ce qui séparait les deux nations.

Déjà, à propos de la défense de l'Europe, du rôle de l'OTAN, de la politique agricole, les deux pays avaient des approches divergentes. L'intégration européenne est restée une pomme de discorde entre Paris et Londres, même si la Grande-Bretagne a accompli des efforts notables pour participer au concert parfois désordonné de la Communauté, même si elle a franchi un seuil psychologique en acceptant d'être reliée au continent par le tunnel sous la Manche.

Elle demeure, vue de France, le « moulin noir » de l'Europe. Mais, peut-être parce qu'elle a fait bande à part à Maastricht, elle tient aujourd'hui plus qu'autrefois à préserver un compromis qui lui satisfait. La Grande-Bretagne, « championne » de l'unité européenne, l'idée d'un beau paysage étranger, c'est celle dont la reine, par sa visite en France, va témoigner. Et bien que la souveraine ne s'occupe pas, officiellement, de politique, ses discours, inspirés par le Foreign Office, porteront l'empreinte de l'esprit européen du temps, puisque la Grande-Bretagne présidera, à partir du 1^{er} juillet, la Communauté européenne.

La monarchie britannique ne semble plus être tout à fait aussi sûre d'elle-même (on l'a mesurée récemment lors de l'anniversaire marquant les quarante ans de règne d'Elizabeth II), c'est pour d'autres raisons qui n'ont rien à voir avec l'Europe. Elizabeth II, qui exerce son magistère moral de façon irréprochable, n'est pas en cause, et la monarchie se porterait bien si elle se résout à la souveraineté. L'ombre vient de la famille royale, depuis que les couples qui la composent semblent rivaliser pour se déshonorer : après Anne et Mark, Andrew et Fergie, voici, en première page de tous les journaux, les malheurs de Charles et Diana, futur roi et reine de Grande-Bretagne (1).

Les « scandales » de famille

Si la monarchie britannique ne semble plus être tout à fait aussi sûre d'elle-même (on l'a mesurée récemment lors de l'anniversaire marquant les quarante ans de règne d'Elizabeth II), c'est pour d'autres raisons qui n'ont rien à voir avec l'Europe. Elizabeth II, qui exerce son magistère moral de façon irréprochable, n'est pas en cause, et la monarchie se porterait bien si elle se résout à la souveraineté. L'ombre vient de la famille royale, depuis que les couples qui la composent semblent rivaliser pour se déshonorer : après Anne et Mark, Andrew et Fergie, voici, en première page de tous les journaux, les malheurs de Charles et Diana, futur roi et reine de Grande-Bretagne (1).

La publicité tapageuse faite à la famille fait certes prospérer l'indus-

trie touristique et celle du papier journal ; mais, chaque nouveau « scandale monarcal » frappant la famille des Windsor sappe un peu plus les bases de l'institution. En outre, s'il n'est pas contestable que les Britanniques restent profondément attachés à leur souveraine, au-delà du royaume, où il n'est pas toujours si facile de maintenir la suprématie de la Couronne (en Ecosse, en Irlande du Nord), dans le Commonwealth, le reine ne peut plus prétendre à la même autorité qu'autrefois. En Afrique et au Canada notamment, plus encore en Australie, les références à la Couronne s'estompent aussi indubitablement que l'Empire britannique. S'est rétréci au cours des dernières décennies. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles la reine semble cultiver davantage les liens d'amitié de la Grande-Bretagne en Europe, en France notamment.

LAURENT ZECCHINI

(1) Dans un livre, Diana, la véritable histoire, d'Andrew Morton, qui doit paraître prochainement et dont le Sunday Times a publié des extraits dimanche 7 juin, il est affirmé que la princesse de Galles est malheureuse en ménage, a tenté à cinq reprises de se suicider en raison de l'indifférence de son mari à son égard, et estime qu'elle ne sera jamais reine.

Un scrutin pour trois Parlements

Tchèques et Slovaques élisent, les 5 et 6 juin, leurs représentants aux trois Parlements du pays, un fédéral et deux nationaux : le Conseil national tchèque et le Conseil national slovaque. Les élections – les secondes depuis la chute du communisme – se sont déroulées au scrutin proportionnel ; seuls les partis recueillant plus de 5 % des suffrages accèdent au Parlement.

L'assemblée fédérale est composée de deux Chambres, la Chambre du peuple (cent cinquante sièges, répartis proportionnellement à la population de la République tchèque – deux

tiers – et celle de la République slovaque – un tiers) et la Chambre des nations (soixante-quinze députés pour la République tchèque, soixante-quinze pour la République slovaque). La vote sur les lois importantes a lieu séparément dans les deux chambres et séparément dans les deux composantes nationales de la Chambre des nations, à la majorité des deux cinquièmes.

La chef de l'Etat est élu par l'Assemblée fédérale. S'il ne recueille pas trois cinquièmes des voix au premier tour de scrutin, il peut être élu au second tour à la majorité simple.

Les résultats des élections des 5 et 6 juin

Voici les résultats complets communiés, dimanche 7 juin, par la Commission électorale. L'affectation définitive des sièges sera connue mercredi, après répartition des restes. Le taux de participation a été de 86 %.

L'ASSEMBLEE FEDERALE					
En République tchèque		Voix	Sièges	En République Slovaque	
Parti démocratique civique et Parti des démocrates (ODS-KDS)	33,6	80	Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS)	33,65	34
Bloc de gauche (KSCM-DL)	14,37	30	Parti de la Gauche démocratique (SD)	14,24	20
Société démocrates (CSSD)	7,25	10	Parti national slovaque (SNS)	9,37	12
Républicains et Union démocratique chrétienne (UPA-KSC)	6,42	8	Mouvement démocrate chrétien (KDH)	8,88	11
Union démocratique-chrétienne (KDU) et Parti du peuple tchécoslovaque (CSL)	6,03	8	Coalition hongroise (MEK)	7,38	9
Union sociale libérale (LSU)	5,95	8	Démocrates sociaux slovaques (SDSS)	6,09	4
Alliance démocratique civique (ODA)	4,53	0	Union démocratique civique (ODU)	4,00	0
Mouvement civique (OH) (12 sièges restants à répartir à la proportionnelle)	4,57	0	(16 sièges restants à répartir à la proportionnelle)		

LES PARLEMENTS NATIONAUX					
Conseil national tchèque			Conseil national slovaque		
	% voix	Sièges		% voix	Sièges
ODS-KDS	29,73	76	HZDS	37,26	23
Bloc de gauche	14,05	35	SD	14,07	28
CSSD	6,53	16	KOH	9,38	17
LSU	6,32	16	SPS	7,93	14
KDU-CSL	6,08	15	MEK	7,42	12
SPS-SC	5,98	14			
Alliance démocratique civique (ODA)	5,93	14			
Mouvement pour l'autonomie de Moravie-Silésie	5,87	14			
(Tous les sièges sont attribués)			(Six sièges restent à attribuer)		

■ TURQUIE : accrochages militaires entre l'armée et les séparatistes kurdes. – Vingt-trois militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) et un officier turc ont été tués au cours de plusieurs accro-

Le Monde
HORS-SÉRIE

LA FRANCE
DANS SES RÉGIONS

156 pages – 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

EUROPE

AZERBAÏDJAN : élection présidentielle

Victoire de M. Aboulfaz Eltchibey, candidat du Front populaire

Selon les résultats préliminaires de l'élection présidentielle qui s'est déroulée dimanche 7 juin en Azerbaïdjan, M. Aboulfaz Eltchibey a recueilli entre 62 % et 64 % des voix. Le taux de participation au scrutin a été de l'ordre de 75 %.

MOSCOU

de notre correspondant

Si mal en point qu'il puisse paraître, l'Azerbaïdjan vient de franchir une étape majeure sur la voie qui devrait en principe être celle de la démocratie et de cette « normalité » dont rêvent tous les États ex-soviétiques. Pour la première fois, les Azeris ont participé dimanche à une élection tenue dans des conditions apparemment à peu près acceptables, même si le choix qui leur était offert était assez maigre. M. Aboulfaz Eltchibey, le président du Front populaire, confirme tous les pronostics en arrivant, selon les premiers résultats, très largement en tête. Il représente l'ancienne opposition nationaliste, devenue la force dominante dans le pays : sa victoire était donc dans l'ordre des choses, et ses rivaux les plus crédibles avaient jugé inutile de se présenter. Mais il y avait tout de même trois autres candidats, qui ont pu faire campagne et ne lui ont pas ménagé leurs critiques : on est loin de la pantomime qu'avait été, en septembre dernier, la précédente élection présidentielle grâce à laquelle, au lendemain de l'échec du putsch de Moscou, l'ex-premier secrétaire du Parti communiste, Aliyev Moutalibov, s'était maintenu au pouvoir.

Contraint six mois plus tard à la démission, sous la poussée d'une opinion ulcérée, entre autres, par l'accumulation de défaites militaires infligées par les Arméniens, M. Moutalibov s'était lancé, à la mi-mai, dans une étrange tentative de retour, un coup de force sans forces pour le soutenir, qui tourna vite à la déconvenue et marqua l'enterrainement définitif de l'ancien système. L'opération, qu'elle ait

ou non été encouragée par Moscou, avait un double objectif : bloquer la montée en puissance de l'opposition, dont l'arrivée progressive au pouvoir apparaissait déjà inéluctable ; et empêcher que l'Azerbaïdjan ne s'émancipe complètement de la Russie. Le résultat a bien entendu été exactement inverse : M. Eltchibey, encore candidat, a déjà annoncé que l'Azerbaïdjan ne ferait pas partie de la CEI.

Bakou ne peut pour autant se permettre de rompre tout à fait avec Moscou, sous peine de perdre tout espoir de recouvrer le Haut-Karabakh, désormais totalement contrôlé par les Arméniens, qui se sont en plus emparés d'un couloir reliant ce territoire à l'Arménie elle-même. M. Eltchibey a beau répéter que désormais l'illégalité sera la Turquie, les Azeris savent bien qu'ils ne peuvent attendre de miracles d'Ankara – tout au plus un soutien diplomatique et économique, le gouvernement turc n'ayant aucune intention de se saisir du dossier de l'agression d'une confrontation militaire avec l'Arménie. Le salut ne peut non plus venir de l'Iran – M. Eltchibey se méfie d'ailleurs tout particulièrement de ce pays où vivent, selon les chiffres revendiqués à Bakou, 24 millions d'Azeris, et souligne à chaque occasion que toutes les tentatives de médiation iraniennes ont eu un résultat négatif pour l'Azerbaïdjan.

Une tâche redoutable

En réalité, il est bien difficile d'imaginer comment les Azeris pourraient retourner à leur avantage une situation si compromise sur le terrain. Le principal concurrent de M. Eltchibey, M. Nizami Sulaimanov, qui affirmait représenter aussi bien l'intelligentsia que les milieux industriels et semble devoir recueillir environ 20 % des voix, avait bien promis « de régler le problème en trois mois », tout comme il prétendait transformer en deux ans l'Azerbaïdjan en un pays aussi riche que le Koweït. Mais l'essentiel est qu'aucun des candidats n'ait proposé une solution

militaire, tant il est évident que les Azeris n'en ont actuellement pas les moyens.

Le pays n'a toujours pas d'armée, même si les Russes ont accepté le principe d'un transfert d'une partie des équipements de la IV^e armée ex-soviétique toujours déployée sur le territoire azéri. Il possède par contre un grand nombre de milices mal contrôlées, et qu'on s'efforce depuis quelques semaines de désarmer. Les nouveaux dirigeants, que ce soit le nouveau président du Parlement, M. Issa Gamarov – jusqu'à présent président intérimaire – ou M. Eltchibey lui-même, vont certainement poursuivre l'effort de remise en ordre, au risque de se voir reprocher d'utiliser les méthodes qu'eux-mêmes dénonçaient dans l'opposition, et la tâche qui les attend sur le terrain économique n'est pas moins redoutable. Enfin, le Front populaire lui-même est traversé de courants très divers, dont M. Eltchibey essaie de faire la synthèse, en déclarant par exemple placer « au premier plan les valeurs démocratiques », tout en ajoutant que « le renouveau du peuple azéri doit être étroitement lié aux racines turques et à la civilisation islamique ».

M. Eltchibey, qui à l'image de la plupart des dirigeants du Front populaire est un intellectuel – il est orientaliste, spécialiste de philologie arabe, et paraît a priori bien mal armé pour faire face à cette accumulation de difficultés. Mais après tout, lorsqu'en 1988 lui-même et ses amis se sont lancés dans la lutte pour l'émancipation et la démocratie, les chances de succès ne paraissent-elles pas encore plus minces ?

JAN KRAUZE

MOLDAVIE : le conflit du Dniestr

Echec des pourparlers et nouveaux combats

De nouveaux affrontements meurtriers ont opposé, dimanche 7 juin, les forces de police de la Moldavie roumainophone aux Russophones de l'est de la République. Samedi, la commission de conciliation s'était séparée sur un échec, la délégation moldave refusant de discuter d'une fédéralisation de la Moldavie, réclamée par les russophones. Le ministre moldave de la Défense a menacé, dimanche, de donner l'ordre à ses troupes d'ouvrir le feu sur « toutes les armes à leur disposition ». Dans la soirée, la télévision de Chisinau montrait, pour la première fois, le déplacement sur le front d'unités de la nouvelle armée moldave, appelée à prendre le relais des forces du ministère moldave de l'Intérieur, en difficulté depuis que les Russophones disposent d'armement lourd.

GEORGIE : nouveaux morts dans les combats pour Tskhinvali. Dix personnes ont été tuées et au moins vingt autres blessées lors de nouveaux combats entre forces géorgiennes et osètes, pour la prise de villages « stratégiques » entourant la ville osète de Tskhinvali, à l'ouest de la Géorgie, à l'ouest de la Géorgie. L'utilisation de ce terme est impropre, nous écrit M. Nicolas Tchavtchavadze, membre du conseil d'administration de la Mission de Géorgie à Paris. Cette région, située sur le versant sud des hauts sommets du Caucase, fut toujours géorgienne, n'a jamais appartenu à une autre juridiction, et son nom « fut créé de toute pièce par Staline en 1924 », précise M. Tchavtchavadze.

BOSNIE-HERZÉGOVINE : alors que l'aéroport est toujours bloqué

Les forces serbes pilonnent de nouveau Sarajevo

Les forces irrégulières serbes ont repris, lundi matin 8 juin, leurs bombardements sur Sarajevo, alors que les combats de rue avec les défenseurs croates et musulmans étaient rapportés des journalistes locaux.

Les Serbes, qui assiègent la ville depuis deux mois, ont pilonné Sarajevo et ses environs à l'artillerie, au mortier et à la roquette depuis les collines qui surplombent la capitale de la Bosnie-Herzégovine. Les bombardements ont été particulièrement intenses sur les quartiers de Mijmiljo, Ali Pashino Polje et Dobrinje, où 40 000 Serbes, Croates et Musulmans sont bloqués. Ces quartiers ont aussi été le théâtre de combats de rue. Les affrontements, qui ont redoublé de violence depuis vendredi à Sarajevo, ont fait plus de 30 morts et 100 blessés au cours du week-end.

Les 300 000 habitants de la ville, pris au piège, vivent dans des conditions très précaires, souvent privés d'eau courante et d'électricité.

D'autre part, M. Kouchner, le ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire, devait repasser Paris dans la journée de lundi après avoir tenté, en vain, de se rendre à Sarajevo. Le convoi de quatorze camions d'aide internationale qu'accompagnait le ministre a pu décharger une partie de sa cargaison à l'hôpital de Vukovar, situé à une trentaine de kilomètres de la capitale bosnienne. Après avoir visité cette petite localité et ce qu'il a qualifié de « route de l'enfer », le ministre n'a pu négocier l'entrée des véhicules dans Sarajevo, dont l'accès est barré par les forces serbes. « Il fallait négocier de l'aviation et l'aviation de l'armée », a-t-il déclaré. Selon M. Kouchner, l'aide qui n'a pu être acheminée par l'organisation Pharmaciens sans frontières lorsque les conditions le permettent.

Quant à l'aéroport de Sarajevo, il était toujours bloqué, lundi matin, par les forces irrégulières serbes, en dépit de l'accord de principe conclu

entre les belligérants, vendredi, grâce à la médiation des Nations unies (le Monde daté 7-8 juin). Selon le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, la sécurité de l'aéroport de la capitale bosnienne pourrait être assurée par un bataillon de mille « casques bleus » et de soixante observateurs militaires. Le but de cette opération de prise de contrôle de l'aéroport, que le Conseil de sécurité devait approuver lundi à New-York, est de permettre la reprise de l'acheminement de l'aide humanitaire. Son coût est évalué à quelque 20 millions de dollars pour les quatre premiers mois. Aux termes de l'accord du 5 juin, la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) doit non seulement prendre le contrôle effectif de l'aéroport mais encore récupérer toutes les armes lourdes – canons, mortiers, mitrailleurs, batteries anti-aériennes – déployées dans un rayon de 30 kilomètres autour des installations. On indique à New York que la mise en place de l'opération nécessitera au moins dix jours. (Reuters, AFP)

Trois soldats français tués accidentellement en Croatie

Trois soldats français ont trouvé la mort et un quatrième a été grièvement blessé, dimanche 7 juin, au cours d'un accident de la circulation survenu en Croatie à Modak, en Krajina méridionale, a indiqué, lundi à Paris, le ministre de la Défense. Les quatre militaires, faisant partie de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) effectuant une mission de liaison à bord d'un véhicule blindé qui est tombé d'un pont étroit qu'il tentait d'emprunter. (AFP)

AMÉRIQUES

L'attitude de Washington à l'égard de Bagdad avant l'invasion du Koweït

L'administration Bush est accusée d'avoir fermé les yeux sur le détournement par l'Irak d'un prêt américain

L'administration Bush était au courant du fait que, à la fin des années 80, l'Irak détournait, pour se procurer des armes en URSS, l'argent prêté par les États-Unis pour l'achat de céréales américaines. Telle est l'accusation qui est portée de façon de plus en plus insistante à Washington et qui pourrait déboucher sur un véritable scandale politique.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'affaire n'a pas encore franchi ce seuil de pression médiatique, parlementaire ou judiciaire qui la transformerait en vrai scandale, mais elle progresse et a forcé l'administration à sortir de sa réserve. Un des chroniqueurs du New York Times, le chevronné William Safire – qui s'y connaît en matière de « scandales » pour avoir été à la Maison Blanche du temps de Richard Nixon – parle déjà de « bombe ».

L'administration Bush est accusée d'avoir, depuis 1988, contribué à conforter le régime du président Saddam Hussein et, en dépit de nombreux avertissements, d'avoir persisté jusqu'à ce que ce dernier se sente suffisamment sûr de lui pour envahir le Koweït au mois d'août 1990. La charge est menée par un membre de la Chambre des représentants, le démocrate Henry Gonzalez (Texas). Président de la commission bancaire de la Chambre, M. Gonzalez enquête, avec zèle, sur la manière dont des crédits agricoles accordés à l'Irak avec la garantie du gouvernement américain (donc à des taux préférentiels) auraient été détournés de leur objet : destinés à acheter des céréales aux États-Unis, ils auraient servi à la fin des années 80 à des achats d'armes dans le bloc soviétique.

M. Safire et certains législateurs accusent l'administration d'avoir soupçonné ce transfert mais d'avoir néanmoins continué à accorder sa garantie à l'Irak en dépit des avertissements adressés à la Maison Blanche et au département d'État par les départements du commerce,



de l'agriculture et par l'Exim Bank. Les prêts contractés par l'Irak étaient après d'une filiale de la banque italienne Banco nazionale del Lavoro, installée à Atlanta, en Géorgie. Au total, ils ont représenté une somme de 5 milliards de dollars, une dernière tranche d'un demi-milliard ayant été accordée à quelques semaines de l'invasion du Koweït par l'Irak. Lorsque le FBI mit au jour le détournement, accusent les mêmes sources, l'administration avait tenté de ralentir au maximum l'enquête de la justice.

La commission bancaire de la Chambre pourrait nommer un enquêteur spécial doté de pouvoirs judiciaires pour poursuivre l'investigation. Le Congrès a déjà obligé le département d'État à « déclasser » et rendre publics certains documents relatifs à la politique des administrations Reagan et Bush à l'égard de l'Irak. Largement reproduits dans la presse, ils résument parfaitement les choix du gouvernement américain : soutien à l'Irak durant les années de guerre contre l'Iran – en dépit de la neutralité proclamée – et, en 1988, la dette iranienne acquise, soutien continu au régime de M. Saddam

Husseïn dans l'espoir de l'« amadouer ». Il s'agissait d'ancrer l'Irak dans le camp des pays arabes modérés, selon l'administration, même si le gouvernement de M. Saddam Hussein n'avait aucunement démobilisé ses troupes, menaçait déjà de recourir à la force contre le Koweït et poursuivait toujours plus avant son programme nucléaire.

« Cajolement »

Bagdad

De 1988 à 1990, le gouvernement s'est refusé à écouter tous ceux qui au Congrès et dans l'administration critiquaient sa politique à l'égard de l'Irak. L'exemple le plus frappant concerne les Kurdes. Après que M. Saddam Hussein eut ordonné le bombardement de l'armée kurde de plusieurs villages kurdes, la Maison Blanche (d'abord M. Reagan puis M. Bush) s'est catégoriquement opposée aux parlementaires qui voulaient imposer des sanctions à l'Irak. Tout devait être fait pour « apaiser » un régime dont M. Bush devait, quelque temps plus tard, reconnaître le chef à l'ONU.

Témoignant récemment devant la commission bancaire, le ministre

des affaires étrangères, A. Lawrence Eagleburger, a accusé les législateurs démocrates de « être motivés dans cette affaire que par des considérations électorales ». Il a défendu l'attitude de l'administration, assurant que cette politique de tentative de rapprochement avec l'Irak avait été « prudente » et poursuivie pour des raisons sérieuses. Il n'en a pas moins reconnu qu'elle s'était soldée par un gros échec : « Cette politique n'a pas marché », a-t-il dit. M. Eagleburger. Ce qui laisse de côté une question intéressante : l'attitude politique aurait-elle été poursuivie si l'Irak n'avait pas envahi le Koweït ?

Pour l'heure, l'administration s'en tient à une approche beaucoup plus prudente dans la région du Golfe. Vis-à-vis de l'Irak, c'est la fermeté : le gouvernement américain cherche toujours à susciter une opposition à M. Saddam Hussein. Il soutient l'application la plus stricte de la résolution 687 de l'ONU sur le cessez-le-feu. Reprochant à Amman de ne pas respecter l'embargo en place sur certaines livraisons à l'Irak, il vient d'annuler des manœuvres militaires conjuguées américano-jordanaises. Pour autant, le gouvernement américain est réticent à tester un geste de bonne volonté, une politique de rapprochement à l'égard de l'Irak, l'autre « grande puissance » régionale.

ALAIN FRACHON

Téhéran gardera les avions iraniens jusqu'à une décision de l'ONU. Le vice-ministre des affaires étrangères, M. Ali Mohsen Béchareh, a affirmé, samedi 6 juin, dans un entretien accordé à un quotidien saoudien, que les avions iraniens mis à l'abri en Iran pendant la guerre du Golfe y resteraient « jusqu'à ce que le Conseil de sécurité de l'ONU décide de leur sort ». Il a précisé que les Nations unies « ont déjà refusé à deux reprises une demande de Bagdad pour la restitution de ses avions ». Après la fin des hostilités, l'Irak avait annoncé avoir évacué « vers l'Iran » 148 avions dont 115 appareils militaires. (AFP)

RUSSIE : pour se consacrer à la politique

M. Gavril Popov a démissionné de la mairie de Moscou

José-Alain Fralon a été nommé correspondant dans la Communauté des États indépendants (CEI) afin de renforcer notre bureau de Moscou. Nous publions aujourd'hui son premier article.

MOSCOU

de notre correspondant

« La situation est comparable à celle d'après février 1917, lorsque la route a été ouverte à la dictature. » Dans une « adresse aux Moscovites », M. Popov explique ainsi à ses administrés pourquoi il a décidé de quitter ses fonctions de maire de la capitale. Estimant nécessaire de se « concentrer sur les problèmes généraux de la Russie », M. Popov souhaite reprendre en main le mouvement des réformes démocratiques dont il est le coprésident et dont l'État, selon lui, ne correspond plus à la gravité du moment. Son premier adjoint, M. Iouri Loujov, va lui succéder à la tête de l'administration moscovite.

Tout comme le président russe, M. Popov se prononce pour un « pouvoir » exécutif fort et juge indispensable l'organisation d'un référendum sur la modification des institutions et sur la privatisation des terres, deux réformes bloquées par le Congrès des députés composé en grande partie d'anciens communistes. Mais cette convergence de vues entre les deux hommes ne doit pas faire illusion : M. Vassili Chakhnovski, un collaborateur de

M. Popov, a déclaré, samedi, que le maire de Moscou quittait son poste « parce qu'il ne voyait plus les possibilités d'appliquer ses idées dans les domaines politique et économique et ne ressentait plus le soutien du président et du gouvernement ». Selon le quotidien Nezavisimaya Gazeta, M. Popov aurait maintenant le champ libre pour poser sa candidature au poste de premier ministre. On connait le représentant de la Russie auprès des Communautés européennes à Bruxelles, poste qu'il aurait déjà brigué en décembre dernier lorsqu'il avait, pour la première fois, demandé à M. Eltsine de le décharger de ses fonctions. « Être aujourd'hui maire de Moscou devient de plus en plus dangereux », ajoute le quotidien. M. Popov n'a pas réussi en effet, à contrôler réellement la Moscovite, la tentaculaire administration de la ville, ni à mettre un terme à la corruption qui gangrène la capitale.

Quel que soit l'avenir politique de M. Popov, il reste que la démission d'un homme dont l'élection, en avril 1990, avait été saluée comme une des premières grandes victoires des réformateurs, venant après les pas de clerc de la classe politique à propos d'un départ éventuel du directeur de la Banque centrale, M. Gueorgui Matoukhine (le Monde du 6 juin), ne fait que renforcer l'impression de confusion généralisée régnant actuellement à Moscou.

JOSÉ-ALAIN FRALON

ESPRIT juin 1992

La France de l'exclusion

Le contrat social menacé ? La hantise du ghetto américain

Le numéro : 75,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 520 FF

212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 43.04.08.33

John Crowley
J.-B. de Foucauld
Daniel Mothé
Bernard Perret
Patrick Simon
Simon Wahl

Palais des Congrès
Les 22 et 23 juin
Département d'information
15000 Mln 32-2 6457/25

EUROPE

IRLANDE : avant le référendum sur le traité de Maastricht

Le vote des Danois a redonné vigueur à la coalition hétéroclite des partisans du « non »

DUBLIN

de notre envoyé spécial

« Non ! Maastricht » : plus d'un millier de personnes ont défilé, samedi 6 juin, dans les rues de Dublin avec des pancartes, des drapeaux irlandais et des bandes jaunes et blanches. Le slogan pour dénoncer le traité de Maastricht qui, en accélérant le processus d'intégration européenne, conduirait selon eux, à terme, à une remise en cause de l'indépendance de l'Irlande. Devant la grande porte de la capitale irlandaise, les « pro-life » ont dénoncé le refus du gouvernement de procéder au référendum sur l'avortement (prévu pour la fin juin) avant celui sur l'Union européenne.

« Je suis comme les Danois : je suis irlandais et fier de l'être », dit un jeune manifestant. « Pour sauver la vie, votez « non » le 18 juin : non à Maastricht ! Ils veulent s'attaquer à la chrétienté et à la civilisation. Alors, ils s'attaquent d'abord à la famille, et à l'enfant à naître », clame une jeune fille, sur le podium, en assurant qu'elle est représentative des jeunes Irlandais. Portant parfois des T-shirts imprimés d'une Vierge supplicieuse, ils sont effectivement assez nombreux dans la foule. « Six milliards de livres ne valent pas la vie d'un enfant ! », proclame une autre pancarte, allusion aux affiches gouvernementales qui citent ce chiffre comme celui des futures aides de la Communauté (pour 1 livre donnée à l'Europe, l'Irlande en reçoit 6 de Bruxelles).

La neutralité en péril

Dans les rues commerçantes et piétonnes avoisinantes, la foule déambule sans se soucier de ces slogans. Elle passe également, indifférente, à côté des « pro-avortement » qui se sont installés quelques centaines de mètres plus loin pour dénoncer eux aussi Maastricht : une soixantaine de militants disent « non à la bigoterie » d'un trait qui, selon eux, fait la part trop belle à la législation irlandaise actuelle.

De son côté, le mouvement de « la jeunesse contre Maastricht » a planté ses tentes de l'autre côté de la rivière Liffey, qui traverse la ville. Il dénonce pile-mêle une bureaucratie bruxelloise qui détruirait les emplois en Irlande en attirant les Irlandais hors de leur pays, et un traité qui, par son volet économique, conduirait à des coupes claires dans les dépenses sociales et, par son volet politique, mettrait en péril la neutralité irlandaise introduite par Eamon De Valera (1). C'est en son nom que l'Irlande s'est tenue à l'écart de la deuxième guerre mondiale.

« Le « oui » veut dire : un pacte militaire et la porte ouverte à des bases nucléaires et à la conscription », lit-on dans le dépliant que distribuent ces jeunes gens. La gauche démocratique, une petite formation hostile à Maastricht, contrairement à la très grande majorité des partis politiques, a aussi choisi cet angle d'attaque en sachant qu'elle joue sur une corde extrêmement sensible en Irlande.

L'annonce faite récemment par le gouvernement de l'envoi d'observateurs au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui a vocation à devenir le bras armé de l'Europe unie de demain, donne indirectement un certain crédit à ceux qui opposent la neutralité irlandaise à Maastricht. Les responsables politiques, qui confessaient que l'Irlande ne pourra pas toujours choisir l'Europe à la carte et devra bien un jour passer au menu, qui comprend des aspects de politique étrangère et de sécurité, semblent en décalage par rapport à une bonne partie de l'opinion publique.

Celle-ci ne veut pas que les enfants de la verte Irlande puissent un jour se trouver embarqués dans un conflit décidé par ses partenaires. « Tout en démentant l'idée selon laquelle le traité introduirait la moindre obligation immédiate de prendre des distances par rapport à sa politique de non-alliance militaire, le gouvernement a décidé de se servir du débat sur le référendum pour assouplir l'opinion publique au sujet des développements qui interviendront au-delà de Maastricht, probablement en 1996, date à laquelle l'Irlande sera supposée avoir arrêté sa philosophie sur ce problème », dit le journaliste du *Irish Times* dans son édition de samedi.

Un jugement que le premier ministre, M. Albert Reynolds (droite nationaliste), ne semble pas démentir. Reconnaisant qu'une conférence inter-gouvernementale aura bien lieu sur ce sujet dans quatre ans, il précise toutefois que « si l'on doit changer les choses, il y aura de toute façon un référendum ». Il estime également que l'arrivée prochaine, au sein de la Communauté européenne, de quatre pays neutres (la Suisse, le Suède, l'Autriche et la Finlande), « renforce la position irlandaise », en écartant sa singularité actuelle. Plusieurs de ces pays sont cependant disposés à remettre en cause une neutralité qui n'avait de raison d'être que dans un monde partagé en deux blocs hostiles.

D'ici au 18 juin, le premier ministre va se lancer dans une série de meetings, tenus parfois en compagnie de membres de l'opposition favorables à Maastricht, afin de faire mentir ceux qui, aujourd'hui, commencent à penser que la conjonction de minorités hétéroclites de « non » pourrait bien finir par faire une majorité.

PIERRE SERVENT

(1) Lender du Sinn Féin, qui fut notamment premier ministre de 1937 à 1948.

GRANDE-BRETAGNE : un policier tué. - Scotland Yard soupçonne l'Armée républicaine irlandaise (IRA) d'être responsable de la mort d'un policier, tué par balle, dimanche 7 juin, lors d'un contrôle routier de routine dans le comté du Nord-Irlande. Une vaste chasse à l'homme a été déclenchée dans la région. Quelques heures auparavant, le bâtiment du Royal Festival Hall à Londres a été endommagé par l'explosion d'une bombe de faible puissance, provoquant des dégâts matériels mais pas de victimes. L'attentat n'a pas été revendiqué. (AFP, Reuters.)

CONFÉRENCE
L'INNOVATION DANS LES ANNÉES 90

Une conférence internationale sur les politiques et les priorités pour l'innovation industrielle et le transfert de technologie en Europe d'ici à la fin de la décennie.

Parmi les intervenants figurent :

- F. PANDOLFI, vice-président de la Commission des Communautés européennes ;
- M. STOLPE, premier ministre, État de Brandebourg, Allemagne ;
- L. MIRA AMARAL, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, Portugal ;
- V. DLOUHY, ministre de l'Économie, République fédérale de Tchécoslovaquie ;
- Y. FARGE, secrétaire d'État, France ;
- K. CHABRAL, professeur à l'université Paris-Sud, ancien directeur de science, de technologie et d'industrie, O.C.D.E.

Palais des Congrès
Bruxelles
Les 22 et 23 juin 1992

Organisé par la DG XII, Télécommunications, Industries de l'Information et de l'Innovation de la Commission des Communautés Européennes.

Pour davantage d'informations, veuillez contacter :
ECCO (tél. 32-2-6487780 ; fax 32-2-6406697).

ASIE

CAMBODGE : les Khmers rouges contre l'ONU

Le pessimisme croît sur les chances d'un désarmement rapide des factions

Les Khmers rouges multiplient les mouvements de troupes à la veille de la deuxième étape des accords de paix de Paris. Il est prévu que les factions combattantes doivent, à partir du 13 juin, être cantonnées en pré-lieu à leur désarmement quasi total et à la constitution d'une nouvelle armée cambodgienne. Des troupes gouvernementales, qui

avaient commencé de se rassembler à Phnom-Penh, dans la province septentrionale de Preah-Vihear, essaient cependant depuis plusieurs jours des tirs d'artillerie des guérilleros du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges). Phnom-Penh a annoncé l'envoi de renforts. Le général français Michel Loridon, commandant en second de la

force militaire de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge), a indiqué que des mouvements de Khmers rouges avaient lieu également dans les provinces de Battambang (Nord-Ouest) et Khompong Thom (Centre). Cependant, le déploiement des troupes françaises a pu commencer dans le Sud.

Le bivouac du capitaine Borrelly

KAMPOT

de notre envoyé spécial

Après un long voyage sur une route défoncée par la mousson et deux déconnions d'incubation, le premier élément avancé des forces de l'ONU a atteint la ville cambodgienne de Kampot, le 2 juin.

Il aura fallu presque une journée aux premiers « casques bleus » du bataillon français pour franchir la centaine de kilomètres qui sépare ce chef-lieu provincial du sud-est du Cambodge, tout près de la frontière vietnamienne, du port de Sihanouk-Ville (ex-Kompong-Som) où ils avaient débarqué avec armes et bagages.

Des quelque 10 000 « casques bleus » qui se déploient au Cambodge, plus de 1 000 sont français. En vertu des accords de Paris chargés de ramener la paix dans ce pays sous l'égide de l'ONU, leur rôle est de cantonner les quelque 200 000 hommes des quatre factions khmères, puis d'en démobiler 70 %. Un bataillon du 1^{er} RCP (régiment de chasseurs parachutistes) s'est vu attribuer le site de Kampot - jadis connu pour ses palmiers - la place voisine de Kampot-Mer - célèbre pour ses crevettes - et la station d'altitude de Bokor - avec son casino. Des gendarmes allemands, suédois et tchèque sont également appelés à y maintenir l'ordre dans la perspective d'élections libres prévues pour 1993.

Le bourg, étendu le long de la rivière, surplombé par la chaîne de l'épave, vient de recevoir en grande pompe le prince Sihanouk. Le portrait de « Samdech-Euv » (Prince-père), le plus vénérable des rois, trône sur la place. Les trottoirs ont été nettoyés, les bordures repeintes. Slogans et drapeaux ornent les rues quand arrivent les deux jeeps et le camion au sigle de l'ONU du capitaine Borrelly.

Après avoir longé des bassées de style colonial, le capitaine fait halte dans d'anciens baraquements viet-

namiens où les rares soldats de Phnom-Penh paraissent perdus. Deux colonels de l'armée gouvernementale accueillent les « casques bleus » français. Comme pour affirmer que ce sont eux les maîtres sur place et non l'ONU, les officiers khmers leur assignent pour la nuit une sorte de porcherie souillée d'excréments, envahie de poussière et de munitions rouillées. La présence de deux journalistes et le risque de voir divulgué le traitement réservé à un élément de l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge (APRONUC) auront de l'effet : une salle de réunions sera réquisitionnée comme dortoir.

Officier et diplomate

Commence alors pour le jeune capitaine de paraf français une longue discussion avec quatre colonels représentant le commandement militaire de la province. La brève venue de la mer voisine rafraîchit un peu l'atmosphère, tandis que le premier, se faisant diplomate, explique à ses interlocuteurs ce plan de l'ONU qu'ils sont censés fort bien connaître. Voici le dialogue :

« Les cantonnements prévus pour les soldats à démobiler seront-ils prêts pour le 13 juin ? »

« Ah ! il en faut ! Alors on s'en occupe demain. »

« Après le désarmement, on renverra chez nous ? demande un des quatre colonels. »

« Vous serez démobiliés en trois fois. Les 30 % non démobiliés seront incorporés dans une nouvelle armée nationale », répond le capitaine Borrelly.

« Et les gens de Poi Pot ? »

« L'APRONUC désarmera les quatre factions en même temps. »

« Et si les Khmers rouges atta-

quent nos villages quand nous serons désarmés ? »

« L'APRONUC assurera votre sécurité avec ses armées. Et si les Khmers violent la paix après le 13 juin, ils seront considérés comme des bandits, et traités comme tels », réplique l'officier français, qui explique à ses interlocuteurs, impatients, que le non-respect des accords par les Khmers rouges, ou par eux-mêmes, sera dénoncé et sanctionné.

Les colonels, qui semblent s'être résignés à voir cette APRONUC qu'ils croyaient si lointaine établir ses quartiers sur leur territoire, nous expliquent alors, sur une carte, la situation militaire. Elle oppose leurs 2 200 soldats à une division khmère rouge de 300 hommes, répartie sur les quatre sites montagneux de la province d'où ils lancent des coups de main dont sont victimes les villages. Ils se reviennent, ils grignotent du terrain. Les quatre colonels ne font aucune allusion à la présence de soldats vietnamiens, en civil ou démobiliés sur place - l'obsession des Khmers rouges.

Les hommes en noir

Le contact n'a toujours pas pu être établi avec les chefs khmers rouges locaux, Poi, Kral et Bich. Les hommes de Poi Pot ont alerté les Français contre les risques qu'ils prendraient d'emprunter la route grimpant à Bokor : elle est minée, prétendent-ils, alors qu'il y a des avis contraires. La partie la plus délicate est la route de Poi Pot, peu désireux de mettre les éléments de leur souveraineté sous tutelle de l'ONU, revêt un visage inquiétant : celui de ces guérilleros vêtus de noir qui attendent leur heure au fond des forêts. En attendant, les Khmers rouges ran-

çonnent les populations le long des routes.

Ils ne sont pas les seuls ! Des villageois se sont plaints aux « casques bleus » que des soldats du 80^e bataillon gouvernemental leur avaient dérobé 1 500 riel (moins de 10 F). Lors du retour vers Phnom-Penh, à la sortie de Kampot, notre voiture passe par cinq postes de contrôle, sur autant de kilomètres. Au dernier, un soldat menace de faire feu ; puis il rabaisse son AK-45 à la vue d'un étranger. C'est pourquoi on voit tant de chauffeurs de véhicules civils cambodgiens se glisser dans des convois de l'ONU pour éviter d'être pillés par une armée chargée de les défendre.

Si les militaires sont circonspects devant l'arrivée des paraf français, les autres habitants de Kampot se frottent les mains. Le chef de gare explique que cela lui fera gagner beaucoup d'argent. Il voudrait que les « casques bleus » débarrassent le bord du ballast. Le restaurant-déjeuner de la grande-place a augmenté ses prix et fait venir de nouvelles filles du Vietnam voisin. Bière et soda arrivent par cargo de Singapour.

En un an, les « casques bleus » parviendront-ils à remplir leur mission et à évincer en profondeur pour ce Cambodge traumatisé par vingt ans de guerre ? Même s'ils commencent à s'habituer à la présence de l'ONU - les coups de feu dans Sihanouk-Ville ont cessé, les attaques de villages près de Kampot aussi -, les Cambodgiens, échaudés par l'histoire, restent prudents. Certains commencent pourtant à relever la tête et à se plaindre aux observateurs de l'ONU. Mais le risque est grand de représailles ultérieures : déjà, pendant la nuit, lorsque l'électricité est coupée, des hommes venus d'on ne sait où - gouvernementaux, Khmers rouges ? - se faufilent dans les rues pour régler des comptes.

PATRICE DE BEER

Rituel électoral en Indonésie

Suite de la première page

Ces organisations adhèrent à l'idéologie officielle, le Pancasila, dont les cinq principes sont la croyance en un seul dieu, la démocratie, la justice sociale, l'unité nationale et l'humanitarisme. Suivant des règles d'un jeu plutôt strict, pas d'attaques personnelles, pas de portraits, pas d'excès de langage, trois parties ont mené une campagne haute en couleurs, surtout les derniers jours, où Djakarta a notamment été le théâtre de défilés massifs.

Lors du précédent scrutin, en 1987, le Golkar avait emporté 73 % des voix, contre 16 % au PPP et 11 % au PDI. Le parti de l'administration s'est fixé pour objectif, cette fois-ci, 70 % des suffrages ; et la question est de savoir qui, du PPP ou du PDI, arrivera en deuxième position. La campagne, limitée à vingt-trois jours, a pris fin le 3 juin pour laisser place à une période d'« apaisement ». Le débat n'a guère porté sur des programmes et le succès des meetings électoraux a surtout été assuré par la présence des vedettes du show-biz indonésien et les distributions gratuites de T-shirts.

Le PDI, par la voix notamment de Guruh Sukarnoputra, fils cadet de Sukarno et chorégraphe connu, s'est distingué par ses attaques contre la politique économique du gouvernement. Il a affirmé qu'elle favorisait les riches et les gens bien placés, au détriment de la masse des Indonésiens, dont le revenu annuel par tête reste inférieur à 3 000 francs par an. Le PDI a aussi proposé que le mandat présidentiel, d'une durée de cinq ans, ne soit renouvelable qu'une fois, alors que M. Suharto, qui était

son soixante et onzième anniversaire le lundi 8 juin, devrait briser un sixième mandat en mars prochain.

Mais ces revendications, émises pendant une période électorale officiellement présentée comme un « festival de démocratie », n'ont qu'un poids modeste. Il n'y a pas d'opposition officielle dans le système de « consensus » dont se réclame le régime, et le pouvoir intervient dans l'organisation et les programmes des partis.

Le PPP, pour sa part, semble en perte de vitesse. Il a perdu le droit de se réclamer de l'islam depuis le scrutin de 1982, au cours duquel il avait obtenu 28 % des voix. En outre, le pouvoir a resserré ses liens avec les organisations musulmanes, très influentes dans un pays dont près de 90 % des habitants se réclament de l'islam. L'an dernier, le président Suharto a effectué le pèlerinage à La Mecque ; et, cette année, une banque islamique a été autorisée.

Une bonne situation économique

S'il le souhaite, le président Suharto sera réélu facilement en 1993 par un collège électoral qui comprend, outre les membres du Parlement, 500 autres délégués qu'il désignera lui-même vers la fin de cette année. Les pouvoirs du chef de l'Etat sont très étendus ; et il a toujours su se ménager les appuis nécessaires au sein des forces armées, l'institution qui domine encore la scène indonésienne.

Depuis la sanglante répression de 1965-1966, qui aurait fait un demi-million de victimes, le Parti

communiste a été démantelé et demeure hors-la-loi. Les véritables opposants au régime n'ont guère l'occasion de s'exprimer et les officiels se préoccupent mardi, avant tout, du pourcentage des bulletins blancs, qui avait déjà été de 8 % en 1987. Tout en laissant planer le doute sur ses intentions, M. Suharto rejette les critiques dont font l'objet ses enfants, accusés de détériorer plusieurs monopoles commerciaux. Les résultats du scrutin donneront une idée plus précise de l'étendue de sa popularité.

L'évolution de l'économie n'a pas de quoi inquiéter. Selon un rapport récent de la Banque mondiale, le taux de croissance a été de 7,3 % en 1990 et encore de 6,8 % l'an dernier, en dépit d'une forte sécheresse. A ce rythme, le revenu annuel par tête devrait doubler d'ici à l'an 2000. L'Etat doit, cependant, mieux gérer sa dette, évaluée à 78 milliards de dollars fin 1991, et dont le remboursement est très coûteux (plus de 30 % de la valeur des exportations).

Le président Suharto a, par ailleurs, assez bien « géré » les effets, à l'étranger, du massacre perpétré par l'armée à Dili (Timor oriental) le 12 novembre dernier. Dès lors, l'Indonésie est assurée d'une poursuite de l'aide étrangère. En raison d'une brouille récente entre les Indonésiens et leurs anciens colonisateurs néerlandais, c'est désormais la Banque mondiale qui gère cette assistance, fournie par un consortium (le Groupe de Paris), et dont le montant, pour 1992, devrait être de 4,3 milliards de dollars. Pour peu que le scrutin du 9 juin ait lieu sans anicroche, Djakarta pourra tranquillement préparer le sommet des non-alignés, prévu en septembre. La promotion de l'Indonésie à la présidence de ce mouvement est naturellement considérée par le régime comme une consécration.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CORÉE DU NORD

Pyeongyang propose de cesser sa production de plutonium

La Corée du Nord a récemment proposé aux Etats-Unis de renoncer, de façon conditionnelle, à produire du plutonium, ont indiqué dimanche 7 juin les médias officiels de Pyongyang. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) devrait, en échange, s'engager à fournir une technologie alternative, a déclaré la radio nationale. La veille, une équipe de l'AIEA a quitté le pays après y avoir fait une première inspection des sites atomiques nord-coréens. Elle a notamment visité Yongbyon, où une petite quantité de plutonium a déjà été produite. L'Agence de Vienne doit remettre son rapport le 15 juin. Pourtant, le premier ministre sud-coréen, M. Chung Won-shik, s'est déclaré « pessimiste », le samedi 6 juin, sur une amélioration des relations entre Séoul et Pyongyang. Les deux pays de la péninsule ont conclu, le 13 décembre, un pacte de non-agression et de dénucléarisation. Mais, en dépit de ce texte et de l'accord d'inspection nucléaire mutuelle qu'il prévoit, le Nord tarde à ouvrir ses sites à des Sud-Coréens. (Reuters.)

AFGHANISTAN : cessez-le-feu à Kaboul. - Un cessez-le-feu a été conclu dimanche 7 juin entre les sunnites fondamentalistes pro-arabes du Ittihad et la coalition chiite pro-iranienne du Wahdat. Les combats avaient pratiquement cessé dès samedi à Kaboul, après quatre journées très épuisantes pour la population. Plus de cent personnes, presque toutes des civils, ont été tués. Les tirs d'artillerie ont provoqué des dégâts très importants. (AFP.)

POLITIQUE

Le débat sur le traité de Maastricht

Les partisans du traité de Maastricht appellent les électeurs français à dépasser, à l'occasion du référendum de ratification, les clivages traditionnels entre la droite et la gauche. Si M. François-Poncet, président de la branche française du Mouvement européen, assure que les réunions « pluri-partisanes » organisées par celui-ci porteront exclusivement sur l'Europe, certains considèrent que la campagne pour le « oui » est de nature à susciter une « recomposition politique », qu'ils le souhaitent, comme M. Lalonde, ou qu'ils la condamnent, comme M. de Villiers.

La foi européenne de Sélestat

Suite de la première page

Il n'est pas exceptionnel non plus que le maire, M. Estève, et ses « camarades » du SPD portent des toasts en commun. La cérémonie la plus récente fut l'inauguration du pont de la frontière de Marckolsheim, situé à 18 kilomètres, rebaptisé « pont des libertés ». De la frontière, au demeurant, où l'on ne croise âme d'autre qui vive. L'évidence est là. Arrivées de quatre chaînes de télévision françaises, trois allemandes et trois suisses, Sélestat tutoie l'Europe depuis belle lurette. « On fait un vacarme autour de l'Europe, mais on avait l'impression d'y être déjà », dit l'Europe, s'exclame M. Daniel Kurtz, commerçant en vêtements de la place de la Cigogne, la cause européenne est plaidée avec ferveur. « Mes parents ont été à l'école allemande. Une partie de l'Allemagne est restée en eux, même s'ils étaient pour l'Alsace française », explique M. Edouard Jéhi, patron de bistrot. « On a trop souffert des guerres avec l'Allemagne. La division avait même atteint les familles, où il arrivait que des frères se tiraient dessus. Par la force des choses, on ne peut être aujourd'hui qu'européen », souligne M. André Feix, bijoutier. « Il ne faut pas être chauvin. Il faut aller de l'avant et vivre ensemble », lance M. Jean-Otto Klein, installateur sanitaire à la retraite.

On a beau insister, nul partisan de M. Philippe Séguin ou de M. Jean-Pierre Chevènement ne vient sérieusement porter la contradiction. La tonalité pro-européenne est diablement monotone. Si, tout de même, deux réserves finissent par s'exprimer. Ginette trouve qu'on est allé trop loin avec le

Deux disparitions

Paul Duraffour

Paul Duraffour, ancien député de Seine-et-Marne, est décédé le 4 juin, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

[Né le 10 septembre 1905 à Anzy-le-Duc (Seine-et-Marne), licencié en droit, rédacteur au ministère de l'Intérieur, Paul Duraffour fut successivement conseiller général de Seine-et-Marne, député de la Seine-et-Marne, président du conseil (radical) en 1933. Collaborateur du directeur général de la sécurité nationale de 1936 à 1940, préfet révoqué de ses fonctions par le gouvernement de Vichy en mars 1944, conseiller au tribunal administratif de Paris, il appartenait au cabinet de Maurice Fesch (Action paysanne), puis à celui de Léon Martinand-Duplet (radical), et se fit élire maire d'Anzy-le-Duc en 1953, fonctions qu'il exerça jusqu'en 1982. Après deux tentatives infructueuses en 1966 et en 1968, il est élu député (radical) de la Seine-et-Marne en 1962, mandat qui lui sera constamment renouvelé jusqu'à ce qu'il y renonce en 1985 de même qu'il cède de conseiller général du canton de Marolles, qu'il détenait depuis 1967. Radical de gauche depuis la scission intervenue en 1971 au sein du Parti radical, militant de la cause du désarmement, Paul Duraffour était proche, notamment, du Mouvement de la paix, organisation animée par le Parti communiste.]

Adrien Laplace

Adrien Laplace, ancien sénateur du Tarn-et-Garonne, est décédé le 5 juin à Montauban dans sa quatre-vingt-troisième année.

[Né le 18 septembre 1909 à Montauban, dans le Tarn-et-Garonne, agriculteur, Adrien Laplace dirige la Résistance dans son département de 1943 à 1945. Conseiller général du canton de sa ville natale en 1945, il est élu député (radical) en 1951, puis sénateur en 1958. Rattaché au peloton du Luxembourg jusqu'en 1977, il siège au groupe de la Gauche démocratique et appartient au comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche.]

M. Michel Barnier souhaite que le RPR fasse passer l'intérêt de la France avant son « réflexe d'opposition »

M. Michel Barnier, président du conseil général de la Savoie et l'un des cinq députés RPR à avoir voté, le 13 mai, à l'Assemblée nationale, pour la réforme de la Constitution préalable à la ratification des accords de Maastricht, a indiqué dimanche 7 juin, au cours de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde », qu'il dira « oui » une deuxième fois (...) si la question est enfin posée aux Français. Il a ajouté : « Je regrette beaucoup que le président de la République n'ait pas annoncé ce référendum dès le début, dès le mois de mars ou d'avril. L'avoir annoncé si tard,

au lendemain du vote dans le RPR, ne peut pas empêcher les Français de penser qu'il y a de sa part comme une tactique ou comme une habileté dans ce référendum », selon M. Barnier, « il est possible que le non l'emporte car ce traité a été mal fêté et (...) mal expliqué ». Le député de la Savoie a souhaité que M. Chirac invite le RPR « à dépasser un premier réflexe d'opposition ou pouvoir et à faire passer l'intérêt de la France et de l'Europe avant ce réflexe ».

Enfin, il a lancé un appel à MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Mitterrand. « Est-il imaginable, a-t-il dit, que les trois hommes d'Etat français, vivant aujourd'hui, qui ont fait le plus pour l'Europe se retrouvent un jour ensemble pour expliquer leur « oui » à Maastricht ? Est-il imaginable que le président Giscard d'Estaing, qui a institué le Conseil européen, Jacques Chirac, premier ministre qui a fait ratifier l'acte unique, (...) et François Mitterrand, qui a négocié puis signé le traité de Maastricht, (...) expriment ensemble pour ne pas admettre le référendum ? C'est le seul moyen (...) de ne pas prendre le risque d'un vote négatif qui réunirait non seulement les opposants à Maastricht (...) mais aussi tous ceux qui éprouvent des angoisses, des peurs, des désespérances (...) les médecins, les jeunes agriculteurs, etc. »

« Fascination-répulsion »

Comme leurs aînés, les jeunes n'entendent rien au Japon. Maastricht mais vibrent pour l'Europe. Ah, si le Parlement français pouvait ressembler à cette classe de première S du lycée Koebert, les pro-Maastricht auraient quelques soucis en moins ! Réaliste, Myriam est consciente que l'Europe ne règnera pas complètement le dimanche mais « en ne mettant ensemble, ça le règlera un peu ». Ayné trouve naturel l'octroi du droit de vote car, « si on restait une Europe unie, il est normal de donner les mêmes droits à tous le monde ». Ralph assure que « ce n'est pas le Rhin qui va séparer la France et l'Allemagne ». Edouard s'enthousiasme à l'idée de « pouvoir faire des études ailleurs ». Frédéric estime que « l'Europe permettra de faire face à la concurrence des Etats-Unis et du Japon » mais appelle à « ne pas oublier le Sud ». Clément, d'origine kurde, s'inquiète des agressions contre les immigrés dans l'ex-Allemagne de l'Est mais considère que l'Europe « devrait étouffer les mouvements nationalistes néonazis ». En somme, moins sensibles que leurs parents au thème de la réconciliation franco-allemande, car l'héritage leur semble acquis, les lycéens de Koebert voient surtout l'Europe en termes d'emplois, de libre circulation et de solidarité.

Reste le non-dit. Car il y a, dans le rapport à l'Allemagne, une ambiguïté dont les professeurs de foi pro-européennes ne rendent qu'imparfaitement compte. C'est ce que le maire, très au fait des états d'âme de ses administrés, appelle la « fascination-répulsion » vis-à-vis du voisin outre-Rhin. M. Daniel Kurtz, le commerçant de la place d'Armes, parle, lui, de « crainte diffuse de la puissance économique allemande ». Il relève que les entreprises allemandes viennent s'implanter de ce côté-ci du Rhin alors que l'inverse n'est pas vrai. Il a également noté que « les anciens allemands viennent en France faire des stages pour voir comment ça se passe », bref il constate que « les Allemands font beaucoup plus d'efforts pour prospecter des marchés en France que nous, nous en faisons en Allemagne ». « Une fois que l'Allemagne aura digéré l'ex-RDA, conclut-il, il faudra être vigilant ».

Pour l'heure, cette inquiétude reste sourde et ne semble pas troubler sérieusement les esprits. Car, comme l'indique le bijoutier, M. Feix, « nous vivons de la puissance économique allemande, cela nous fait travailler ». Et puis, la France en général et Sélestat en particulier ont, eux aussi, des atouts que se plaît à rappeler le pasteur luthérien Etienne Rebert. « Sélestat est à l'Alsace ce que le Midi est à la France, dit-il. Nous sommes un peu plus excentrés que le reste de la région. Pourquoi n'irions-nous pas découvrir l'Europe germanique ? L'Allemagne amènerait sa rigueur, et nous notre poésie. Voilà une alchimie à laquelle le grand tuteur humaniste Beatus Rhenanus n'aurait certainement pas songé ».

FRÉDÉRIC BOBIN

M. Brice Lalonde aimerait « une Europe aux bonnes joues »

« Nous avons besoin de l'Europe, mais notre génération est acquise à cette idée », a affirmé M. Brice Lalonde, dimanche 7 juin à « L'heure de vérité », sur Antenne 2. Pour le président de Génération Ecologie, les partis politiques ne devraient pas s'occuper de cette question. « Les partis vont faire perdre l'Europe, comme ils ont déjà fait perdre. Avec les partis politiques, l'Europe, c'est toujours technocratie, insupportable », a-t-il déclaré avant de dénoncer les « culs serrés », les « institutions », les « endimanchés de la vie politique française ».

L'ancien ministre de l'environnement préfère « une Europe gaillarde, aux bonnes joues, qui sente l'ail, l'huile d'olive et le beurre breton ».

M. Bartolomeo (PS) : « Un bon chemin est ouvert ». M. Claude Bartolomeo, membre du secrétariat national du PS, s'est félicité, dimanche 7 juin, au « Forum RMC-Express », que des hommes de droite et de gauche puissent « faire un bon chemin ensemble » en faveur du traité de Maastricht, sans rien, pour autant, leurs différences en matière de politique « franco-française ». Des sujets tels que l'école, le pouvoir des salariés dans l'entreprise, la sécurité et la protection sociale « permettront de faire la différence entre les forces du progrès et les forces plus conservatrices », a-t-il expliqué.

M. Lalonde a encore abordé « le pari Vert » à ne pas se tromper » lors du référendum sur la ratification du traité de Maastricht. « Même si on n'est pas d'accord, parce que ce n'est pas assez d'Europe ou parce que ce n'est pas exactement l'Europe que l'on souhaite, il faut dire « oui » à Maastricht et, ensuite, le bégayer pour que ce soit l'Europe que l'on souhaite », a-t-il dit. Enfin, concernant les négociations en cours entre les Verts et Génération Ecologie, M. Lalonde a indiqué qu'il avait « bon espoir que les écologistes coopèrent aux élections législatives et présidentielles des candidats communs », en précisant qu'il pensait pouvoir « obtenir cinquante élus » dans la prochaine Assemblée nationale.

M. Fabius veut éviter toute « dérive » du référendum. M. Laurent Fabius a déclaré, dimanche 7 juin, sur Antenne 2, qu'il faut « garder comme de la peste d'une dérive » du référendum sur Maastricht, vers un plébiscite, en appelant à un rassemblement des partisans de l'Union européenne au-delà des « frontières politiques traditionnelles ». « Il s'agit de la plus grande action que l'on puisse faire avant la fin du siècle », a ajouté le premier secrétaire du PS.

M. de Villiers : « Une énorme faute politique ». M. Philippe de Villiers, député (app. UDF) de la

M. François-Poncet récuse toute idée de « recomposition »

M. Jean François-Poncet, sénateur UDF du Lot-et-Garonne, président de la branche française du Mouvement européen, estime, dans le *Figaro* du 8 juin, que les réunions « pluri-partisanes » organisées par le Mouvement européen en faveur du traité de Maastricht « font comprendre aux électeurs de l'opposition qu'on peut dire oui à l'Europe, tout en étant non à la majorité qui gouverne la France ». Il affirme que « ceux qui spéculent sur une recomposition en sont pour leurs frais », expliquant : « D'une part, il faut un consensus national aussi large que possible sur : les grands enjeux internationaux (...) D'autre part, ce consensus, l'expérience le montre, n'enlève rien aux clivages droite-gauche. L'Europe est un cadre à l'intérieur duquel on peut faire des choix de société différents ».

Villiers, député (app. UDF) de la Vendée et animateur du mouvement Combat pour les valeurs, annonce, dans le *Figaro* du 8 juin, son intention de mener, « en concertation étroite avec Charles Pasqua et Philippe Séguin », une campagne argumentée pour le non au référendum plébiscite de François Mitterrand. Il estime que « l'organisation de réunions communes avec le PS est une énorme faute politique » et que « ceux qui participent à ces estrades commencent à compromettre l'image de l'opposition et s'excluent d'eux-mêmes de celle-ci ».

La préparation du congrès extraordinaire du PS

Les socialistes proposent un « contrat » aux citoyens et aux « forces de progrès »

Le congrès extraordinaire du Parti socialiste, convoqué à Bordeaux du 10 au 12 juillet prochain, devra adopter le projet de « contrat de législature », autrement dit le programme, que les socialistes proposeront ensuite à la discussion des « citoyens » et des « forces de progrès » - radicaux de gauche, communistes rénovateurs, écologistes, centristes - susceptibles de s'allier avec eux pour les élections législatives de mars 1993.

Dans leurs « Premières propositions pour le contrat de législature », adoptées par le comité directeur du PS le 24 mai et soumises à l'examen des militants en vue du congrès extraordinaire de juillet, les socialistes affichent un profil modeste. « C'est parce que nous voulons défendre les acquis, poursuivre les réformes de long terme qui ont été engagées, corriger certaines zones d'ombre de notre bilan, relever de nouveaux défis que nous nous sommes engagés à franchir avec vous une nouvelle étape », affirme le préambule. Une fois repétés les « acquis » - réformes de 1981-1983, modernisation économique, construction européenne, - les « zones d'ombre », est-il précisé, sont le chômage, les « déviances » liées au financement de la politique, la « distance entre le pouvoir et les citoyens », les insuffisances dans le domaine de la justice et dans celui de la sécurité.

Pour surmonter ces échecs et répondre aux défis des années 90, les socialistes proposent cinq « engagements ». Le premier d'entre eux est intitulé : « L'emploi : aménager le travail, favoriser la promotion ». Les socialistes proposent d'« encourager l'embauche des jeunes les moins qualifiés, par l'allègement des cotisations sociales et une meilleure articulation entre entreprises et dispositifs d'insertion », et de « freiner les licenciements des salariés de plus de cinquante ans, en [les] pénalisant financièrement à l'instar de ceux des salariés âgés de cinquante-cinq ans et plus ». Ils souhaitent « aménager le travail », en réduisant sa durée « pour les tâches et les horaires les plus pénibles » et en développant le temps partiel et le temps choisi.

Le deuxième engagement - « Les libertés : une nouvelle génération de droits » - porte d'abord sur les droits individuels. Soit envisagés notamment, dans ce chapitre, des dispositions visant à mieux assurer l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, ainsi que la création d'un « contrat d'union civile, afin de garantir un certain nombre de droits sociaux, fiscaux et de succession ». Enoutant un « droit au développement équilibré du terri-

toire », le programme socialiste entend aussi préserver « les droits des générations futures » et reconstruire, à cette fin, « l'utilité de la fiscalité des écologistes pour lutter contre les pollutions ». Il se prononce pour la création d'un « corps de « citoyens » européens, afin de disposer de forces d'intervention rapide en cas de catastrophe écologique ».

La sécurité des personnes et des biens

« Les sécurités : protéger le quotidien, assurer le lendemain », tel est l'intitulé du troisième engagement. Il consiste, d'abord, à « garantir la protection sociale » en pratiquant « une distinction claire entre les fonctions de solidarité nationale, assurées par l'Etat - notamment la politique familiale - et les fonctions d'assistance collective, assurées par la Sécurité sociale ». Le projet traite ensuite de « la sécurité des personnes et des biens. Elément premier du pacte social ». Afin d'« améliorer les relations entre les citoyens et la police », les socialistes proposent la création d'un conseil supérieur de l'activité policière (annoncé par le ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès) et préconisent la définition de « projets locaux de prévention et de sécurité », associant l'Etat, les municipalités, les organismes d'Etat et les entreprises. Ils promettent aussi de rendre la justice « plus accessible », par la création d'un « guichet local unique pour les différents ordres et juridictions administratifs et judiciaires » et par la mise en place de « procédures non contentieuses de conciliation, de médiation et d'arbitrage » pour les petits litiges. Les moyens dont disposent la justice doivent être enfin, selon eux, assurés par une loi de programmation pluriannuelle.

Les socialistes consacrent leur quatrième engagement à « La solidarité : exclure l'exclusion, réconcilier l'indigence ». Ils proposent de créer des « zones d'action publique prioritaire » dans les quartiers en difficulté, avec un « fonds de financement des emplois prioritaires », et de mettre sur pied un « service national social » ouvert aux appels volontaires. S'agissant des immigrés, ils se proposent pour l'égalité des droits sociaux et pour l'égalité devant la loi, qui implique le refus de la polygamie et de la répudiation. Ils estiment que les doubles nationaux résidents en France doivent y effectuer leur service militaire et que « des institutions françaises représentatives de l'islam peuvent être favorisées ».

Le cinquième engagement - « La démocratie : rénover la vie publique » - promet la publicité du patrimoine et du revenu des « principaux élus »,

la limitation de l'immunité parlementaire aux activités liées à l'exercice du mandat, la mise en place d'un régime des incompatibilités. Partisans d'un « mécanisme d'évaluation obligatoire » des « grandes lois », les socialistes souhaitent « la désignation, dans chaque administration, d'un responsable des usagers ». Ils se prononcent pour l'élargissement « aux grandes questions de société » du référendum prévu à l'article 11 de la Constitution, pour l'interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec ceux de président d'un conseil général ou régional ou de député européen et entendent « harmoniser les modes de scrutin ». Ils rappellent, enfin, leur volonté de réduire à cinq ans la durée du mandat présidentiel, renouvelable une fois.

Ces cinq engagements sont accompagnés de cinq « repères » pour éclairer l'avenir, clarifier les choix et continuer d'avancer. Le premier d'entre eux, « La citoyenneté élargie », propose d'« ouvrir une large concertation sur les modalités de la décentralisation du système éducatif et de « réunir des élus généraux de l'éducation et de la formation, associant l'Etat et les régions, les établissements scolaires et les représentants de la communauté éducative ». Les socialistes réclament, pour les usages, une « éthique de la communication et de la transparence, nécessaire ici comme ailleurs ». Ils préconisent le « regroupement du service public (de la télévision) en favorisant sa fusion, à terme, en une seule société à deux degrés », le soutien aux industries de programme » et l'inscription du Conseil supérieur de l'audiovisuel dans la Constitution. Ils souhaitent favoriser l'émergence d'un « syndicalisme de la ville ».

Redéployer

le secteur public

Deuxième « repère », « L'Etat garant » doit, selon les socialistes, « prévenir, dissuader, réprimer » la délinquance à l'extérieur, conserver le service national et « fixer en juste mesure les dépenses militaires » afin de faire face aux menaces extérieures. Le projet se prononce pour « une programmation pluriannuelle des actions stratégiques (de l'Etat), ainsi que des dépenses et ressources publiques », et promet de « rénover la planification ». « Nous voulons, écrivent les socialistes, valoriser et réhabiliter l'action publique comme nous avons su réhabiliter le rôle de l'entreprise privée ».

« L'économie mixte : une croissance durable et au service de l'emploi », c'est le troisième « repère » qui doit guider l'action de la majorité souhaitée par les socialistes. « Il convient d'envisager un redéploiement offensif du secteur public »,

indique le programme, en soulignant que « les contours du secteur public ne sont pas figés » (Le Monde du 26 mai). « Si les entreprises ont une activité à fort contenu de savoir, elles doivent, tout naturellement, rester à majorité publique. Les entreprises industrielles ou des services du secteur public concurrentiel peuvent, après un examen cas par cas, rejoindre le secteur privé, estimant les socialistes. Ceci n'exclut pas que l'Etat conserve dans leur capital, soit directement, soit indirectement, une participation. Symétriquement, il ne faut pas intervenir le développement, dans le secteur public, de nouvelles activités ni même l'acquisition par l'Etat, ou par une société qu'il contrôle, de nouvelles entreprises (...) Ce type de développement a vocation à s'appliquer dans les secteurs à risque, là où l'initiative privée hésite : biotechnologies ou certaines activités liées à l'environnement, par exemple ».

Les socialistes proposent, d'autre part, que les collectivités locales puissent « mutualiser, par des fonds de garantie, le risque économique de l'Agence Investir ou profit du développement local ». Jugant que « les finances publiques doivent permettre la réduction des inégalités », ils proposent de diminuer « progressivement les cotisations sociales payées par les employeurs, affectées à la branche « famille » de la Sécurité sociale », sachant qu'en contrepartie, les salaires directs seraient augmentés ou le coût du travail réduit, notamment pour les emplois les moins qualifiés et que le financement des allocations familiales « sera assuré par l'extension de la Contribution sociale généralisée, partiellement déductible ».

Les deux derniers « repères » concernent la politique extérieure. Sous le titre : « L'Europe, une chance pour la France », le projet de programme du PS propose de « faire vivre les politiques communes » structurantes pour l'industrie, la recherche et l'environnement, et d'améliorer la démocratie et la protection sociale dans la Communauté. Les socialistes envisagent des « formes d'association politique avec certains Etats d'Europe centrale et orientale », mais ils soulignent que « ne peuvent adhérer [à la CEE] que les pays disposés à accepter tout l'acquis communautaire » et « capables de le faire », ce « acquis » ne comprenant pas les dérogations consenties à Maastricht. Sur le plan mondial, le PS souhaite « la définition d'un véritable droit d'ingérence des Nations unies », l'accélération du désarmement et « une véritable renouveau de la dette du tiers-monde ».

PATRICK JARREAU

SOCIÉTÉ

• La Monde • Mardi 9 juin 1992 • 7

La conférence des Nations unies sur l'environnement à Rio

Derrière les gesticulations

La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement est entrée, lundi 8 juin, dans sa deuxième semaine à Rio de Janeiro. Avant l'arrivée des chefs d'Etat et de gouvernement, prévue à partir du jeudi 11 juin, diplomates et «sherpas» s'activent pour peser les taxes à parapher.

Celui qui soulève, pour le moment, le plus de difficultés, est la convention sur la biodiversité qui a fait l'objet, dimanche 7 juin, d'une ferme mise au point de M. George Bush. Le président américain a déclaré qu'il ne signerait pas en l'état la convention sur la biodiversité, en raison des charges financières nouvelles qu'elle représente pour les Etats-Unis. M. John Major, premier ministre britannique, qui, sur la route de Rio, s'était arrêté à Camp David (Maryland), a déclaré au président Bush que des aménagements étaient encore possibles à l'issue du Sommet de la Terre.

Suite de la première page

On avait dressé des listes d'espèces en voie d'extinction et d'habitats à préserver à tout prix. Par exemple, les «zones rouges» comprenaient des régions entières de Madagascar, de Malaisie ou des Philippines. Mais elles ne mentionnaient pas l'Amazonie, dont l'immensité rend la protection moins urgente que celle de la forêt atlantique du Brésil, aujourd'hui réduite en lambeaux.

Au fil des réunions, le projet de convention s'est étendu aux plantes cultivées et aux animaux domestiques, qu'ils soient importés ou «fabriqués» par croisement, manipulation génétique, etc. La notion de «ressource génétique» a été appliquée à l'hévéa de Malaisie, qui s'est beaucoup transformé depuis son importation d'Amérique, tout comme le café d'Ethiopie, une fois replanté en Côte-d'Ivoire ou au Brésil. Du coup, on se voit venir à vouloir réglementer l'exploitation de tout le patrimoine vivant. Et ONU oblige, les négociateurs de Nairobi ont inclus dans leur projet un rééquilibrage Nord-Sud qui prévoit des contraintes pour les exploitants des pays riches et des compensations pour les fournisseurs pauvres.

D'une simple mesure de sauvegarde, on a débouché sur un système complexe, qui met en jeu la propriété intellectuelle, les brevets d'invention, la propriété de res-

sources naturelles réputées naguère *res nullius*, c'est-à-dire n'appartenant à personne (ou à tout le monde), bref le marché des sciences du vivant. Pour les Etats-Unis ou le Japon, grands manipulateurs de gènes, le projet de convention présente le risque d'enlever le libre accès aux ressources naturelles de la planète. Soit qu'un Etat se montre trop exigeant pour le prix à payer, soit qu'il ferme carrément ses frontières pour préserver son patrimoine. Un cauchemar pour la recherche médicale ou le marché des produits pharmaceutiques, notamment.

A cette crainte basement commerciale sont venues s'ajouter les réserves de la France. Celle-ci juge très insuffisant un projet de convention sur la «biodiversité» qui publie de dresser des listes d'espèces et d'habitats à protéger. Même si tout le monde, finalement, signe le texte, le débat aura été engagé.

L'autre cas épineux était celui de la forêt. Certains, se référant à la richesse biologique des forêts tropicales, ont jugé qu'il était trop tôt à la biodiversité pour faire l'objet d'une convention particulière. D'autres, comme le Brésil ou la Malaisie, ont estimé qu'une convention signée dans le contexte de Rio limiterait forcément leur souveraineté sur un patrimoine «inaliénable». «Pourquoi la forêt, et pas les savanes ou les marais?», demande, faussement naïf, M. Marcos Azambuja, le négociateur brésilien.

«Nos forêts sont devenues des pions sur l'échiquier de ces maîtres de l'hémisphère nord», constate avec agacement le négociateur malaisien, M. Ting Wen Lian. La Malaisie, qui tire 40 % de ses revenus des exportations de bois, ne veut pas entendre parler de contraintes, même pour les beaux yeux de la science ou des générations futures. Exit donc la convention sur la forêt, remplacée par une simple «déclaration» ne trouvant personne.

Le troisième point de friction touche à un tout autre sujet : les changements climatiques, plus communément traités sous le nom de «réchauffement global». Il s'agit, pour les pays industrialisés, de s'engager à réduire leurs émissions de gaz «à effet de serre», c'est-à-dire le dioxyde de soufre, l'oxyde d'azote et le gaz carbonique qui résultent de la combustion du pétrole ou du charbon. Pour les pays en développement, l'engagement se bornerait à contrôler l'augmentation inévitable de ces

émissions en cas d'industrialisation.

Naturellement, ce projet de convention n'intéresse guère le Sud, qui estime à juste titre que l'essentiel de la pollution atmosphérique vient du Nord. En revanche, la question divise le Nord entre Européens et Japonais, décidés à réduire leur émissions de CO₂, et les Etats-Unis, toujours allergiques aux contraintes pesant sur le «marché», et en particulier sur tout ce qui touche au pétrole. L'Europe a donc poussé pour une «écotaxe» sur l'énergie, à la grande indignation des industriels, relayés par les scientifiques de l'appel d'Heidelberg. Mais tous les représentants réunis en mai à New-York, y compris américains, ont fini par se rallier au projet de convention, qui ne précise plus ni calendrier ni objectif chiffré.

La proposition du président Bush

La proposition du président Bush d'offrir 150 millions de dollars pour reboiser la planète est venue jeter le trouble dans la conférence. Mais elle n'a pas calmé l'hostilité déclarée de nombreux pays - dont la France - à l'égard d'une puissance industrielle qui propose de planter des arbres pour absorber le gaz carbonique au lieu de réduire sa consommation de pétrole. Le directeur de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement, M. William Reilly, se trouve dans la position inconfortable de son ancien collègue français, M. Brice Lalonde, lorsqu'il menait de démissionner pour obtenir sa taxe sur la mise en décharge.

Curieusement, c'est la discussion du fameux Agenda 21 - le programme d'action pour la prochaine décennie - qui a jusqu'ici à Rio suscité le moins de passions, alors que c'est le chapitre qui engage le plus de dépenses. Mais le catalogue du programme est tellement riche que chacun peut trouver un projet à sa convenance et donc s'engager à le financer sans rechigner. Les uns choisiront l'océan, d'autres la désertification, d'autres encore les déchets. Ce programme à la carte, finalement, convient mieux à une assemblée de tous les peuples de la Terre que des textes instaurant la même réglementation pour tous.

Pourtant, la nécessité d'un même droit devra s'imposer à la communauté mondiale si l'on veut que les hommes continuent à cohabiter sur une planète ramenée aux dimensions d'un village. Les droits de l'homme, bicentennaires, sont encore trop souvent bafoués. Le droit à un environnement vivable reste à naître.

ROGER CANIS

Folklore français et art amazonien

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Il a neigeé, samedi 6 juin, sur Rio-de-Janeiro. Il ne s'agissait bien sûr pas d'une tempête, mais de quelques flocons aux pieds de Napoléon. Une journée de folie avec la somptueuse parade de Cargo-92, responsable de cette héraïde climato-historique. Le défilé de deux des troupes du navire nantais *Malquades*, Royal de Luxe et Mano Negra, a de quoi surprendre, en effet.

Les marisques pomponnées soulevant leurs jupes, les poils de 14-18 jetés à terre par de vraies fausses explosions, les machines infernales de la sidérurgie ou les fous volants de l'aéropostale «pilote» leur avion derrière un grand ventileur et des nuages de plumes, ont charmé les cariocas rassemblés sur l'avenue Président Vargas.

Une ambiance de carnaval

Le public de Rio, à qui on ne le fait pas en matière de carnaval et de défilé, a apprécié la performance, l'imagination et l'humour de cette «Véritable histoire de France». Les principaux quotidiens, conquis eux aussi, ont consacré leur «une» à l'événement en affirmant que «le défilé des Français a fait vibrer la foule».

La présence culturelle française a donc marqué la fin de semaine et continuera avec les prochains spectacles de Royal de Luxe et de Mano Negra, celui de Philippe Genty et la très belle exposition sur l'eau organisée par la Casa França-Brasil. Rio connaît ainsi, grâce à la conférence de l'ONU, un foisonnement culturel surprenant, dans une ambiance de kermesse et de carnaval.

Au Musée d'art moderne, pas moins de huit expositions ont été organisées, où l'Amazonie est en vedette. Le sculpteur et photographe d'origine polonaise, Frans Krajcberg, présente «Les images du feu», une forêt de troncs calcinés sur lits de sable ou de charbon de bois, ainsi que de très belles et

tragiques photos des dévastations. Les travaux de Margaret Mead, qui a consacré sa vie à l'étude de la flore de cette région, trouvent place dans une salle avoisinante.

Patronné par le Goethe Institut, «L'art amazonien» est le résultat d'un ambitieux travail d'artistes du monde entier conviés par l'institut culturel allemand à réaliser une œuvre au cours d'un séjour en Amazonie. Trente dessinateurs exposent des affiches sur le thème de l'écologie, et, dans l'un des pavillons du musée, une quinzaine d'Etats du Brésil montrent les travaux de leurs artisans locaux dans un programme intitulé «Vive le peuple brésilien».

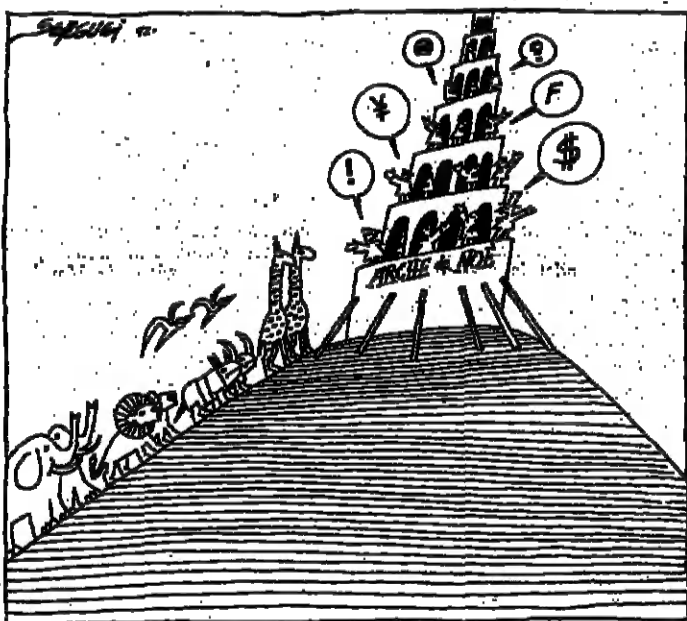
Dans le parc de Flamengo, le Forum global des organisations non gouvernementales accueille une foule grandissante, malgré un prix d'entrée relativement élevé. La plupart des spectacles et expositions sont gratuits, exception faite des places pour l'unique «Concert pour la vie» de Plácido Domingo, dimanche soir, vendues à l'équivalent de 400 F, retransmises dans cent vingt pays.

Les favelas sans illusions

Comme pour saluer une telle abondance, le climat a lui aussi chamboulé son programme. A la veille de l'hiver austral qui s'installe le 21 juin, c'est un été chaud (35 °), ensoleillé et sec, qui semble s'imposer. La sécurité ne pose pour l'instant pas de problème particulier. A tel point que les indices de criminalité ont diminué de près de 14 %.

«Rio-de-Janeiro, une ville du premier monde», titre le *Jornal do Brasil*, mais dans sa favela de la Rocinha, la plus grande d'Amérique latine, Maria Ofino ne se fait pas d'illusions : «D'après ce que je vois à la télévision, ils se préoccupent plus des fleurs, des arbres et des plantes que de notre sort. Tout ce qui a été fait dans la ville, c'est pour le passage des grands de ce monde».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT



La Fête de la planète à Paris

Partie de campagne sur le boulevard Saint-Germain

Tous les promeneurs, Parisiens et touristes, qui débambulaient, dimanche 7 juin sur le boulevard Saint-Germain à Paris, n'avaient pas compris le sens de cette Fête de la planète à laquelle M^{me} Ségolène Royal, ministre de l'environnement, les avait conviés. Mais ils n'ont pas boudé leur plaisir. Par dizaines de milliers, ils avaient envahi la célèbre chaussée qui, pour un après-midi, leur était livrée. Un vrai soleil de printemps et une brise guillerette étaient de la partie. Alors, ils avaient enfilé le blue-jean de week-end, sorti le chien, les gosses et leurs patins à roulettes.

«Comme des bourgeois de province»

Les Parisiens ont découvert le plaisir simple de cheminer sur une belle artère, à l'ombre des platanes, sans vacarme ni pollution. Ce fut, durant cinq heures, de la place Saint-Germain à l'Institut du monde arabe, une sorte d'immense paseo à l'espagnole. «Remonter le boulevard à pied sans croiser une voiture, de ma vie je n'avais vu une chose pareille», s'exclamaient une vieille dame. On s'arrêtait pour fixer sur la pellicule ce moment historique : le petit sur son tricycle pédalant sans souci au milieu d'un carrefour désert. Des gamins improvisaient des

parties de tennis ou de football sur un espace reconquis. Sur un banc, à l'aplomb d'une enseigne de magasin La Jole pour tous, de jeunes Allemands grattaient leur guitare : «C'est curieux, remarquent-ils. Aujourd'hui, les Parisiens ne sont pas pressés. Ils cheminent comme des bourgeois de province». A leurs fenêtres, les riverains du boulevard Saint-Germain observaient la foule tranquille qui coulait à leurs pieds, pour une fois sans banderoles ni slogans, avec la paisible satisfaction d'un droit enfin reconnu : profiter de sa ville.

Les cyclistes aussi s'en donnaient à cœur joie, silencieusement entre les couples d'amoureux. Et ceux qui n'avaient pas de vélo pouvaient en louer un, place Saint-Germain. Des orchestres, des clowns, des groupes de sambas, des marionnettistes, des stands d'associations, ponctuaient les parcours. Moune haranguait la foule au pied de la statue de Danton et l'on signait des pétitions sous le regard placide des sergents de ville. Enfin, un gamin qui se faisait prier pour rentrer à la maison lança la seule idée subversive de la journée : «Dis papa, si on recommençait dimanche prochain?»

MARC AMBROISE-RENDU

Un rapport parlementaire sur la biodiversité

La préservation du patrimoine génétique en France devrait être mieux coordonnée

Au cœur des débats du Sommet de la Terre, la biodiversité et la préservation du patrimoine génétique font l'objet d'un rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Son auteur, M. Daniel Chevallier, député (PS) des Hautes-Alpes, insiste sur la nécessité de préserver au plus vite «l'une des matières premières les plus précieuses de l'humanité», dont dépend à terme «notre survie et celle de nos descendants». Pour atteindre cet objectif en France, il propose d'augmenter les moyens financiers et humains du Muséum national d'histoire naturelle, d'instituer un DEA de «systématicien moléculaire», et de créer un groupement d'intérêt public (GIP) autour des ressources génétiques.

«La nécessaire protection de la biodiversité nous pose, à nous pays riches, deux questions», souligne M. Chevallier, député (PS) des Hautes-Alpes, auteur d'un rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. D'abord : celle de notre propre forme de développement, qu'il serait urgent de rendre beaucoup plus compatible avec le

respect des ressources naturelles. Ensuite celle de la pauvreté dans les pays en voie de développement, pour qui le respect de la diversité du vivant ne peut être, dans les conditions actuelles, un problème de premier plan. Ces pays ne pourront protéger leurs ressources vivantes que si nous les aidons à faire eux-mêmes un effort, en ayant toujours à l'esprit que l'inaction condamnerait à terme notre espèce».

Constat de raison, connu et trop peu suivi d'effets. Sur près de 1,4 million d'espèces décrites de façon formelle (360 000 plantes et micro-organismes, 990 000 invertébrés, 45 000 vertébrés), le développement de la démographie et des activités humaines a engendré, en quelques décennies, une accélération sans précédent du rythme des extinctions. Plus de la moitié de ces espèces vivent en effet dans les forêts tropicales humides, et la vitesse actuelle de leur disparition, liée au déboisement intensif, est estimée mille à dix mille fois supérieure à celle des grandes périodes géologiques d'extinctions.

Dans le même temps, «l'importance des ressources vivantes apparaît de plus en plus évidente», poursuit M. Chevallier, avant de citer M. Thomas Eisner, professeur de biologie à l'université Cornell (Ithaca, New-York), pour qui «la biodiversité a plus d'importance que l'homme le plus imaginatif». Ressource pour l'agriculture bien

sûr, mais aussi pour la médecine (plus de 40 % des médicaments issus de l'industrie pharmaceutique moderne possèdent comme matière active une substance naturelle) ou pour les biotechnologies : à laisser régresser au hasard la biodiversité de notre planète, c'est, à terme et de manière irréversible, «la capacité de nos sociétés à répondre à de nouveaux problèmes et à affronter de nouvelles conditions de vie» que l'on diminue.

Un DEA de «systématicien moléculaire»

Préserver, donc, à l'intérieur de parcs, de zoos ou de conservatoires... Mais préserver quoi? Pour déterminer les priorités, pour coordonner les efforts à l'échelle mondiale, encore faut-il connaître les richesses de notre planète. Or l'inventaire des espèces vivantes est loin d'être terminé. Et la science qui s'y consacre - la systématique - est défavorisée, en France comme dans la plupart des pays, par des cursus universitaires «de plus en plus axés sur la biologie moléculaire, qui bénéficie d'un incontestable effet de mode et d'une priorité certaine en matière de financements».

Compte tenu des faibles débouchés actuels de la systématique traditionnelle, M. Chevallier propose donc que soit organisé une fois tous les trois ans, au sein des uni-

versités scientifiques, un DEA de «systématicien moléculaire». Soulignant que la préservation de la richesse écologique de la France (65 % des espèces de vertébrés de l'Europe, près de 5 000 espèces de plantes supérieures) souffre «d'une dissémination trop importante des responsabilités», il suggère également la création d'un Groupement d'intérêt public (GIP) sur les ressources génétiques.

Cette formule devrait offrir «le cadre juridique adéquat» pour fédérer les différents acteurs intervenant dans ce domaine, estime M. Chevallier. Qu'il s'agisse des institutions administratives (ministères de l'environnement, de l'agriculture ou de la recherche, collectivités locales), des établissements publics (INRA, CNRS, Muséum) ou des sociétés privées productrices de semences, tous pourraient ainsi coordonner leurs efforts pour mettre sur pied «une banque de données informatisées sur l'ensemble des collections constituées en France». M. Chevallier recommande par ailleurs que soit créée «une taxe parafiscale en faveur de la préservation de la biodiversité», qui serait acquittée «lors de l'inscription des variétés au catalogue officiel des espèces et variétés, et lors de la vente des graines en sachets destinés aux jardiniers».

CATHERINE VINCENT

SOLIDARITÉ

Réunies au Bourget à l'initiative du CCFD

Plus de soixante mille personnes ont participé au premier Forum international du développement

Plus de soixante mille personnes et sept cents associations et organisations non gouvernementales (ONG) ont participé, au Bourget, du vendredi 5 juin au dimanche de Pentecôte 7 juin, à un Forum international du développement, appelé Terre d'avenir. À l'initiative du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), M. Pierre Bérégovoy, ainsi que deux autres membres du gouvernement (le Monde daté 7-8 juin) et de nombreux évêques, ont visité cette manifestation destinée à remobiliser les Français sur les enjeux du développement du tiers-monde.

« Pour un big-bang humain » : ces mots griffonnés par un enfant disaient, autant que les flots de drapeaux entrecroisés pendant trois jours, combien la manifestation du Bourget fut une « vraie manif ». On pouvait craindre de ce premier Forum international du développement, appelé Terre d'avenir, qu'il ne tourne au concours d'exposants, au festival de charité-business ou de bons sentiments. Le risque était de « faire du Kouchner sans Kouchner » ou une mini-conférence de Rio, dénonçant les agressions à la fois contre l'environnement et le développement.

Terre d'avenir fut donc, au contraire, une vraie « manif » à l'ancienne, socio-culturelle et contestataire. Elle parcourait des rues imaginaires, mais aux noms symboliques — rue du Mahatma Gandhi, rue de la Grande Muraille, rue Mgr-Romero, place Chico-Mendoza — que des militants de l'Inde ou d'Amérique latine, de Chine ou du Proche-Orient, animaient de discours, de vidéos, de concerts, de jeux et de débats dans

une fièvre ininterrompue de soixante-seize heures, qui a attiré deux fois plus de monde que prévu. Un stand israélien côtoie celui des Enfants du Liban. Des artisans d'Akhmia ou de Mokattam en Egypte exposent leurs travaux, à quelques mètres de militants antinucléaires du Pacifique. Comme dans un moulin à prières, des paysans indiens ou brésiliens racontent inlassablement leurs luttes pour des réformes agraires. Des enseignants de pays arabes plaident pour des efforts d'alphabétisation et de formation, « seuls moyens de lutte contre l'intégrisme ». A un débat académique sur « Les nouveaux dragons de l'Asie » succède un meeting à l'afroïenne où Mgr de Souza, archevêque de Cotonou (Bénin), supplie ses « frères » d'être « plus fiers d'eux-mêmes » et fait un tabac.

Mobilisation et compétence

Cette Terre d'avenir ressemble à une tour de Babel. Elle tord le cou au lieu commun selon lequel le tiers-monde est un tout, rappelle que ses références sont aussi multiples que les cultures et les peuples dont il est issu et, dit M. Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD, que « ce n'est plus à nous de décider pour eux ».

Ainsi, trente ans après sa création par l'épiscopat français, alors secouru par Jean XXIII, père de Pacem in terris (1963), le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) revient à ses sources. Dans un pays comme la France saturée de tiers-mondisme, capable de coups de cœur pour les cas d'urgence (catastrophes naturelles, guerres, épidémies), mais démoïste pour les causes à plus long terme comme celle du développement, il ne craint pas de répéter son credo de

toujours : « L'urgence, c'est le développement ». Un discours auquel les jeunes, nombreux au Bourget, indifférents aux « idéologies » mais aimant se réunir sur des « objets », semblent adhérer spontanément. Beaucoup proposaient leurs services aux associations étrangères pour un temps plus ou moins long de bénévolat.

Mais, outre la diversification considérable des situations, l'autre changement intervenu depuis trente ans dans la politique de coopération, c'est qu'à la générosité se substitue peu à peu la compétence. Ou plutôt, dit M. Bernard Holzer, directeur d'Histoires de développement, il faut désormais réunir « des militants cherchant à devenir professionnels et des professionnels gardant un enthousiasme militant ».

A cet égard, le CCFD a eu le mérite au Bourget d'éviter l'autocélébration. Il n'a cessé, au contraire, d'expliquer aux représentants des pouvoirs publics — MM. Pierre Bérégovoy, Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale et de la culture, Marcel Debarge, ministre de la coopération — puis des entreprises, des organisations internationales, des institutions financières et des collectivités locales que le temps est fini où, en matière de coopération et développement, chacun peut travailler seul dans son coin.

Un événement d'Eglise

Les ONG, avec lesquelles le CCFD est parfois en concurrence, voire en désaccord, ne sont pas insensibles à un tel discours, comme l'ont montré la présence de Rony Braumann, président de Médecins sans frontières et la création d'une fondation Terre d'avenir, largement économiée. M. Bérégovoy lui-même a lancé un appel à une meilleure coordination de l'effort des administrations et des ONG. Mais, posés par le rapport de la commission coopération-développement qu'a rédigé Bernard Husson en septembre 1991 (1), des questions entières demeurent, comme l'insuffisance des transferts financiers de l'État aux ONG, les moyens de leur formation technique, de la « capitalisation » de leurs expériences, leurs rapports tumultueux avec l'administration ou leur participation à la définition d'une politique de coopération.

La manifestation du CCFD au Bourget fut, enfin, une première dans la boue — et jusque devant les tribunaux — par la presse de droite pour des liens supposés avec des groupes marxistes du tiers-monde, également suspecté par plusieurs évêques, le Comité catholique contre la faim est redevenu, conformément à sa vocation initiale, un lieu de rassemblement (2). Tous les services et mouvements d'action catholique ou missionnaires de l'Eglise de France s'étaient donnés rendez-vous au Bourget. Mgr Duval, président de la conférence épiscopale, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, une trentaine d'évêques français et étrangers (3) ont manifesté officiellement leur soutien à un organisme qui a toujours su évoluer à temps.

Président, le dimanche de Pentecôte, devant plus de quinze mille fidèles, une liturgie colorée par des chorales latino-américaines, philippine, gongolaise et française, le cardinal Etchegaray, président du conseil pontifical Justice et Paix, est lui-même venu apporter la caution, ainsi qu'un message du pape, à cette initiative. Dans son homélie, il a déclaré : « La solidarité est plus qu'une stratégie ou une nécessité. Elle est une évidence, une passion (...) dans un monde que notre égoïsme a coupé en morceaux, en durs et en mous, en durs et en mous ». Que la lutte pour le développement soit redevenue une priorité de l'Eglise de France avait de quoi remettre du baume au cœur des militants.

HENRI TINCQ

(1) La commission coopération-développement a rendu compte de la situation des ONG, des financements, de la coopération, ainsi que des ONG.

(2) La Commission contre la faim et pour le développement est, depuis sa création, l'association de vingt-sept mouvements et services d'Eglise.

(3) On notait la présence au Bourget de Mgr Fautin Shan, évêque de Pékin, membre de l'Association patriotique des catholiques de Chine (Eglise officielle), représentant le CAFTI, « association chinoise pour la compréhension internationale ».

REPÈRES

ÉDUCATION

M. Jacques Dufresne
nouveau président
de la FCFE

La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) a élu, dimanche 7 juin à l'occasion de son congrès qui se tient à Dijon jusqu'au 8 juin, un nouveau président, M. Jacques Dufresne. Il remplace M. Jean-Pierre Meilhes, qui était à la tête de la FCFE depuis 1988.

Agé de quarante-deux ans et universitaire à Lille, M. Dufresne était, depuis quatre ans, président du conseil départemental du Nord de la FCFE. Déclarant s'inscrire « dans la continuité », le nouveau président a rappelé, lundi 8 juin, les grandes orientations de la Fédération : défense du service public et de la laïcité, rénovation et démocratisation de l'école.

ESPACE

Un satellite américain
à la rencontre
des rayons ultraviolets

Un satellite scientifique baptisé Extreme Ultraviolet Explorer (EUE) a été lancé de Cap Canaveral, dimanche 7 juin, par une fusée Delta. D'un coût de 214 millions de dollars (1,2 milliard de francs) et d'un poids de 3 600 kg, cet engin a pour mission d'étudier les rayons ultraviolets émis par différents composants de l'univers, dont la majeure partie, stoppée par l'atmosphère terrestre, ne peut être étudiée depuis le sol.

Durant les six premiers mois de sa mission, le satellite, équipé de quatre puissants télescopes, sondera le ciel afin d'établir une carto-

graphie des principales sources de rayons UV (domaine spectral allant de 812 à 3 000 angströms). Il devra ensuite, dans le détail, le rayonnement émis par certaines étoiles, pour préciser les processus physiques, chimiques et nucléaires dont elles sont la source. — (AFP, UPI.)

FAITS DIVERS

Une fillette
retrouvée vingt heures
après sa disparition
à Grenoble

Une fillette âgée de deux ans qui avait disparu, samedi 6 juin, à l'attention de son père lors d'une promenade dans le centre-ville de Grenoble, a été retrouvée par la police vingt heures plus tard, au domicile d'un gardien de la paix. Après avoir erré dans le quartier où résident ses parents, Marie avait été recueillie par une personne âgée. Une jeune femme s'était alors présentée, affirmant que son mari était policier, et avait emmené la fillette dans son appartement. Le couple n'a prévenu l'hôtel de police que dans la matinée du dimanche 7 juin.

Selon le chef du service de la police judiciaire, M. Michel Quilès, la jeune femme, frustrée de maternité après une série de fausses couches, connaissait des troubles psychologiques. La couple, placé en garde à vue, devait être présenté lundi 8 juin au parquet de Grenoble, qui a ouvert une information judiciaire pour enlèvement et séquestration d'enfant. — (De notre bureau régional.)

DÉFINIR NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCE
Le Monde et MÉDECINE

DÉFENSE

Aux Etats-Unis

La Chambre des représentants met des conditions au rachat de LTV par Thomson-CSF

La Chambre des représentants, aux Etats-Unis, vient de se prononcer en faveur de l'interdiction de ventes de sociétés, telles que celle de l'entreprise de missiles LTV au groupe français Thomson-CSF, sauf si le Pentagone peut assurer que la transaction ne met pas en cause l'avenir d'une technologie secrète américaine.

On sait (le Monde daté 4, 12-13 et 20 avril) que Thomson, en association avec le groupe aéronautique Hughes Aircraft et la société américaine d'investissement Carlyle, a offert 450 millions de dollars pour le rachat du secteur militaire de LTV qui a été déclaré en faillite. Cette proposition a été retenue par un tribunal américain, mais doit encore recevoir l'accord de plusieurs administrations fédérales et de M. George Bush. La Chambre des représentants

a demandé, dans le cadre de l'examen du budget de la défense, à M. Bush de s'opposer à toute reprise, par une société étrangère, d'une firme aux Etats-Unis si cela devait entraîner « un risque important de détournement de technologie » de l'avis du Pentagone.

Pour sa part, le Pentagone a fait savoir au Congrès que la vente de LTV ne sera autorisée que si Thomson-CSF renonce à tout contrôle direct de gestion de sa filiale et passe par le système américain dit de « voting trusts ». Ce procédé fait appel à un fiduciaire qui est chargé d'administrer la participation de Thomson à sa place, le groupe français lui consentant une procuration. Ainsi, l'accès aux secrets de défense est limité aux seuls administrateurs américains ayant à en connaître.

Dans le sud de la France

Les Britanniques et les Italiens participeront à la manœuvre « Farfadet »

La Grande-Bretagne participera, avec un transport de chalands de débarquement et un commando marin d'une centaine d'hommes, à la manœuvre française biennale « Farfadet », qui mobilisera, du 9 au 19 juin, deux mille soldats français, italiens et espagnols. « Farfadet 92 » aura lieu dans le sud de la France, dans une zone délimitée par la Sardaigne, les îles Baléares et les côtes françaises et italiennes, pour les forces aéronavales, et dans les départements de l'Ardeuse, de l'Aude, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, du Tarn et des Pyrénées-Orientales, pour la composante aéroterrestre.

La manœuvre « Farfadet » est une opération de coopération militaire entre la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne. Elle vise à tester les capacités de coopération entre les forces armées de ces quatre pays, en particulier dans le domaine de la planification, de la logistique, de la communication et de la coordination des opérations.

Pendant que des missions aériennes se déroulent tout au long de l'exercice, mille deux cents militaires seront engagés dans une opération aéroportée, tandis que deux mille cinq cents autres débarqueront lors d'une opération amphibie. Vingt-cinq navires et quatre-vingt-cinq hélicoptères seront mobilisés par la manœuvre, qui a pour but d'évaluer une multitude de scénarios d'un pays en situation de crise. Plusieurs pays, parmi lesquels tous les Etats membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), ont été invités à envoyer des observateurs à cet exercice qui mobilise des éléments venus

de la Force d'action rapide (FAR) française. L'intérêt de la manœuvre est toutefois que, pour la première fois, la FAR, créée en 1983, va devoir travailler avec la force italienne d'intervention rapide qui a été constituée en 1986 et qui est commandée, depuis 1990, par le général de division Rossi. Cette unité italienne représentée à « Farfadet » aligne une brigade parachutiste, un bataillon mécanisé, un groupe d'hélicoptères et un groupe amphibie.

EN BREF

Aggression contre un professeur en Moselle. — Trois adolescents, deux garçons et une fille, âgés de quinze et seize ans, ont été inculpés, samedi 6 juin à Metz (Moselle), pour avoir frappé un enseignant dans l'enceinte du collège-lycée Julie-Daube de Rombs (Moselle). L'un des garçons avait fait irruption dans la classe pour frapper le professeur pendant que l'autre faisait le guet. C'est la jeune fille qui avait commandité l'agression pour se venger des mauvaises notes infligées par l'enseignant. Ce dernier, qui a bénéficié d'un arrêt de travail d'une journée, a porté plainte, de même que le proviseur de l'établissement.

La pollution chasse les habitants du centre d'Athènes. — Selon une étude réalisée à la demande de la municipalité, les effets de la pollution atmosphérique — essentiellement dus à la circulation automobile — sont en train de modifier la composition de la population d'Athènes. En vingt ans le centre-ville a perdu la moitié de ses habitants et, en sept ans, les touristes eux-mêmes ont réduit leur séjour des deux tiers. En revanche, le centre a été occupé par des immigrants d'Europe de l'Est et d'Asie qui y ont créé de véritables ghettos. La municipalité d'Athènes (3 millions d'habitants avec la banlieue) demande l'élaboration d'une stratégie nationale pour sauver la capitale. — (AFP.)

Meurtre d'un appelé à Argenteuil (Val-d'Oise). — Un appelé de dix-neuf ans, Abdelhadi Zigh, est mort après avoir été poignardé à l'abdomen, dans la soirée du vendredi 5 juin devant la basilique Saint-Denis à Argenteuil (Val-d'Oise). Son meurtrier présumé, Pascal Chenu, vingt-sept ans, a été incarcéré. Selon la police et la municipalité qui écartent la thèse du crime raciste, la victime aurait proposé du hashisch à Pascal Chenu, consommateur occasionnel, et la transaction aurait mal tourné. Les amis de la victime démentent cette version. Samedi soir, cent cinquante jeunes se sont réunis sur le lieu du meurtre pour observer une minute de silence. Dimanche

7 juin ils étaient encore une soixantaine à manifester pour protester contre ce « meurtre raciste » et réclamer justice.

Accident d'avion à la frontière panaméo-colombienne. — Un Boeing 737 de la Compagnie panaméenne d'aviation (COPA) transportant quarante-sept personnes s'est écrasé, dans la nuit du samedi 6 juin au dimanche 7 juin, à la frontière panaméo-colombienne. Les autorités panaméennes ont écarté toute possibilité de retrouver des survivants. L'appareil, qui avait quitté samedi à 20 h 37 locales (1 h 37 GMT) l'aéroport de Tocumen au Panama pour Cali en Colombie, s'est écrasé dans la jungle de La Palma, près de la frontière avec la Colombie et non loin de la ville de Tocul, pendant un orage. Ses débris sont éparpillés sur 1 kilomètre.

Attentat à l'explosif dans le deuxième arrondissement de Marseille. — L'explosion d'une charge de plastique de 500 grammes a fait des dégâts, dimanche 7 juin, dans un bâtiment du deuxième arrondissement de Marseille, qui abrite plusieurs entreprises travaillant avec les sociétés maritimes du port. Deux véhicules ont été détruits et un autobus a été endommagé par l'explosion. Trois passants ont été légèrement blessés par des éclats de verre. L'attentat n'avait pas été revendiqué, lundi 8 juin en fin de nuit, mais les enquêteurs penchent pour une action de l'extrême-droite.

Nouvelle manifestation anti-TGV dans la Drôme. — Pour protester contre le tracé du TGV Sud-Est dans la Drôme, près de deux cents personnes ont à nouveau bloqué les trains en gare de Pierrelatte, samedi après-midi 6 juin. La manifestation a entraîné des retards d'une à deux heures, mais n'a donné lieu à aucun autre incident. M. Jean Mouton, président (UDF) du conseil général de la Drôme, s'est engagé pour la première fois à porter l'affaire devant l'assemblée départementale dès la fin du mois de juin.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUCHER
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléfax : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé
au « Monde »
112, rue M. Guibaud
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-28-33

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Cro, directeur général
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue de Colonne-Pierre-Arta
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-42-72-73
Télécopieur : 634 128 F
Téléfax : 46-42-70-71. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 30-15 - Tapes LEMONDE
ou 30-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-30-30

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vols normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 01 201 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Jim Courier récidive sans émotion

Les champions des Internationaux de France 1992 sont les mêmes qu'en 1991 : Monica Seles et Jim Courier, deux joueurs formés au tennis-commando par l'entraîneur Nick Bollettieri. Mais au terme d'une quinzaine détrempée, il a fallu samedi 6 juin à la Yougoslave trois quarts d'heure de plus qu'à l'Américain dimanche 7 juin pour venir à bout de son adversaire : à bout d'émotions, Steffi Graf ne s'est inclinée que dans la troisième manche, alors qu'à bout de nerfs, Petr Korda n'a vraiment résisté que pendant le premier set. C'est la troisième victoire consécutive de Monica Seles qui égale celle d'Auselot les performances de l'Américaine Helen Wills (1928-1930) et l'Allemande Hilde Sperling (1935-1937). Pour sa part, Jim Courier a réussi le doublé comme Ivan Lendl en 1985-1987. Ces succès ont rapporté 2 680 000 F à Jim Courier et 2 470 000 F à Monica Seles.

Exception faite de la fabuleuse épopée du Vengeur masqué — comme on appelle désormais la résurrection d'Henri Leconte sous les marronniers de la porte d'Auteuil — le tournoi s'est déroulé comme un anti-tournoi, c'est-à-dire sans hasard, ni coup du destin, du moins d'occasions de contester le souverain. L'édition 1992 de Roland-Garros a été la chronique d'une victoire annoncée, la ballade mortelle du roi-chasseur poursuivant son petit train-train, la randonnée d'un tueur, « serial killer » sans haine, ni chagrin.

Ainsi Roland-Garros, en inscrivant pour la deuxième fois le nom de Jim Courier sur son trophée, consacrait une nouvelle génération du tennis : un style propre à effrayer les puristes, une puissance contre laquelle rien ne semble résister, une mécanique huilée abattant un jeu dont l'efficacité ne servirait qu'à écraser. Ainsi le tournoi s'est terminé comme il a commencé : avec l'assurance que personne au monde ne pourrait remettre en question Courier et son inaltérable autorité, personne si ce n'est une créature qu'il faudrait inventer à l'image de cet Américain survitaminé, à savoir le mélange d'un mental d'acier, une précision numérisée, la force et la crispation d'un guerrier.

Roland-Garros s'est empressé de se débarrasser des vieux éléphants qui l'avaient fait vibrer. Les dinosaurs — Mc Enroe, Connors, Lendl — se sont enfilés dans la poussière de brique pilée, signant là leurs dernières empreintes d'artistes et des déclarations aux journalistes qui ont fait souffler leurs remplaçants présumés. Ces derniers ne sont-ils pas suspects, à leurs yeux, de manquer de charisme, de jouer sans émotion, et surtout de ne rien inventer, sinon ce jeu à la violence répétée, simple comme bonjour, s'il ne fallait tout de même savoir la maîtriser et l'encadrer toujours aux limites d'un court ?

Aspect chromé style mécanisé

Tapent fort, toujours plus fort, mais tapent juste, loin des sophistiqués et des interrogations. Jim Courier a avancé, tout au long du tournoi, comme un bulldozer que rien ne pouvait tourmenter. Ne concédant qu'un seul set au Croste Ivanisevic, il a fait de chacun de ses matches un non-événement, un élément d'une série de victoires planifiées, l'essentiel étant non pas de gagner — puisque là-dessus le doute ne pouvait planer — mais « de jouer vite, de ne pas se fatiguer et de rester frais », précisait-il aux conférences de presse.

L'Américain, qui avait pourtant l'un des tableaux les plus difficiles du tournoi, s'est ainsi promené, satisfait d'avoir pu réaliser ses objectifs, poursuivant son entraînement après les matches, manquant sa course au trophée sans rencontrer une seule occasion d'être contrarié. Courier décourage la subversion, au risque d'ennuyer, faisant peu de cas des grandes questions.

Que n'a-t-on dit sur son aspect chromé, ce style mécanisé, cette domination esotérique ? Lorsqu'il est sur un court, Jim Courier est

incontestablement un imperator. Cet ancien joueur de base-ball — 1,85 mètre, 80 kilos — a des allures de Terminator, une cadence et une automatisme tirés de la science-fiction. Est-ce à cause de ce visage invariablement dissimulé sous une casquette, de cette silhouette blanche sculptée comme la statue de l'idéal musclé ou de ce rythme de locomotive, répétant toujours plus vite son mouvement de montées en puissance ? Toujours est-il que cet adepte du power game pratique son tennis de boxer tout en diffusant l'impression étrange d'être absent du spectacle. On ne regarde pas jouer Courier, on regarde celui contre qui il joue.

Courier ne semble pas être là, il semble d'ailleurs être coupé de tout, de son adversaire, du public et des États d'âme. Courier n'offre de lui qu'une image, celle d'un éclair présent sur toutes les balles, une énergie qui ne demande qu'à se déployer pour foudroyer. Voir Courier, c'est un peu se retrouver devant une télé. L'enfant de Floride, élevé à l'ombre d'une usine d'orange pressées, prend d'ailleurs comme « un compliment » le fait qu'on dise de lui qu'il « joue comme une machine ». Peut-être est-ce le résultat d'une revanche sur le passé, lorsque ses coups de coureur se trouvaient vite épuisés par une émotivité qui le faisait craquer sur les courts.

« Raide comme un morceau de bois »

Depuis, l'élève de Nick Bollettieri a rencontré José Higueras, autre entraîneur gourou à l'origine de la sidérante victoire de Michael Chang à Roland-Garros en 1989. A ses côtés Jim Courier a visiblement appris les arcanes de la puissance mentale. Trop bien appris, peut-être, pour révéler aujourd'hui que dans un match il a désormais le sentiment de « jouer devant un joueur sans visage. Quand la balle arrive de mon côté du court, je dois la frapper quelle que soit la personne de l'autre côté ».

Affronter un joueur sans visage. Pourtant dimanche, son adversaire en avait un, et quel visage ! Une tête d'oiseau écorché et de clown mal luné, un physique de fil de fer contre un US marine prêt à partir en guerre avec l'arrogance de l'opérateur « Tempête du désert ». Petr Korda, l'enfant de Bohême, n'a pas pu grand-chose contre l'Américain si ce n'est de l'empêcher de trouver réellement son rythme.

Maigre consolation pour l'attaquant Tchèque d'avoir à dicter sa loi et dessiner les échanges, alternant sans cesse ses coups enchaînant les frappes en fond de court, d'amortis et de volées afin d'entraver la machine à frapper. Mais en s'exposant ainsi, Korda ne pouvait qu'accumuler les fautes et laisser filer les points d'autant plus facilement que le jeune homme, peu habitué aux honneurs du Grand Chelem, s'est petit à petit laissé effrayer par l'enjeu de la finale, malgré les encouragements du court central.

Menant au début du deuxième set, Korda aurait pu profiter d'un break à 2-1, mais il s'est aussitôt fait croquer. « A ce moment-là j'étais plein d'émotion, je me sentais raide comme un morceau de bois, je n'arrive pas à expliquer ce qui se passait, je ne parvenais plus à attaquer comme je voulais. Ma main se crispait sur le manche de ma raquette, j'essayais de varier le jeu, tout marchait sauf mon corps », tentait d'expliquer Korda, déçu d'avoir adopté la bonne tactique sans en avoir eu l'effet psychologique.

Emu au point de multiplier d'incroyables doubles fautes de service, Petr Korda laisse ainsi le terrain déblayé à un Jim Courier habitué à voir le jeu d'un adversaire aussi facilement s'annihiler. La partie n'a duré que deux heures. Courier n'est pas fatigué, il est resté frais et a tenté d'amaigrir le public de Roland-Garros en prononçant quelques mots en français tout en s'excusant de « parler comme une vache espagnole ». Son regard déjà tourné vers Wimbledon, le joueur numéro un mondial est convaincu de sa force « contre tous les joueurs et sur toutes les surfaces ». Et on voit mal, en effet, qui pourrait le contredire, même sur un gazon anglais.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Monica Seles frappe trois fois

Lorsque Monica Seles et Steffi Graf pénètrent sur le court, le central est électrisé. Inhibition ? Avant même le premier échange, les seize mille spectateurs semblent être plus avides d'émotion que de courtoisie pour une finale dames. Aujourd'hui, ils sentent qu'ils vont peut-être vivre une finale inouïe, dans le souvenir de l'affrontement de 1985. Chris Evert et Martina Navratilova s'étaient alors livrés à l'un des plus beaux duels du tennis féminin, arraché par Chris Evert au terme d'un match de près de trois heures. Trente-quatre jeux avaient été nécessaires pour départager les deux adversaires. Du grand bonheur.

Samedi 6 juin 1992, 14 heures : l'affrontement entre les deux meilleures joueuses du monde du moment promet. Depuis leur dernière rencontre, il y a un an, Monica Seles a ravi à Steffi Graf la première place au classement mondial. Tout les oppose aujourd'hui. Pendant la quinzaine, la Yougoslave a défrayé la chronique avec sa nouvelle coiffure brune et ses refus obstinés de commenter la guerre civile dans son pays. Elle a surtout consolidé sa réputation de petite ténisseuse. Laisant derrière

elle des adversaires KO, elle court derrière une troisième victoire consécutive porte d'Auteuil. Steffi Graf, elle, en a fini avec ses ennuis personnels. Elle espère renouer à Paris avec la victoire en tournoi du grand chelem qui la fuit depuis Wimbledon en 1991.

Et la finale sera magnifique. Près de trois heures après, le public sortira les jambes en coton, aussi brieves que les deux adversaires, les nerfs usés par un match-thriller qui n'a dévoilé le nom de l'assassin... et celui de la victime qu'à la dernière minute.

Force de caractère

Quel souvenir gardera-t-on de cet affrontement ? La combativité de Steffi Graf, décidément spécialiste des retournements de situation cette année. Menée un set à zéro au bout d'une petite demi-heure, l'Allemande s'est bagarrée pour empêcher la deuxième manche. Ou l'ultime set, plus long que les deux premiers réunis, où dix-huit jeux auront été indispensables pour départager deux joueuses qui semblaient inégalement liées à la victoire comme des sœurs siamoises ennemies.

Souvenir d'un combat désespéré, aussi, rythmé par les vociférations de Monica Seles, ses coups de plus en plus violents, son inextinguible capacité à renvoyer les coups droits de son adversaire quand celle-ci les pensait définitifs. Le poing hargneux de Steffi Graf ponctuant le sauvetage des quatre premières balles de match à 5 jeux à 3, entamant le marathon de la fin de la troisième manche. Ces dix dernières jeux, enfin, où l'espoir capricieux de la victoire caressera tantôt l'une, tantôt l'autre, au-delà des nerfs, au-delà de la résistance : « Ce match est certainement la rencontre la plus riche en émotions et la plus serrée que j'ai vécue, explique Monica Seles. Je ne pensais pas aller aussi loin. Dans de tels matches, on est obligé de donner tout ce que l'on a ».

La numéro un mondiale doit en effet sa troisième victoire à Roland-Garros à sa force de caractère. Malménée en huitièmes de finale par la Japonaise Akiko Kijimuta ou en demi-finale par Gabriela Sabatini, Monica Seles a su arracher la victoire, frappant et attaquant toujours. Aujourd'hui, en cette fin de troisième set, la Yougoslave semble à la dérive, épuisée, quand Steffi

Graf — « athlète idéale », dira son adversaire — reste fraîche, les cheveux à peine désordonnés par la bataille.

Monica Seles a couru, rattrapé, cogné, cherchant ses dernières ressources dans un coin secret qu'elle-même ne doit pas connaître. Dégoutée par cette ténacité, Steffi Graf, oppressée, perd le match toute seule, trop énervée, lâchant ses coups droits dans le filet ou ses volées de revers derrière la ligne de fond de court. « Même si elle est très fatiguée, Monica Seles continue à attaquer, c'est une grande qualité », explique-t-elle.

S'il fut aussi émouvant et sensible, le match fut moins spectaculaire que la finale de 1985, les deux droitières passant le plus clair de leur temps au fond du court, comme si Steffi Graf, majestueuse à la volée, avait peur de Monica Seles. Mais quelle apothéose pour la tournoi féminin ! Après une première semaine anémique, les dames ont fait battre les cœurs quand les messieurs offraient un tournoi plus tarte, au tennis plus aseptisé. La tennis féminin est devenu émotif.

BÉNÉDICTE MATHIEU



Nouveau Paris-Orlando Non-Stop : 3500 F AR.

Achetez Un Billet Classe Affaires Et Delta Offre 50% De Réduction A La Personne Qui Vous Accompagne.*

Depuis le 5 juin, la magie s'est emparée de la Floride.

Delta Air Lines a profité du bon augure des fêtes pour ouvrir ce jour-là le premier vol non-stop Paris-Orlando. Ce vol est assuré 4 jours par semaine et vous rapproche plus que jamais du rêve et des nombreuses aventures qu'offre la Floride.

Quoi de plus naturel de la part de la compagnie officielle de Walt Disney World® ? Car, Delta Air Lines offre plus de vols vers plus de destinations en Floride que n'importe quelle autre compagnie aérienne.

Alors, quelle que soit l'aventure qui vous attire vers "l'Etat du Soleil", Delta Air Lines vous y emmène comme par magie en un voyage aussi simple qu'agréable.

Pour plus d'informations, contactez votre agent de voyage ou appelez Delta Air Lines à Paris au 47.68.92.92 ou à Nice au 05.35.40.80. La magie s'occupe du reste.

Villes de Floride desservies par Delta Air Lines : Clearwater, Daytona Beach, Ft Lauderdale/Hollywood, Ft Myers, Gainesville, Jacksonville, Melbourne, Miami, Orlando, Panama City, Pensacola, Sarasota/Bradenton, Tallahassee, Tampa/St Petersburg, West Palm Beach.

DELTA AIR LINES
L'Amour Du Météo Nous Donne Des Ailes.*

* Promotions valables du 5 juin au 30 juin 1992. Le voyage doit s'effectuer avant le 21 juillet 1992 pour l'achat d'un billet en classe économique et avant le 30 juillet 1992 pour l'achat d'un billet en classe affaires. Sujét à réduction soumise à des conditions particulières de ventes et de transport. © Delta Air Lines, 1992.

SPORTS

RUGBY : Toulon champion de France

Le dernier tour de Serge Blanco

Le Rugby Club toulonnais a gagné la finale du centenaire du championnat de France en battant 19-14 le Biarritz olympique, emmené par Serge Blanco, samedi 6 juin au Parc des Princes. Les Toulonnais se sont imposés au terme d'une jolie rencontre, grâce notamment à un essai de Repon, deux drops de Defaigue et un de Hueber, contre deux essais des Biarritz, par Gouloumet et Hontas. Pour sa quatrième finale en sept années, Toulon a ainsi obtenu le troisième titre de son histoire.

Au bout des bras de Serge Blanco, le bouclier de Brennus aurait ressemblé à l'ultime trait de génie d'un joueur d'exception. Une pirouette du destin, aussi imprévue que ses relances ballées en main qui avaient fait basculer le sort d'une partie, en quelques secondes, de préférence les der-

nières. Samedi soir, le capitaine biarrot a dû se contenter de la plus longue et de la plus applaudie des courses de sa carrière : un tour d'honneur, sur le terrain de ses exploits tricolores. Le cœur de Blanco débordait, mais ses mains étaient vides. Le trophée tant désiré était brandi par d'autres.

Dans les mains d'Eric Champ, le premier capitaine de l'histoire à le recevoir en costume, sans avoir porté un ballon (1), le bouclier s'était transformé en bonne blague. La fine plaisanterie de quelques potaches et de vieux bricard, jadis au bout d'une saison catastrophique pour subtiliser la finale des cent ans du championnat français, au nez et à la barbe d'ode de ses plus grandes gloires. Le tour était prémédité. Avant le coup d'envoi, les Toulonnais n'avaient-ils pas remis à Serge Blanco un petit olivier de leur contrée ? Un arbre, c'était bien le moins qu'ils pouvaient lui offrir, alors qu'ils s'approprièrent à prendre leurs aises dans son jardin favori.

Car dans l'euphorie des vestiaires, les joueurs toulonnais riaient d'autant plus volontiers qu'ils n'avaient pas volé ce succès qui revenait de droit à un autre. Mieux, ils l'avaient mérité. Le Parc des Princes - supporters rouge et noir exceptés - n'avait eu d'eux que pour Blanco. La France ovale avait prié pour que lui soit accordée une dernière récompense, pour l'ensemble de son œuvre. Mais tout le monde avait oublié que la vérité du rugby ne se cache pas dans les symboles. Elle sort du choc rugueux des avant. Elle est lisible dans les tréjournées des trois-quarts. Et, samedi soir, le désir de voir le héros sanctifié n'a pas résisté longtemps à l'épreuve du jeu.

Dès la première mêlée, le principal était dit. La mystérieuse force basque, qui transforme le pacifique Pascal Oudart ou le facile Jean Condou en véritables bêtes humaines, n'agissait pas. Elle s'était évanouie devant l'envie, la puissance rouge et noir. Biarritz venait de perdre l'un de ses points forts. Le reste ne fut plus qu'affaire de patience toulonnaise. De tact aussi.

L'après-

Daniel Herrera

Les joueurs vairs avaient eu la délicatesse d'accorder à Blanco le vestiaire habituel de l'équipe de France. Comme pour s'excuser du tour qu'ils allaient lui jouer, ils eurent la courtoisie de laisser le doute planer une mi-temps, d'accorder à l'arrière le droit de briller de ses derniers feux. Ce fut une balle de rapine, mal déglagée par les Toulonnais, que Blanco transforma en or, en transperçant les lignes rouge et noir d'une de ses percées légendaires.

Ce fut surtout le paradoxe de voir le recordman des essais en équipe de France réhabiliter le geste fétiche des comptables du rugby moderne : le coup de pied.

Avec Blanco, une pénalité ne pouvait se transformer qu'en épique, en moment à la mesure de ses exploits passés. Celle qu'il a transformée d'une jambe alerte mesurait plus de 60 mètres, et a réussi à chavirer de bonheur le stade entier. En un singulier clin d'œil de l'histoire, le héros venait d'inscrire au pied ses derniers points au Parc des Princes. Le jeu pouvait reprendre son cours, et Toulon assier définitivement sa supériorité.

« Nous n'avons jamais pu prendre l'ascendant, pouvait regretter Serge Blanco. Pourtant nous n'étions pas venus pour nous contenter d'une belle apothéose, mais pour remporter le titre. C'est le rugby, et on ne peut pas choisir sa sortie. De toute manière, avec l'âge, je me dirai que nous avons perdu sur le fil. J'ajouterais cette finale. »

En retraçant l'épique de l'histoire du prodige français, les jeunes Toulonnais venaient, eux, d'écrire le premier chapitre d'un nouveau récit, malgré ou grâce au départ de leur barde-entraîneur, Daniel Herrera (le Monde du 26 mai). « Il y a deux mois, j'étais un inconnu perché dans une équipe au fond du gouffre, soutenu par le centre Jean-François Répon. Ce soir, je marque un essai et nous nous retrouvons champions de France sans avoir trop osé y rêver. » Aux côtés de l'arrière Patrick Teissie ou de l'ouvreur Yan Delaguerre, deux juniors qui passeront leur bac dans quelques jours, il est parvenu à donner une nouvelle image du jeu toulonnais. Désormais le ballon ne reste plus frileusement confiné dans les parages des regroupements, où le troisième ligne Eric Melville, force de la nature importée d'Afrique du Sud, continue à régner. Samedi soir, il circulait jusqu'aux ailes, où le culte des jeunes joueurs ressemblait à un hommage au talent de leur glorieux vis-à-vis.

« Il fallait que nous jouions bien pour que personne ne vienne nous reprocher d'avoir volé son titre à Blanco », reconnaissait Patrick Teissie. En ajoutant leur manière aux exploits de l'arrière basque, les Toulonnais venaient de réussir un autre miracle. Faire oublier l'espace d'une rencontre enjouée, l'indigence d'un championnat sans âme, reflet d'une baisse générale du niveau du rugby français.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Malgré l'appel à la clémence des autorités fédérales lancé par Serge Blanco, le troisième ligne international était encore suspendu pour une brutalement lors du challenge Yves-du-Manoir.

Le rugby et le tennis restent sur les chaînes publiques

Week-end sportif pour Hervé Bourges. Le président d'Antenne 2 et FR3 a profité samedi 6 juin de la finale du Championnat de France de rugby pour signer avec la Fédération française de rugby (FFR) un contrat d'exclusivité de trois ans concernant les rencontres organisées par la FFR en France : le Tournoi des Cinq Nations, notamment, et le Championnat de France. Cet accord concerne également les tournées étrangères dans le pays : les visites de l'Afrique du Sud et de l'Ar-

gentine en 1992, de l'Australie en 1993 et de la Nouvelle-Zélande en 1994.

Dimanche Hervé Bourges était à Roland-Garros où il a signé avec Philippe Chatrier un contrat d'exclusivité de quatre ans portant sur la retransmission des internationaux de France et de l'Open de Paris à Bercy. Le service public a acquis les droits des internationaux de Grande-Bretagne et diffusera les demi-finales et finales simple messieurs et simple dames.

Les résultats

CYCLISME	TENNIS
COUPE DU MONDE En battant le Français Marion Cignat, Jeanie Longo a gagné, samedi 6 juin, la finale de la Coupe du monde, disputée à Hyères (Var), le droit d'aller aux Jeux olympiques de Barcelone. Le directeur technique national, Lucien Bally, a annoncé la sélection de l'équipe de France que le 16 juin.	INTERNATIONAUX DE FRANCE FINALES Simple messieurs. - J. Cotter (E-U, n° 1) b. P. Korda (Tch., n° 7), 7-5, 6-2, 6-1. Simple dames. - M. Saks (You, n° 1) b. S. Graf (Aut., n° 2), 6-2, 3-6, 10-8. Double messieurs. - J. Hasek-M. Rosset (Sui) b. D. Adams (Aus.)-A. Olhovskiy (CEI), 7-6, 6-7, 7-5. Double dames. - N. Zvereva (CEI)-G. Fernandez (E-U, n° 2) b. A. Sanchez-C. Martinez (Esp., n° 4), 6-3, 6-2. Double mixte. - A. Sanchez (Esp.)-T. Woodbridge (E-U) b. L. McNeil-B. Shotton (E-U), 6-2, 6-3. Simple juniors garçons. - A. Pavel (Rou) b. M. Navratil (E-U), 3-6, 6-3. Simple juniors filles. - R. De Los Rios (Esp.) b. P. Suarez (Arg.), 6-4, 6-0.
TOUR DES ASTURIENS Le coureur espagnol Alex Zülle (Sui) a remporté dimanche 7 juin la troisième étape du Tour des Asturies à l'issue de la sixième et dernière étape courue entre Potes de Siero et Gijón et remportée au sprint par l'Allemand Uwe Raab (DMG). Au classement général, Zülle devance les trois premiers du podium de la dernière étape, son compatriote Tony Rominger et les Espagnols Jesus Montoya et Pedro Delgado.	

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5797

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

1. Mot en cage. - 2. Peu douloureux pour les jointures articulaires. - 3. Représentent un procédé de préparation des lentilles. - 4. Soufflet comme un bouff. A moitié rond. - 5. Symbole. Accompagne un cher absent. - 6. Très long ruban. - 7. A l'étranger. - 8. On les préfère fraîches. - 9. Nom donné naguère à la police nationale. - 10. Au début d'une parabole. Partie d'un « journal ». - 11. N'appartient guère qu'on fasse la fine bouche.

VERTICALEMENT

1. Leur omission répétée peut, à la longue, se faire sentir. - 2. Sculpteur. Ne coûte que par intermittence. - 3. Surface ou coquillage. On lui confie bien des secrets. - 4. Vide les facilités. Coule en Italie. - 5. Poudres. Jedis dressés par un scribe. - 6. Avec eux, on ne saurait prétendre qu'il n'y a pas malice. Figure biblique. - 7. Sur un sésame poire. En est donc réduit à solliciter. Abréviation. - 8. Les autres viennent souvent après. Est. Provoque de l'effusion sur les parvis (épée). - 9. Terme musical. Pousse des pointes. Va à la mer.

Solution du problème n° 5796

HORIZONTALEMENT

I. Franciscain. Ecot. - II. Lillo. Our. Usité. - III. Ass. Réelles. Vin. - IV. Tsar. Témérité. - V. Te. Unbu. Isolé. - VI. Ernie. Oser. - VII. Uvée. Su. Gufa. - VIII. Rio. Relieur. Ses. - IX. Sentiments. Vire. - X. Es. Tôt. Ah. - XI. Anes. Drapier. - XII. Issus. Cour. Gré. - XIII. Gols. Mer. Siment. - XIV. Nil. Allées. En. - XV. Eremites. Its. S.A.

VERTICALEMENT

1. Flatture. Ligne. - 2. Resser-vies. Soir. - 3. Alfa. Nôr. Asie. - 4. Ni. Ruée. Tenu. - 5. Cor. Ré. Réde. An. - 6. Emu. Sem. Mit. - 7. Sol. Boulet. Calé. - 8. Cultus. Inodores. - 9. Urde. Emetteur. - 10. Emir. Us. Aussi. - 11. Udes. Or. Apré. - 12. Es. Rose. Vie. Méu. - 13. Civil. Usinage. - 14. Otis. Fer. Umes. - 15. Tène. Assez l'ens.

GUY BROUTY

VOILE

Départ de la Transat anglaise en solitaire

Près de 400 embarcations ont salué dimanche 7 juin les 57 bateaux de la Transat anglaise en solitaire qui ont pris le départ de Plymouth (Grande-Bretagne) pour Newport sur la côte Est des Etats-Unis, une épreuve de 2 800 milles (5 185 km). Lotek Peyron, sur Fujicolor-II, a coupé en premier la ligne de départ suivi de Philippe Poupon, sur Fleury-Michon-XI, vainqueur de l'édition précédente, en 1989, et détenteur du record de la course en dix jours et neuf heures.

Dès le départ, le premier duel de cette transat a promis une course mouvementée. Le Français Laurent Bourgnon sur Pri-

maget est en effet venu se faufiler parmi les deux multicoques, prenant le tête au bout de quelques milles et se faisant repasser par Lotek Peyron.

Florence Arthaud, l'une des favorites de l'épreuve à bord de Pierre-1^{er}, a été parmi les derniers concurrents à la barre des multicoques à couper la ligne de départ. « Je ne prendrai aucun risque inutile de collision au moment du départ. J'ai des centaines de milles devant moi pour passer en tête », avait-elle expliqué. Sur les monocoques, le skipper de Cacolet-d'Aquitaine, Yves Parlier, devançait Bertrand de Broc sur Groupe LG.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lascoux, gérant directeur de la publication
Bruno Fresspat, directeur de la rédaction
Jacques Gélis, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amélie, Thomas Ferenzi,
Philippe Herrmann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 93852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

MOTO

1992-93

SAMEDAY 6-JUNE 1992

5 10 12 14 20 45 8

1992-93

6

1992-93

6

1992-93

6

1992-93

6

1992-93

6

1992-93

6

1992-93

6

1992-93

6

1992-93

6

1992-93

6

1992-93

6

1992-93

6

1992-93

6

ÉCONOMIE

Les Républiques de l'ex-URSS veulent introduire des monnaies nationales

BILLET

L'Etat
« coordinateur »
industriel ?

M. Dominique Strauss-Kahn voudrait-il transformer la politique industrielle que le premier ministre avait parue entretenir ? Dans sa déclaration de politique générale, le 11 avril, M. Strauss-Kahn n'avait pas eu un mot pour la politique industrielle. Le nouveau ministre de l'Industrie, M. Edith Cresson, n'avait pas non plus parlé ni du remodelage des entreprises publiques, ni de la politique de filières, ni de priorités stratégiques. Pas une remarque pour les grands secteurs comme la création de la Thomson CEA Industrie ou l'alliance Bull-IBM, ni un plan par le départ précipité de son prédécesseur, M. Edith Cresson. Priorité, désormais, à la monnaie, à la balance des paiements, à l'environnement de l'entreprise dans une économie plus conforme au libéralisme du grand marché européen et à la privatisation.

Dans l'entrevue accordée à *l'Express* britannique *Financial Times* - un choix symbolique pour une revue qui a d'un coup d'un coup libéralisé l'angle-saxon - M. Strauss-Kahn s'éloigne de la conception traditionnelle de l'Etat coordinateur. « Ma conviction personnelle est que nous vivons la dernière partie de la phase d'Etat d'urgence qui a commencé en 1970 », y explique le ministre français de l'Industrie et du Commerce extérieur. « Les années 80 étaient dominées par (...) la régulation financière, les années 90 seront celles de l'intervention des Etats dans l'industrie, de la même façon qu'ils l'ont faite dans le secteur des services », poursuit M. Strauss-Kahn, ajoutant : « comme des régulateurs mais dans des conditions nouvelles. Un mot, aujourd'hui, intervient inattendu. Comme nous bien entendu le clou, le ministre s'interroge à haute voix : « Pourquoi l'Etat devrait-il être plus passif qu'un entrepreneur privé ? Il peut réussir ou pas, mais ce n'est pas son interventionnisme qui est en cause. Ce qui est en cause, c'est d'essayer de gérer sans mieux le mieux possible. La remarque s'adresse, sans aucun doute possible, à Bush, qui a la réputation de n'avoir cessé, sous son régime, de mener une autre, de mener les grands chefs de la Cresson. Mais au-delà, à la suite du grand renouvellement des FOC des entreprises nationales, elle sonne comme un rappel d'une autre politique qui n'est plus celle qui est toujours restée au sein du Parti socialiste.

PIERRE-ANGEL RAY

Les responsables ukrainiens sont divisés sur l'avenir des coupons

Plusieurs Républiques de l'ex-URSS ont exprimé leur volonté d'introduire des monnaies nationales en remplacement du rouble. Dès janvier, pour faire face à la pénurie de billets de banque et tenter de protéger son marché intérieur, Kiev a introduit des « coupons », dont l'usage s'est progressivement étendu à pratiquement tous les paiements et selon les responsables du pays, généralisés en juillet. Plus récemment, la Lettonie a mis en circulation des nouvelles coupures, de même que la Biélorussie. En Ukraine comme dans les autres régions de l'ex-URSS, ces mesures ne rassemblent pourtant guère à la création de véritables monnaies nationales.

KIEV

correspondance

Aux abords du TSOUM, le grand magasin de Kiev, c'est par dizaines qu'on se presse pour échanger de l'argent avec des inconnus. Le pro-

phène n'y verrait qu'un haut lieu du marché noir des devises. Or, ce ne sont pas des monnaies occidentales qui y sont recherchées mais tout simplement des roubles. « Un coupon, un rouble », glisse discrètement un homme au passant qui le croise. Un autre porte un écriteau autour du cou : « J'achète des roubles ».

Depuis que le gouvernement a introduit, il y a cinq mois, des coupons renouvelables pouvant servir d'unité de compte et de paiement, le rouble est voué à une véritable ascension en Ukraine. Initialement, les coupons - imprimés en France - (le Monde du 11 février) avaient été conçus pour être utilisés parallèlement au rouble, afin de protéger le marché domestique ukrainien des achats étrangers et aussi pour pallier la pénurie de roubles. Aujourd'hui, il y a deux fois plus de coupons que de roubles en circulation dans le pays, source d'une grande confusion monétaire et d'un débat féroce entre le gouvernement, le Parlement et la banque centrale.

Les Ukrainiens touchent la totalité de leur salaire en coupons même si, dans certains cas exceptionnels, jusqu'à 30 % de leur rémunération peut être encore versée en roubles : or, le coupon n'a pas les attributs d'une

véritable monnaie. Le phénomène des coupons est jugé désastreux. Pour M. Victor Pynsenyk, directeur adjoint du Conseil économique, « le coupon fut une expérience horrible. La plus grosse erreur du gouvernement a été de ne pas avoir immédiatement éliminé le rouble ». M. Pynsenyk et ses amis du Conseil ont été les instigateurs du plan économique ukrainien présenté au Parlement en mars et qui plaide pour une substitution complète du rouble par les coupons afin de sortir l'Ukraine de la zone inflationniste du rouble.

En attendant
la « grivna »

En fait, l'Ukraine ne s'est pas donnée les moyens de créer une véritable monnaie nationale, c'est-à-dire un instrument liquide et géré sur des réserves. « Nous aurions dû préparer des projets, et au lieu de cela, nous avons un kilo de papier perdu », se plaint M. Pynsenyk, désignant des piles de dossiers inutilisés.

Le Conseil continue de plaider pour une « coposition » complète de l'Ukraine, jusqu'à la mise en circulation de la nouvelle monnaie, la grivna. La Banque nationale, de son côté, y est résolument opposée. « Le

coupon n'est pas une monnaie, avoue M. Georges Ioutchychyn, son vice-président. Si les gens avaient compris cela dès le début, les choses en auraient été simplifiées. Mais ils ont commencé à penser que l'on pouvait attribuer au coupon une vertu supplémentaire, et que, d'une certaine manière, on pourrait éventuellement créer une monnaie indépendante. Qui dit coposition totale, poursuit M. Ioutchychyn, dit trahir le coupon comme une monnaie.

« L'Ukraine n'aura pas sa propre monnaie, que ce soit le coupon ou la grivna, avant que des conditions précises ne soient respectées : ce qui veut dire, être membre du FMI, avoir un fonds de stabilisation des changes et créer une véritable unité de la banque centrale. Même si la grivna doit arriver cet été du Canada, elle est imprimée, on ne s'attend pas à ce qu'elle soit mise en circulation avant la fin de cette année ou même le début de l'année prochaine ».

En attendant, le coupon continuera à être l'office de principal moyen de paiement sur le marché intérieur de l'Ukraine, tandis que le rouble servira surtout son commerce international, y compris le commerce avec la Russie. « C'est une situation unique, avoue M. Pynsenyk, que la ph-

part des experts occidentaux ne peut comprendre. Nos entreprises vendent leur production contre des roubles, et, dans leur comptabilité, ce sont des roubles qui apparaissent ; or, la banque leur donne des coupons pour payer leurs salaires ».

Si l'Ukraine veut conserver une balance commerciale équilibrée, elle devra impérativement augmenter ses exportations vers la Russie. A l'heure actuelle, elle achète plus qu'elle ne vend, ce qui vide ses réserves de roubles.

Tout cela n'empêche pas les autorités bancaires de se déclarer pleinement satisfaites de ce qu'elles appellent « le succès du coupon ». Le coupon s'échange à un taux égal au rouble et permet de faire face à la hausse des prix, alors que d'autres régions de l'ex-URSS sont actuellement confrontées à de graves pénuries de liquidités. « Quant à ceux qui arguent l'entrée du TSOUM, l'Ukraine n'a pas de banque, elle n'a pas de monnaie, elle n'a pas de roubles, et coupons ».

ROMA IGHMATOVITCH

Pour la seconde année consécutive

Les investissements japonais à l'étranger ont baissé en 1991

Les Japonais « n'achètent plus le monde » : pour la seconde année consécutive, leurs investissements à l'étranger ont diminué. Ils se sont élevés à 41,6 milliards de dollars au cours de l'année fiscale 1991 (qui s'est achevée le 31 mars), enregistrant un recul de 2,2 % par rapport à 1990, vient d'annoncer le ministère des Finances.

TOKYO

de notre correspondant

La répartition des investissements japonais par zones géographiques fait apparaître une décroissance d'environ 30 % dans les flux en direction des Etats-Unis et de l'Europe, ainsi que ceux destinés à l'Asie émergente et au développement plus faible (-16 %). Loin de se redresser, la tendance au recul des investissements à l'étranger est confirmée par

les statistiques d'avril qui indiquent une diminution de 41 %. La volatilité du yen s'est traduite par une forte exportation de capital japonais au cours des cinq années qui ont suivi les accords du Plaza de 1985. Délocalisation de la production, implantations sur les marchés américains et européens et prises de position des institutions financières à l'étranger ont été les principaux motifs de cette exportation massive de capital.

Effet de la période exceptionnelle de croissance connue que la banque a connue au cours de la seconde moitié des années 80, cette avancée du capital japonais à l'étranger avait suscité des réactions alarmistes aux Etats-Unis et en Europe : cette vague avait néanmoins, elle aussi, un caractère exceptionnel. Le développement de la bulle monétaire, alimentée par les spéculations boursières et immobilières, engendrait aujourd'hui un phénomène de contraction des flux de capitaux japonais à l'étranger qui, bien qu'il

reste encore substantiel, risque d'être ressenti négativement par les pays receveurs.

Les investissements en Europe, en particulier, enregistrèrent une chute importante (-34,4 %) pour s'élever à 9,3 milliards de dollars dans la Grande-Bretagne a reçu un tiers. Par rapport au total des investissements japonais à l'étranger, la part de l'Europe régressa de 25 % à 22 %. En revanche, la part de l'Asie, où les investissements industriels restent importants, passa de 12 % à 14 %. Dans la région, le potentiel des investissements étrangers japonais demeure soutenu, souligne le département de la recherche de la Banque industrielle du Japon, confirmant une « tendance lourde » à la délocalisation de la production.

Dans son analyse, le ministère des Finances fait valoir trois facteurs expliquant ce recul : les stratégies de rationalisation des entreprises à l'étranger sont ralenties ; le ralentissement économique incite celles-ci à consolider leurs positions plus qu'à

acquiescer de nouvelles ; enfin, la morosité conjoncturelle et le « cloyer » de l'argent dissuadent les industriels d'investir au-delà du strict nécessaire.

Globalement, les investissements industriels japonais à l'étranger se chiffrent à 12,3 milliards de dollars (-20,5 %) et les investissements hors production à 29,3 milliards (-29 %). Cette dernière baisse s'explique par la chute des investissements dans les services et les installations touristiques (-32 %) et dans les domaines des assurances et de la finance (-36,2 %).

En sens inverse, les investissements directs étrangers au Japon sont en progression : ils se sont élevés au cours de l'année fiscale 1991 à 4,3 milliards de dollars, enregistrant une augmentation de 32,2 %. La part des Américains dans ce total s'est encore accrue, pour passer de 29 % à 48,3 %. Ils sont suivis par les Canadiens, les Britanniques et les Hollandais.

PHILIPPE PONS

Des experts nippons dénoncent les pratiques commerciales des Etats-Unis et de l'Europe

Concurrence déloyale

Un groupe d'experts japonais du MITI (ministère du Commerce international et de l'Industrie), un rapport dénonce les pratiques commerciales déloyales américaines et européennes. Ce rapport a été rendu public au moment où se tenait à l'Université de Tokyo, une rencontre internationale des ministres du Commerce extérieur des pays industrialisés visant à débattre les négociations de l'Uruguay Round. Chaque année,

le représentant du commerce de l'administration américaine rend public un rapport consacré aux griefs commerciaux des Etats-Unis à l'endroit de ses partenaires. La CEE, généralement accusée de pratiques déloyales, publie régulièrement son propre rapport. Dans celui du Japon - qui enregistre des déficits commerciaux récurrents - on trouve sous le jour, notamment les Etats-Unis de violer fréquemment les règles de commerce

conduite du commerce international définie par le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). L'administration américaine exige notamment des restrictions d'importations, notamment en matière de Japon, de pratiquer le dumping (concurrence déloyale par l'abaissement des prix à l'exportation). Quant à la CEE, elle impose des restrictions quantitatives à l'importation, en particulier dans l'automobile.

EN BREF

La banque Paribas pourrait procéder à 96 licenciements. Selon la CFDT, la banque Paribas devrait annoncer, pour la première fois de son histoire, 123 suppressions de postes dans ses agences en France, qui pourraient se traduire par 96 licenciements économiques. Ce plan de restructuration sera présenté au cours d'un comité central d'entreprise le 15 juin et pourrait déboucher sur la fermeture de 10 agences à Paris et en province et la transformation de 6 autres agences en délégations commerciales. La direction de la banque se refuse à tout commentaire avant la réunion du comité central d'entreprise.

La SNECMA prévoit de supprimer 800 postes de plus en 1993. La Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA) a l'intention de procéder en 1993 à 800 suppressions de postes, après avoir réduit ses effectifs de 300 personnes en 1991 et de 500 personnes en 1992, du fait de la crise des activités aéronautiques civiles et militaires. Ce projet, annoncé au comité central d'entreprise (CCE) le 5 juin, fera l'objet d'un plan social détaillé. On assure toutefois à la direction que ce plan « reposera comme les précédents uniquement sur le volontariat » (départs à la FNE, aides à la formation et à la reconversion, recours à temps partiel).

Fondatrice de la société de prêt-à-porter Escada

La styliste Margaretha Ley est décédée

Margaretha Ley, fondatrice en 1976 du groupe de prêt-à-porter féminin Escada, est décédée jeudi 4 juin d'un cancer à l'âge de cinquante-six ans. La styliste d'origine allemande avait été modèle pour Christian Dior, avant de créer son propre label. Elle s'était mariée avec un homme d'affaires allemand, aujourd'hui numéro deux européen du prêt-à-porter féminin avec les marques Escada, Schneberger, Kemper, Laund, Carpi et Crisca. La disparition de celle qui symbolisait depuis quelques années le renouveau du prêt-à-porter allemand intervient alors que le ralentissement de ses activités. Le bénéfice net a baissé à 45 millions de deutschemarks (153 millions de francs) pour l'exercice 1990-1991, contre 58 millions de deutschemarks (197 millions de francs) l'année précédente. Et, pour la première fois, le chiffre d'affaires des collections d'automne de cette année devrait être de 5 à 7 % inférieur à celui de l'an dernier.

Aux journées nationales de médecine du travail

Une enquête sur le vieillissement

NANTES

de notre correspondant

Au cours des 22 journées nationales de médecine du travail, qui viennent de s'achever à Nantes, les 111 congressistes ont pris part à une enquête sur le vieillissement pouvant conduire à la prévention particulière des entreprises. Une première en France au-delà de nos frontières. En effet, lorsque l'idée a germé en 1988, les responsables du travail à Nantes qui ont lancé l'enquête n'avaient rien dans la littérature médicale qui puisse répondre à la question : comment mesurer le vieillissement existant entre âge, santé et travail ?

M. Annie Touranchet, inspecteur du travail à Nantes, pilote l'étude baptisée ESTEV (enquête santé, travail, évolution), qui porte sur des cohortes

salariés, masculins et féminins, nés en 1938, 1943, 1948 et 1953, soit un total de 22 000 personnes de toutes professions tirées au sort dans huit régions françaises par 190 médecins du travail. Interrogés une première fois en 1990, ces personnes seront revistées en 1995.

Cette méthode, précise M. Touranchet, permet de faire mesure. On compare actuellement des sujets dont la différence d'âge est de cinq ans, c'est-à-dire instructif. Dans cinq ans, l'effet génération sera effacé, on pourra comparer deux générations différentes sur le même sujet. Les premiers résultats, commentés au congrès de Nantes, sont effectivement pleins d'enseignements. Exemple : les troubles du sommeil. A cinquante-deux ans, 2 personnes sur 10 sont atteintes de troubles du sommeil, ce qui est préoccupant car il est concerné par cette affection. L'étude ESTEV surtout

l'augmentation avec l'âge du nombre de ces troubles. Autre enseignement : les personnes travaillant en horaires décalés, ont des proportions plus importantes de troubles du sommeil. Les hommes de cinquante-deux ans, 65 % ont des troubles du sommeil, contre 55 % chez les femmes. Les conditions de travail (travail de nuit) ont un lien évident avec les troubles du sommeil. ESTEV jette un regard objectif sur le triptyque santé-travail-âge.

L'étude porte aussi sur les troubles, l'alcool, le tabagisme. « Notre liste de responsables de la santé publique », ajoute à ce propos M. Touranchet, « que les travailleurs et les autres acteurs de leur vie ont leur part à jouer dans l'entreprise. C'est pourquoi nous maintenons à l'entreprise de faire évoluer les conditions de travail pour intégrer les salariés ».

YVES ROCHONGAR

Le CNPS appelle les professions de santé à une journée de grève

Le conseil d'administration du Centre national des professions de santé (CNPS) a lancé, samedi 6 juin, un appel pour une journée de fermeture de tous les cabinets et offices le jour où le projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé sera soumis en deuxième lecture à l'Assemblée nationale. Invitant tous les professionnels de santé à répondre à cet appel, le CNPS a son mot d'ordre, le CNPS a indiqué qu'il pourrait organiser une manifestation de « grande envergure » à l'automne si le texte était définitivement adopté.

De son côté, la Fédération française des médecins généralistes (MFG France) a déploré, dimanche 7 juin, « l'orientation du gouvernement, dénonçant notamment l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution qui a permis au projet de loi, en l'absence d'une motion de censure déposée par l'opposition, d'être adopté sans vote samedi 6 juin à l'Assemblée nationale.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTLLundi 8 juin :
Le Judo de Pontchâteau
étant fermé,
il n'y a pas d'émission.Mardi 9 juin :
Annie Marie Leroy,
directrice des affaires générales,
internationales et de la
coopération au ministère de
l'éducation nationale.

ÉCONOMIE

Grâce à sa restructuration

La compagnie néerlandaise KLM a opéré un net redressement

AMSTERDAM

de notre correspondant

Au cours de l'exercice ayant cours du 31 mars 1991 au 1^{er} avril 1992, KLM a opéré un net redressement, dégageant un bénéfice net de 375 millions de francs contre une perte de 1,89 milliard de francs à la clôture de l'exercice précédent. Ce déficit record, en rupture avec treize années consécutives, englobait une grosse enveloppe (900 millions de francs) de frais de restructuration... qui ont porté leurs fruits.

Depuis l'automne 1990, date du lancement d'un programme triennal de maîtrise des coûts, la compagnie aérienne néerlandaise a supprimé 500 emplois sur un total de 28 660 (au 31 mars 1991), a vendu 7 de ses 66 appareils et a sous-traité un nombre d'activités, tels la restauration ou l'entretien. Les charges de l'entreprise ont ainsi redevenues inférieures à ses revenus, qui ont bénéficié d'une progression du trafic passagers (8 %) et du fret (5 %). La baisse du prix des carburants (7 %) est le facteur auquel la KLM attribue l'amélioration sensible de sa situation, même si elle considère que l'année 1991 a été mauvaise pour le transport international.

Malgré cette performance, le transporteur néerlandais n'est pas dépourvu de tout souci. Ses possibilités de croissance autonome étant limitées, il a voulu assurer son expansion « au tour extérieur », en prenant des participations dans les compagnies britanniques Air UK (14,9 %), américaine Northwest Airlines (20 %) et française Air Littoral (35 %). Mais, pour l'instant, ces investissements dits « stratégiques » lui coûtent de l'argent. La KLM n'a pas précisé le détail de ce qu'elle appelle « perte importante », le solde de ses participations (elle détient par ailleurs 25 % de Martinair et 30 % de Transavia) est négatif pour 495 millions de francs.

Soucieuse « d'améliorer cette situation », qui, selon certains commentateurs de presse néerlandaise, constitue une bombe à retardement, la KLM a « mis » entre autres, de l'argent dans Air Littoral pour un montant de 327 millions de francs. Le plan d'investissement, rendu public en février, prévoit notamment une restructuration du réseau, une meilleure gestion de la capacité de transport et un abaissement des coûts de production. L'objectif est de faire sortir Air Littoral du rouge au cours de l'exercice en cours.

CHRISTIAN CHARTIER

Déclarant ne pas être « sur la paille »

M. Tapie réaffirme sa confiance dans Adidas

Stimulé depuis son départ, le 23 mai, du gouvernement, M. Bernard Tapie a mis à profit le long week-end de la Pentecôte pour effectuer un retour remarqué dans les médias. Pour défendre l'état de santé de son groupe et confirmer ce que la représentation des intérêts du groupe Bernard Tapie Finances (BTF) au conseil de surveillance d'Adidas, M. Gilberte Beaux, avait entendu : l'ancien ministre de la ville choisira entre la politique et les affaires avant la fin du mois (le Monde du 2 juin).

S'exprimant tour à tour sur France-Info et RTL, M. Tapie a

affirmé, au lendemain de l'annonce d'une perte de 253 millions de francs de BTF (le Monde du 4 juin), « n'être pas sur la paille ». « D'alerte rouge » ni la « descente aux enfers », a assuré l'ancien ministre soulignant que les pertes de BTF étaient dues à des provisions de dépréciation de l'actif en 1990. Une perte, selon lui, « toute théorique » qui n'est pas du fait d'une « exploitation ».

M. Tapie a réaffirmé sa confiance en Adidas, le groupe de sport dont il contrôle 55 %. « S'il est estimé, a-t-il estimé, « est beaucoup

plus riche qu'en 1991. le conseil d'administration a décidé de rembourser l'anticipation l'intégralité de la somme à échéance au 1^{er} août. C'était plutôt une bonne nouvelle, a-t-il ajouté, après avoir observé que l'analyse de la Bourse était d'être d'être : l'action BTF est montée, vendredi 4 juin, à 148,50 francs, et qui ne lui avait pas arrivé depuis le début de l'année ».

Interrogé sur le plan social en matière de licenciements (plus de 100 suppressions d'emplois sur 1710), M. Tapie a affirmé que

la restructuration était prévue depuis quatre ans et qu'on avait essayé de la retarder au maximum. Il faudra, a-t-il assuré, « traiter les gens » a-t-il assuré, en évoquant la possibilité de trouver des compensations pour les personnes concernées.

Il a déclaré qu'il retirait de la politique, l'ancien ministre reprenant la présidence du conseil de surveillance actuellement déléguée à M. Beaux et préparant les Jeux olympiques de Barcelone, l'un des principaux sponsors.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES

PARTICIPEZ AU SUCCES BOUYGUES

Depuis 40 ans, Bouygues s'adapte aux marchés, France comme à l'international. Aujourd'hui, le Groupe dispose d'atouts décisifs : la qualité de ses dirigeants, l'état d'esprit de ses collaborateurs, la réussite de sa diversification et de son implantation internationale, sa rigueur de gestion, sa solidité financière.

Demain, nous poursuivons nos développements dans nos métiers de base et sur de nouveaux marchés : fort potentiel.

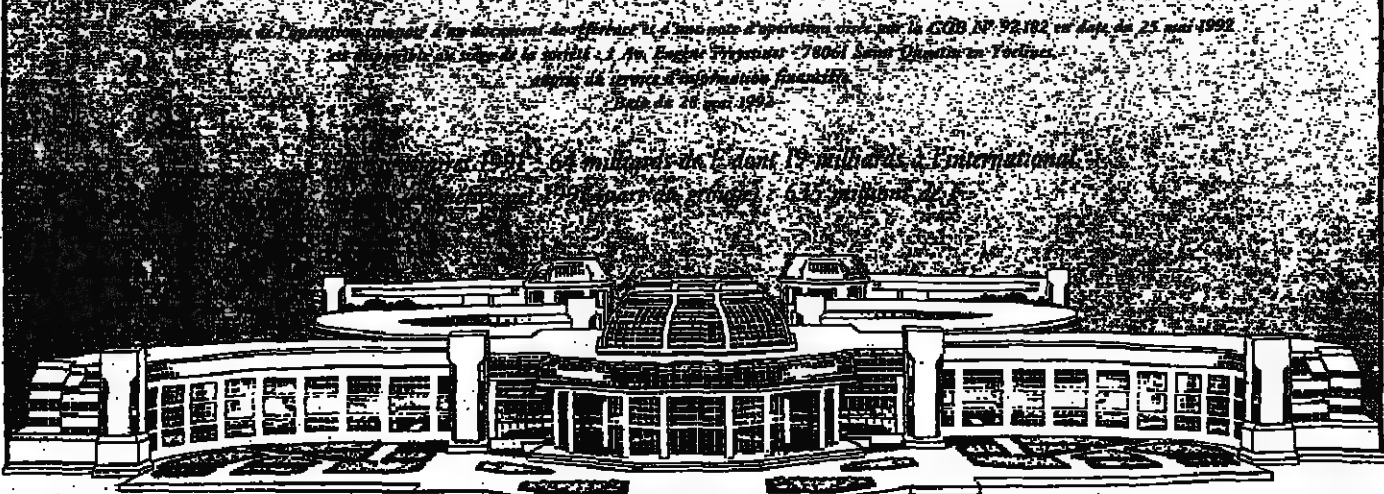
H.3712
MARTIN BOUYGUES

AUGMENTATION DE CAPITAL 1 MILLIARD DE FRANCS

par l'émission de 1 712 000 actions nouvelles de 50 F nominal.

Tranche internationale :	492 000 actions.
Tranche française :	1 220 000 actions.
Prix d'émission :	610 F par action.
Jouissance :	1 ^{er} janvier 1992.

Les actionnaires et les porteurs de certificats d'investissement bénéficient d'une priorité de souscription de 28 mai au 11 juin 1992 inclus à raison d'une action nouvelle pour 14 actions et/ou certificats d'investissement possédés. A compter du 12 juin 1992, le solde des actions de la tranche française sera réparti d'un placement public en France et sera clos sans préavis de plus tard le 16 juin inclus.



COMMUNICATION

Stratégie européenne pour la TVHD

La décision sur le soutien à apporter à la norme D2 Mac est reportée à novembre

BRUXELLES

(Communauté européenne)

de notre correspondant

L'incertitude règne encore sur la télévision à haute définition (TVHD). La plupart des ministres des Douze chargés des télécommunications, réunis vendredi 5 juin à Luxembourg, étaient plutôt favorables au plan de la Commission européenne d'accorder pour les cinq prochaines années à venir 400 millions d'euros (6 milliards de francs) à la promotion de la norme européenne de transmission D2 Mac et à la production de téléviseurs de format 16/9 (le Monde du 15 avril 1992). Mais l'opposition du Royaume-Uni a écarté un tel effort financier des Douze. La décision a été reportée à la prochaine rencontre ministérielle de novembre, après la prise de position du Parlement européen, sous présidence britannique.

Récemment les Douze ont adopté une directive favorisant l'introduction progressive de la norme D2 Mac, développée au sein du programme Eureka par un consortium d'industriels européens conduits par Thomson, Philips et la finlandaise Nokia. Le D2 Mac est une norme intermédiaire qui préfigure elle-même le HD Mac, norme européenne de TVHD, qui doit être commercialisée en 1995-1996. Renoncer à D2 Mac compromettrait les chances de cette norme européenne, concurrencée par la technologie japonaise ou américaine.

La directive prévoit qu'en 1995 les nouveaux services de télévision par satellite devront obligatoirement être diffusés en D2 Mac. La production des récepteurs de format 16/9, conçus pour le D2 Mac, devrait y répondre. Le succès de la norme européenne dépend de l'effort des acteurs de la fibre et l'objectif du plan de soutien consiste précisément à les y encourager : 60 % des crédits disponibles devraient être affectés aux chaînes de télévisions, 15 % aux câblo-opérateurs et 25 % à l'industrie des programmes.

Le budget européen prendrait ainsi en charge le surcoût que représente l'utilisation de D2 Mac par rapport aux normes actuelles, PAL et SECAM. La « masse critique » qui éviterait le « bricolage » est de 600 millions d'euros, soit 4,2 milliards de francs.

M. Filippo Maria Pandolfi, vice-président de la Commission compétente, souhaite toujours que les différents professionnels, par un accord sur le Memorandum d'Understanding, s'engagent de manière non contraignante à introduire progressivement le D2 Mac puis le HD Mac.

PHILIPPE LEMAÎTRE

FR 3 réduit son déficit en 1991

FR 3, la deuxième chaîne de télévision du service public, a annoncé vendredi 5 juin un résultat 1991 déficitaire de 29 millions de francs pour un chiffre d'affaires qui avoisinait les 4 milliards de francs. L'année précédente, FR 3 avait enregistré une perte de 179 millions de francs. Cette nette amélioration du résultat, qui tient compte d'un changement dans la comptabilisation des stocks de programmes, est due à la compression des effectifs consécutive à la mise en œuvre d'un plan de réorganisation, à un « contrôle rigoureux » des dépenses et à une hausse des recettes publicitaires. A la fin de 1992, près de 485 postes salariés devraient être supprimés.

Selon le communiqué de la chaîne, le redressement financier a eu lieu « sans porter atteinte ni à l'image et à la qualité des programmes de la chaîne ni à son audience moyenne qui a continué à croître en 1991 pour atteindre 11,3 % de part de marché sur l'ensemble de la semaine ». Pour FR 3, comme pour les autres chaînes de télévision, les premiers mois de 1992 ont été fastes au plan financier : la progression des recettes publicitaires s'est poursuivie au-delà des prévisions. Preuve que sur ce point la disparition de La Cinq n'a pas fini de faire sentir ses effets positifs.

MARCHÉS FINANCIERS

TOKYO, 8 juin

Nouvelle baisse

Les séances se suivent et se ressemblent à la Bourse de Tokyo qui après avoir baissé la semaine dernière perd encore du terrain lundi 8 juin. Une petite reprise en fin de journée a toutefois permis au Nikkei de limiter les dégâts puisqu'après avoir cédé jusqu'à 2 % l'indice Nikkei n'effrite plus en clôture qu'un repli de 0,76 % (124,98 points) à 17 655,06 points.

Au dire des opérateurs, ce sont à nouveau les activités d'arbitrage avant l'échéance vendredi du contrat à terme de juin sur l'indice Nikkei qui ont provoqué la chute du marché. L'acheteur est resté faible avec environ 170 millions d'actions échangées.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

Le Monde

Veau rose contre veau blanc



Autour de Rôdez, quatre-vingts éleveurs sont regroupés pour produire une velle viande de veau, plus rose et plus naturelle que ses concurrentes. Un pari réussi : le chiffre d'affaires double tous les trois ans.

page 18

La deuxième prophétie du Club de Rome



«Heute à la croissance, il y a vingt ans, le Club de Rome soulevait avec ce rapport un tollé mondial. Précurseur de la vague écologiste, l'organisation, retombée dans l'anonymat, tente aujourd'hui un retour.

page 21

La crise du monde rural



Conçue il y a vingt-six ans, la politique agricole européenne, devenue inadaptée, devait être réformée. Mais cette nouvelle PAC ne permet plus à la France de faire l'économie d'une vraie politique agricole.

page 22

MODE D'EMPLOI 18
Humour, par Josée Doyère : Lucile et la vacataire. La cote des mots : Télé-sachet. Bloc-notes. Lois et décrets

ACTUALITÉ 19
Pessimisme automobile.

PERSPECTIVES 20 et 21
Le défi réussi de Manuël. Une nouvelle génération de coopératives.

OPINIONS 22 et 23
Comment l'impôt pénalise la terre. Livres : Une ténelle ambiguë. Notes de lecture. Revues.

CONJONCTURE 24
L'emploi : La tertaire à la rescousse. L'Asie du Nord : La question du libéralisme. Le Japon : Crise en trompe-l'œil. L'aluminium : L'inconnue de l'Est.

L'ÉCONOMIE

L'empereur des images

Hiroaki Shikanai, patron du groupe Fujisankei est le plus mystérieux des magnats des médias et aussi l'un des plus puissants

TOKYO
de notre envoyée spéciale

L'homme qui se confie ainsi est le plus mystérieux des magnats de l'audiovisuel et des médias, et pourtant l'un des plus puissants. Il s'appelle Hiroaki Shikanai. Il a quarante-sept ans (autant dire l'âge d'un galopin dans un pays comme le Japon où l'âge des PDG dépasse souvent quatre-vingts ans), le sourire chaleureux, le blazer élégant. Et il dirige le groupe Fujisankei qui se classe allégrement dans le club des cinq grands.

Annick Cojean
Lire la suite page 20

L'Allemagne dans la spirale des coûts



Après des mois de conflits ponctués de grèves spectaculaires, la paix sociale est revenue outre-Rhin. Mais son prix est élevé. Les sacrifices consentis par le patronat et l'Etat se traduiront par une hausse des salaires qui alimente l'inflation. L'Allemagne pourrait

s'engager ainsi dans une spirale d'autant plus dangereuse qu'elle est déjà le pays où le coût global du travail est le plus élevé du monde. Doit-elle craindre la perte de sa compétitivité ?

Lire page 19 l'article d'Eric Le Boucher

Bruxelles redécouvre l'industrie

Devant la concurrence américaine ou japonaise la Commission européenne propose aux Douze une politique de soutien à la compétitivité des entreprises

BRUXELLES
de notre correspondant

Il n'existera pas d'Europe indépendante, d'Europe influente, avec une industrie en déclin. A quel service servirait-il de se doter d'une monnaie unique, de prétendre parvenir à une politique étrangère et de défense commune, si la base industrielle fait défaut ? Les usines demeurent parmi les vrais attributs de la puissance.

Fort de cette conviction et oubliant les timidités du chapitre industriel des accords de Maastricht, la Commission européenne, dans ses récentes propositions budgétaires pour les cinq années à venir, a invité les Douze à mettre en œuvre une politique de soutien à la compétitivité et à la dotation de moyens financiers importants. Jacques Delors a souligné devant le Parlement européen que le fondement de cette démarche, dont il est le principal artisan avec Martin Bangemann (vice-président de la Commission chargé des affaires industrielles), était encore plus politique qu'économique : il en va, a-t-il affirmé, du « destin » de la Communauté.

La stratégie proposée par le président de la Commission est le fruit d'un double constat et d'une expérience.

Premier constat, le Marché unique, c'est-à-dire la suppression des barrières entravant encore les échanges, ne suffit pas pour donner aux entreprises de la CEE le tonus qui leur permettra d'affronter avec succès la concurrence américaine ou japonaise. Les politiques d'accompagnement mises en œuvre depuis 1987, en particulier les efforts accomplis au niveau européen en faveur de la recherche, sont trop modestes pour combler

cette lacune. Deuxième constat, la majorité des États membres, l'Allemagne et la Grande-Bretagne notamment, sont allergiques à l'idée d'une politique industrielle « à la française ». Hostiles à tout dirigisme, ils ne veulent pas entendre parler d'interventions sectorielles.

DÉTONATEUR L'expérience est le demi-échec des efforts de la Commission, à la suite de la réunion de Sautou, en avril 1991, pour sauver une électronique européenne en pleine détresse, en favorisant les regroupements et les coopérations entre les principaux groupes de la CEE : le projet le plus ambitieux qui visait à rassembler les forces des trois principaux fabricants européens de semi-conducteurs n'a pas abouti.

« Sautou a été le détonateur », estime cependant un collaborateur de Jacques Delors. Sans renoncer à parer des rapprochements entre groupes européens, la Commission a compris que les industriels donnaient eux-mêmes la préférence à une approche plus différenciée pouvant impliquer des partenaires extérieurs à la CEE. Bref, qu'il lui fallait imaginer une stratégie plus complexe.

Tel est l'objet de la politique de soutien à la compétitivité qui est maintenant proposée : visée du marché, mais ne devant pas bénéficier exclusivement à un nombre limité d'entreprises plus ou moins présélectionnées, elle serait acceptable pour les « libéraux », avocats de ne pas laisser la concurrence.

Philippe Lemaître
Lire la suite page 21

L'homme du tournant indien

Manmohan Singh, ministre des finances, conduit depuis un an la déréglementation de l'économie indienne. Il assure que le mouvement est irrésistible

NEW DELHI
de notre envoyé spécial

« Le processus de réformes, de dérégulation et de libéralisation, que nous avons lancé le 24 juillet dernier, est, à mon avis, irréversible. » Le ministre des finances Singh, qui a rejoint New-Delhi quelques jours après la réunion à Paris du sommet de pays en d'institutions chargées de l'économie de l'Inde, a été surnommé « l'empereur de l'économie indienne ».

Et, de fait, c'est bien cet homme, en charge depuis le début du gouvernement du parti politique du premier ministre Narasimha Rao, a décidé de tout dans son domaine : l'autorisation de prises de participation étrangères majoritaires dans les entreprises locales, c'est lui ; la suppression des licences pour la création, l'extension, la modification d'une entreprise industrielle, c'est lui ; l'importation de biens d'équipement, c'est lui ; l'abaissement des barrières douanières, c'est lui ; l'introduction d'une partie convertible de la roupie et la libéralisation du marché de l'or, toujours lui ; et aussi l'ouverture au secteur privé de pans entiers de l'économie jusque-là réservés au mastodonte public, et l'annonce de décrets du déficit fiscal.

Tout de blanc vêtu jusqu'au turban de ses collègues riches, portant noblement un cinglant-neuf ans derrière ses lunettes d'éclair et sa barbe rouillée dans le traditionnel fillet, affable mais d'évidence très sûr de lui, Manmohan Singh n'est plus à

présent solliciter des investisseurs internationaux en quoi, contraint et forcé, il avait dû se convertir l'été dernier, lorsqu'il avait repris « à la volée » les rênes d'une économie en quasi faillite. La confiance qu'il a su inspirer n'a pas peu compté dans le rapide et important relèvement de réserves de change alors exsangues - à ce jour le résultat le plus spectaculaire de son action. Aujourd'hui, on voit bien plutôt les étrangers qui font le voyage de Delhi - afin de jurer des progrès accomplis, et de ne pas en retard, le cas échéant, pour « placer » dans la nouvelle conjoncture indienne.

CONFIANCE « Longtemps, on a proclamé ici qu'une économie contrôlée - le dirigisme comme vous dites en français - c'est ce qu'il y a de mieux parce qu'il apporte à la fois le développement économique et la justice sociale. A présent, nous devons regarder le monde - les bureaucraties, les journaux, les universités, l'opinion publique en général - que ce sont nos réformes qui vont apporter des bénéfices au pays. » Un temps vice-président du Plan quinquennal indien, alors que la première tentative de libéralisation par le fringant Rajiv Gandhi s'essaimait, Manmohan Singh parle d'or ! Et c'est bien une sorte de révolution conceptuelle qu'il dirige aujourd'hui, au pays de la démocratie et de la Indira Gandhi.

Jean-Pierre Clerc
Lire la suite page 19

ÉLEVAGE

Veau rose contre veau blanc

Dans le Rouergue, 80 éleveurs ont lancé un veau nouveau, la chair rose mais totalement naturel. Un pari sur la qualité qui paye : les ventes doublent tous les trois ans...

A la campagne, tout le monde, ou presque, a un chien. Mais lorsqu'on est paysan et qu'on est spécialisé dans l'élevage en plein air (pas en batterie, malheur !), le chien est doublement utile. « La nuit, mes poules et mes canards viennent se coucher en cercle autour de mon berger des Pyrénées pour dormir. Vous pouvez être sûr que les buses et les renards n'approcheront pas... ».

Agriculteur à Compolibat, sur le plateau d'Escal, d'une riantie vallée aveyronnaise, Gérard Rispal a fondé il y a une vingtaine d'années les Fermiers du bas Rouergue. La coopérative existe aujourd'hui quelque 150 km de la capitale de la région, Villefranche-de-Rouergue. Avec, chez les jeunes et moins jeunes, adhérents et syndiqués agricoles classiques ou de la plus mordante Confédération paysanne, un point commun : non seulement élever, produire, nourrir, vendre, cochons, poulets, oies, mais aussi selon les lois de la nature, mais surtout des produits qui dégagent une saveur, un plaisir bien plus qu'un goût, de la viande.

Les emblèmes de ces agriculteurs sont éloquentes : « Sauvegarde de l'élevage naturel », des éleveurs au service de l'information du consommateur. Et ils signent le courrier adressé aux particuliers et aux organisations de consommateurs de la formule aimable : « Ici, services dévoués ».

Foin du mode des labels ou bleu, des produits de qualité avec la grande distribution, des études préliminaires et des « penseurs » du marketing ! L'Aveyron « fait du » depuis des lustres, mais une bonne part du cheptel s'en va vers l'Italie. « Nous voulons démontrer que nous pouvons trouver une viande en France et nous avons lancé pour cela le concept d'une nouvelle viande : le veau rose », explique Gérard Rispal. Contrairement au veau blanc (abattu à quatre mois) la chair bien blanche que demandent d'habitude les ménagères, l'animal aveyronnais est élevé jusqu'à neuf mois, d'où la coloration rosée de la viande.

Chaque membre de cette coopérative a forte dose d'autogestion sera tenu d'observer un règlement intérieur strict : pas d'activateur de croissance à base d'hormones, pas d'antibiotique ou d'antiparasitaire (1). « Dans nos charnières et autres préparations culinaires, ajoute Gérard Rispal, tout conservateur, colorant ou liant stabilis-

leur est interdit car il perturbe le système digestif du consommateur. » Merci, docteur-paysan !

L'alimentation essentielle des veaux rouergats est le lait maternel, mais les bêtes mangent aussi dès le premier mois du foin et, un peu plus tard, un aliment spécial riche en protéine qui est le complément naturel du lait, soutiennent les éleveurs. Saine et équilibrée, cette nourriture dure jusqu'à la fin de la lactation de la mère (8 à 9 mois). C'est alors que la viande atteint son stade idéal de maturité, l'animal ayant été, selon l'expression consacrée, « bien fini ». En escalope ou en rôti, elle ne fond pas à la cuisson, ne rend pas d'eau, ne diminue pas de volume. Si bien que le prix de vente sensiblement plus haut sera vite « récupéré ». Rosée, ten-



ble, il a fallu croquer plusieurs rochers. Le Hampshire noir et blanc réputé pour sa viande acidulée et le Duroc roux qui donne la qualité gustative. La nourriture ? Une soupe composée d'eau, de céréales, pois, foin, son, soja, levure de bière.

Contrairement aux jeunes agriculteurs de s'engager tête baissée sur la voie de la qualité ? Ce n'est pas difficile. Amener le Crédit agricole à s'intéresser à l'entreprise ? Il y a fallu plus d'un an. Mais l'étape la plus ardue était celle de la commercialisation au détail. Car, pour la plupart des bouchers, un veau qui n'est pas blanc neige n'est bon qu'à faire de la pâtée pour chiens et chats.

« Que n'a-t-on pas entendu ! Vos veaux sont trop lourds avec ces carcasses de 220 kg, la viande sera caoutchouteuse... », tempête Gérard Rispal.

Grâce à une relation personnelle nouée il y a quinze ans, les « Fermiers » se mettent en cheville avec un boucher d'Orléans qui sera rapidement séduit et qui deviendra le meilleur propagandiste des produits du Rouergue. Aujourd'hui, la coopérative compte plus de 25 bouchers et une dizaine de distributeurs agréés en France, surtout au sud de la Loire.

Elle a aussi développé la vente par correspondance auprès des particuliers par colis de 10 à 15 kg de viande fraîche, déossée, sous vide et prête à être mise au congélateur ou consommée telle quelle. Depuis qu'elle est ouverte en 1990, sur la zone industrielle de Villefranche-de-Rouergue, un bel atelier de découpe qui n'attend plus que l'agrément administratif, les « Fermiers » inventent et commercialisent de multiples conserves toutes goûteuses : oreilles de porc farcies, bœuf à la moutarde aux légumes, dinde campagnarde, saucissons, et bien sûr tripe.

Au moment où des torrents de larmes accompagnent la nouvelle politique agricole communautaire, l'agriculture optimiste et qualitative mérite mention. D'autant que les Fermiers du bas Rouergue, peut-être trop intrépides aux yeux de certains, doublent leur chiffre d'affaires tous les trois ans.

François Groschard

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

LE PIB AMÉRICAIN A PROGRESSÉ DE 2,4 % AU PREMIER TRIMESTRE 1992 a annoncé le 29 mai le département du commerce. Il s'agit de la meilleure performance du produit intérieur brut depuis 1989 (le Monde du 31 mai-1^{er} juin).

DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES CONTRE LA YOUGOSLAVIE ont été votées par le Conseil de sécurité de l'ONU le 30 mai. La résolution 757 impose un triple embargo commercial, pétrolier et aérien - à la Serbie et au Monténégro. Le 31 mai les États-Unis et la Grande-Bretagne ont l'embargo économique et ordonné le gel des avoirs serbes et monténégrins (le Monde du 2 et 3 juin).

PAC : ÉCHEC DE LA MOTION DE CENSURE DÉPOSÉE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE par les groupes UDF, RPR et UDC, le 1^{er} juin, sur la réforme de la politique agricole commune. À trois voix près, le gouvernement aurait pu être renversé. Les députés communistes ont finalement voté avec la droite (le Monde du 3 juin).

LES DANOIS ONT DIT NON À MAASTRICHT lors du référendum du 2 juin les électeurs ont rejeté le traité par 50,7 % des suffrages. Le 3 juin, François Mitterrand a annoncé que les Français seront consultés par référendum. Le 4 juin, les ministres des affaires étrangères des Douze, moins le Danemark, réunis à Oslo, ont décidé de poursuivre le processus de ratification et de ne pas renégocier les accords (le Monde du 4, du 5, et du 6 juin).

LE PROJET DE LOI SUR LES DÉPENSES DE SANTÉ présenté par M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration, est discuté à partir du 4 juin à l'Assemblée nationale. Fondé sur l'accord signé le 18 avril entre les syndicats médicaux et les trois caisses nationales d'assurance-maladie, il fixe de nouvelles règles pour le financement de l'activité des 108 000 médecins libéraux (le Monde du 2 et du 6 juin).

LE PROJET DE LOI SUR LE PEA (plan d'épargne en actions) présenté par M. Pierre Bérégovoy a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (le Monde du 5 et du 6 juin).

MARDI 9 JUIN. Paris. Visite d'Etat de la reine Elizabeth d'Angleterre et du prince Philip (jusqu'au 12).

L'Assemblée nationale examine le projet de loi portant adaptation du RMI (revenu minimum d'insertion).

Reprise au Sénat de l'examen de la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht.

Versailles. Manifestation d'agriculteurs contre la réforme de la politique agricole commune.

Ottawa. Nouvelle série de négociations constitutionnelles entre les neuf provinces anglophones du Canada.

MERCREDI 10 JUIN. Thaïlande. Nomination attendue d'un nouveau premier ministre.

Corée. Inspection mutuelle des installations nucléaires des deux pays.

JEUDI 11 JUIN. Paris. Manifestation des « délocalisés » (agents des services administratifs qui doivent être transférés en province).

Strasbourg. 53^e congrès HLM.

Paris. Première visite officielle du président des États-Unis George Bush.

VENDESDI 12 JUIN. Paris. Manifestation des salariés d'Adidas France.

L'Assemblée nationale examine en deuxième lecture le projet de loi sur l'assurance et le crédit.

Rio-de-Janeiro. Discours du président Bush à la conférence des Nations-unies sur l'environnement, dite Sommet de la Terre.

SAMEDI 13 JUIN. Rio-de-Janeiro. Le président français François Mitterrand participe au Sommet de la Terre (jusqu'au 14 juin).

DIMANCHE 14 JUIN. Royaume-Uni. Visite de l'ancien premier ministre Margaret Thatcher aux Malouines pour le 10^e anniversaire du débarquement allemand.

Beauzelle. Prendre tour des élections présidentielles (deuxième tour le 28 juin).

LUNDI 15 JUIN. CEE. Conseil des ministres de l'agriculture des Douze.

France. Date limite pour le dépôt des déclarations pour l'impôt sur la fortune (ISF).

Paris. Début des négociations entre patronat et syndicats sur le renouvellement de la convention de l'assurance-chômage UNEDIC.

HUMEUR • par Josée Doyère

Lucile et la « vacataire »

« Tu sais, maman, à la rentrée, on va plus voir Isabelle », dit, tout attristée, la ravissante Lucile, quatre ans, à sa maman, mon amie Françoise. Et puis elle s'énervait. « Mais si ! Tu la connais, c'est ma maîtresse du mercredi ».

« Ah ! bon ! Elle s'en va ? », répond Françoise, quelque peu indifférente. Pourquoi ? « J'en sais pas au juste. Elle est... vacataire, qu'elle dit (la voix délicate d'une petite fille) et la maîtresse veut pas qu'elle soit tout le temps avec nous. J'en sais pas. Elle est gentille, Isabelle ».

Renseignements pris, il s'agit d'une sombre histoire de dénomination et de qualification des animatrices - souvent des animatrices - qui, dans les 307 écoles maternelles de la Ville de Paris, s'occupent des gosses à l'heure du déjeuner (cantine), et à la fin de la journée (goutte des plus petits, étude surveillée des plus grands). Le mercredi pendant les petites vacances, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants.

En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants. En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants.

En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants. En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants.

En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants. En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants.

En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants. En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants.

En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants. En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants.

« Tu vois, maman, à la rentrée, on va plus voir Isabelle », dit, tout attristée, la ravissante Lucile, quatre ans, à sa maman, mon amie Françoise. Et puis elle s'énervait. « Mais si ! Tu la connais, c'est ma maîtresse du mercredi ».

« Ah ! bon ! Elle s'en va ? », répond Françoise, quelque peu indifférente. Pourquoi ? « J'en sais pas au juste. Elle est... vacataire, qu'elle dit (la voix délicate d'une petite fille) et la maîtresse veut pas qu'elle soit tout le temps avec nous. J'en sais pas. Elle est gentille, Isabelle ».

Renseignements pris, il s'agit d'une sombre histoire de dénomination et de qualification des animatrices - souvent des animatrices - qui, dans les 307 écoles maternelles de la Ville de Paris, s'occupent des gosses à l'heure du déjeuner (cantine), et à la fin de la journée (goutte des plus petits, étude surveillée des plus grands). Le mercredi pendant les petites vacances, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants.

En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants. En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants.

En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants. En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants.

En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants. En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants.

En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants. En fait, ce sont les mêmes animatrices qu'on retrouve dans les deux cas, s'occupant en moyenne de 21 enfants.

LOIS ET DÉCRETS

Offres publiques d'achat

Un arrêté homologue les modifications du règlement du conseil des Bourses de valeurs (CBV) concernant les offres publiques d'achat (OPA), technique boursière qui permet de prendre la majorité du capital d'une société cotée en faisant connaître publiquement à ses actionnaires son intention d'acquiescer leurs titres à un prix déterminé. Depuis le 2 août 1989, le déclenchement d'une OPA sur 66 % du capital était obligatoire dès qu'une personne physique ou morale détenait plus de 10 % des actions d'une entreprise. L'OPA lancée par François Pons sur 66 % du capital du Printemps en novembre 1991, initiée par les actionnaires, a amené le CBV à modifier son règlement pour obliger désormais les OPA à porter sur la totalité des titres du capital ou donnant accès à celui-ci.

En outre, le CBV fait connaître sa décision par un avis publié par la Société des Bourses françaises. La suspension des cotations intervenant dès l'instant où le CBV est saisi du projet, la reprise des cotations s'effectue deux jours après la publication de l'avis de recevabilité. En cas d'offre concurrente, la publication d'un nouvel avis de suspension des cotations rend nuls les ordres présentés en réponse à l'offre initiale. Les OPA concurrentes et les surenchères doivent offrir un prix supérieur d'au moins 2 % à celui de l'offre initiale.

Les dérogations à l'obligation de déposer une OPA sont étendues aux cas suivants : l'acquisition résulte d'une fusion ou d'un apport partiel d'actif approuvés par les actionnaires de la société « acquies » ; les titres acquis au-delà du seuil n'excèdent pas 3 % du capital et l'acquéreur s'engage à les reclasser dans les dix-huit mois.

Arrêté du 15 mai 1992, Journal officiel du 19 mai 1992, pp. 6729 à 6733.

Assurance-vie

Pour tous les contrats d'assurance-vie ou décès souscrits à compter du 20 novembre 1991, après le sixième-dixième anniversaire de l'assurance, les sommes dues par l'assureur sont soumises aux droits de mutation.

Un décret prévoit les formalités à remplir par les héritiers ou les bénéficiaires de ces contrats et par les assureurs.

Les héritiers doivent indiquer la date de souscription du contrat et le montant des primes versées après le sixième-dixième anniversaire de l'assurance. Les assureurs sont tenus de verser les sommes, rentes ou émoluments aux bénéficiaires au titre de ces contrats et doivent adresser à la direction des services fiscaux du domicile de l'assuré, dans les quarante-cinq jours qui suivent le jour où ils ont appris son décès, un document indiquant l'identité et le domicile du défunt et la date de son décès et le montant des primes versées après le sixième-dixième anniversaire.

Décret n° 92-468 du 21 mai 1992, Journal officiel du 27 mai 1992, pp. 7153 et 7154.

Contrats de qualification

Deux décrets fixent les modalités d'application du nouveau régime des contrats de qualification destinés aux jeunes de seize à vingt-cinq ans n'ayant pas acquis de formation au cours de leur scolarité ou ayant acquis une qualification qui ne leur a pas permis d'obtenir un emploi. Le premier texte précise le rôle du tuteur, le second décret fixe la rémunération minimale, qui varie de 30 % à 50 % du salaire minimum conventionnel selon l'âge et l'ancienneté du contrat et prévoit une exonération des charges sociales limitée à la partie du salaire n'excédant pas le SMIC.

Décrets n° 92-463 et 92-464 du 21 mai 1992, Journal officiel du 26 mai 1992, pp. 7170 et 7171.

LA COTE DES MOTS

Téléachat

A partir des années 80, on a assisté à la naissance du français téléshopping (ou téléachat, sans trait d'union), né, en 1987, par équivalence (pluriel : téléachats), nom masculin adopté par la commission générale de terminologie et d'orthographe (il n'y a pas de reprise au point de vue d'un dictionnaire spécialisé récent, qui ne le donne qu'au pluriel : téléachats).

Le téléachat, c'est donc l'achat d'articles proposés en télévision. Ce dernier mot désigne une technique de vente utilisée à présenter des articles par le moyen d'un écran de télévision. On dit que les téléacheteurs téléacheteuses passent leurs commandes par téléphone ou par Minitel.

En fait, c'est une technique qui s'est imposée assez rapidement. Elle comprend comme abréviation de télévision. A l'origine, l'acception était restrictive, l'intervention du petit écran n'était pas sous-entendue dans un téléshopping qui désignait, avec moins de précision, l'action de faire des achats à distance (grec télé : « loin »), en utilisant les techniques de télécommunication ou de radiotélévision. Certains ont alors pu en déduire que des démarcheurs (ou démarcheurs) qui proposent des articles au téléphone faisaient, eux aussi, de la télévente. Aujourd'hui, elle est ressentie par beaucoup comme une extension fautive, pour la raison exposée ci-dessus.

Lorsque cette pratique d'achat à distance est faite sur un support vidéo, on emploie le terme de vidéoachat, masculin bien préférable au français téléshopping ; du côté du vendeur, parlera, évidemment, de vidéovente. Le « cercle de famille » pourrait s'agrandir avec l'arrivée, unanimement acceptée, du télévendeur-euse.

Jean-Pierre Collignon

ACTUALITÉ

L'Allemagne dans la spirale des coûts

Le pays a retrouvé la paix sociale après l'accord salarial conclu récemment dans la métallurgie. C'est l'heure des comptes. Ils sont lourds



FRANCFORT de notre correspondant

L'ALLEMAGNE a retrouvé son calme en même temps que son consensus social. Depuis trois semaines, syndicats et négociateurs patronaux signent des accords de hausse de salaires. Les grèves sont un mauvais souvenir. Comme on s'y attendait, le compromis métallurgique, conclu le 17 mai, a été salué de 5,8 % et un versement de primes, a fait depuis école. Les secteurs de la construction, de l'imprimerie et du commerce ont adopté des augmentations salariales similaires. Les négociations à venir dans la chimie, le pétrole et les assurances, se valent très probablement sur ces chiffres.

“Avec les primes la hausse des salaires sera d'environ 6,2 % cette année après 7 % en 1991”

La paix sociale est retrouvée mais à un prix élevé. Pour la majorité des économistes, les négociations de 1992 se soldent par des comptes qui ne sont certes pas catastrophiques, mais qui ne sont pas non plus réjouissants.

admettent les syndicats, la hausse moyenne des salaires s'élève à environ 6,2 % cette année, après 7 % en 1991”, estime Rainer Schröder, économiste de la Dresdner Bank. Pour une inflation attendue de 4,2 % cette année, c'est beaucoup.

Les instituts économiques avaient estimé à 4 % le niveau de hausse au-dessus duquel l'emploi et l'investissement seraient affectés. L'accord dans la métallurgie aura des conséquences regrettables”, avait prévenu, dès sa signature, Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank. Pour Hans-Joachim Stiel, président du patronat allemand, le compromis ne reflète pas le virage nécessaire de la politique salariale.

VIRAGE Virage il y a, en réalité, mais virage bien lent. Valable vingt ans, l'accord dans la métallurgie comporte une hausse de 5 % pour 1993, une hausse des salaires de 1 % sera accordée à compter du 1^{er} avril, pour neuf mois, en même temps qu'une réduction de la durée du travail hebdomadaire d'une heure (de 37 à 36 heures). Coût total attendu des augmentations l'an prochain : 5 %.

Gageons que la métallurgie fera à nouveau école. En conséquence, les augmentations de salaires passeront de 7 % en 1991, à 6,2 % en 1992 puis à 5 % en 1993 : le moins l'on puisse dire, c'est que le ralentissement est lent. Même constat au niveau des prix. L'inflation devrait fléchir en juillet avec l'abandon des diverses

taxes destinées à payer l'unification. Elles avaient été décidées l'an dernier pour un an. Grâce à cet allègement des étiquettes, le rythme annuel d'inflation devrait revenir autour de 3,7 % jusqu'en décembre.

la hausse de la TVA d'un point au 1^{er} janvier pour cause d'harmonisation européenne ne relance la machine : l'inflation remonte au-dessus des 4 % pour s'établir à une moyenne de l'année 1992 de 3,8 % à 4,3 %, suivant les estimations. Prix et salaires vont donc continuer à s'alimenter l'un l'autre à un niveau élevé.

MINACE Cette lenteur du processus d'ajustement est assez habituelle en Allemagne à chaque fin de cycle de croissance. Mais une fois, ce délai intervient alors que l'économie subit le choc de l'unification, encore plus important qu'attendu”, explique Peter Trapp, l'institut für Weltwirtschaft de Kiel. Sans doute est-ce parce que la perception des problèmes par le gouvernement comme par les salariés a été tardive qu'elle reste incomplète (le Monde du 1^{er} mai), mais l'année 1992 aura pour bilan de laisser planer la menace.

Personne ne craint que la spirale prix-salaires s'emballer, mais personne ne peut affirmer, non plus, que cette spirale est engagée dans le sens vertueux. Comme une année pour rien. Les espoirs entretenus à l'automne dernier de voir l'Allemagne redresser franchement en 1992 son cap vers la stabilité sont déçus.

La première conséquence est de renvoyer à la fin de l'année le moment où il faudra commencer à espérer que la Bundesbank assouplisse sa politique monétaire. Ce, alors que la croissance marque le pas. Les prévisionnistes révisent la baisse leur perspective de croissance en Allemagne de l'Ouest pour l'année pour l'évaluer à 1 %, voire moins.

Prix élevés, coûts élevés et croissance faible : l'Allemagne se

prépare à traverser douze mois délicats. La deuxième conséquence des hausses de salaires est qu'elles alimentent les plaintes patronales contre la perte de compétitivité de l'économie allemande. Compte tenu du ralentissement de la croissance, les gains de productivité seront d'environ 1 % seulement cette année. Les coûts pers du travail vont donc grimper à nouveau de plus de 3 %. L'emploi, à l'Est comme à l'Ouest, en sera victime.

Les interrogations sur la perte de compétitivité allemande sont, certes, récurrentes. Les années 70 avaient été marquées par une

crise publique vers les années 80. L'Allemagne avait alors largué la concurrence. Les critiques au sujet de l'impact des hausses de salaires sur la compétitivité ne sont pas nouvelles. On relève que l'Allemagne ferme une usine d'auto-radio en Allemagne pour un bâtiment américain. Que la firme Honda ne tienne pas aux États-Unis certaines productions, supprimant ainsi mille emplois à Francfort. Que son confrère BASF a fermé la Belgique. Que BMW a construit une usine de voitures aux États-Unis.

EXODE En janvier, l'Institut

de l'Allemagne a publié un rapport d'entrepreneurs en premier lieu les charges qui les pénalisent. Les impôts sur les bénéfices sont de 50 % sur les bénéfices distribués et 30 % sur les bénéfices distribués. Outre qu'une partie des coûts logistiques voudrait qu'on inverse ces taxes pour favoriser l'investissement, le niveau est le plus élevé du monde occidental depuis que les pays occidentaux ont engagé des dépenses (en France le taux est de 34 %).

Deuxième handicap : la durée du travail. Selon l'Institut der Wirtschaftswissenschaften de Cologne (proche du patronat), le salarié allemand a passé 1 647 heures en bureau en 1991 (116 heures de moins que le français, 6,5 % (107 heures) de moins que le Britannique, 15 % (257 heures) de moins que l'Américain, 30 % (328 heures) de moins que le « salaryman » nippon. Les salariés travaillent moins : 33 heures par semaine en Allemagne, 39 heures en France, 46 heures en Grande-Bretagne, qui souligne un manque de flexibilité.

Du coup, l'Allemagne est le pays où le coût global de travail est le plus élevé du monde. Le salaire moyen revient à 38 marks par heure contre 35,4 marks en Suède, 25,9 marks au Japon, 25,7 marks en France ou 18 marks aux États-Unis, a calculé l'Institut der Deutschen Wirtschaft.

Dernier volet de la plainte : les réglementations rigides en matière de lutte antipollution et la lourdeur de la bureaucratie (par exemple de la Poste et des Télécoms ou du chemin de fer) qui font que l'Allemagne n'est pas l'infrastructure fonctionnelle bien mais à un coût trop élevé.

MADE IN GERMANY En réalité, les comparaisons internationales sont difficiles à faire. Les économistes de la banque Nomura ont calculé, eux, que les impôts des sociétés allemandes en Allemagne ou ils ne représentent,

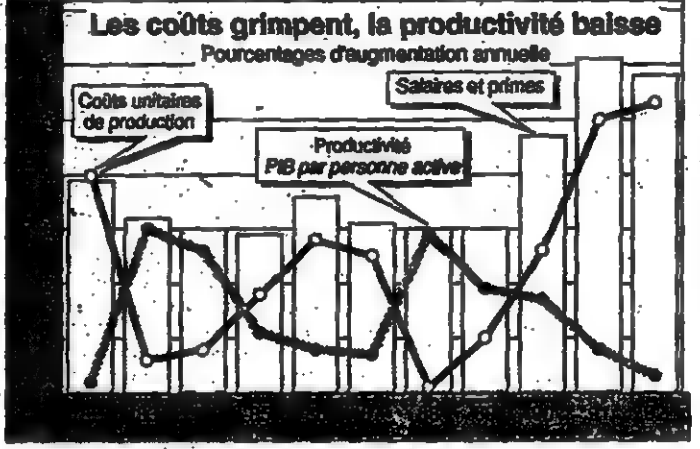
en France, 11 % du PNB, contre 15 % en Italie et 8 % au Japon. D'autre part, le « made in Germany » représente une garantie de qualité.

La qualification de la main-d'œuvre compense les prix. Les coûts salariaux doivent être mis en face de la productivité des ouvriers allemands qui est « la plus élevée d'Europe », selon Nomura.

En outre, les salaires allemands ont été remarquablement stables durant les années 80 au point que « l'augmentation du coût du travail en Allemagne a été l'une des plus faibles parmi les pays industrialisés ». La banque n'observe aucune menace de « désindustrialisation » en Allemagne.

En outre, les salaires allemands ont été remarquablement stables durant les années 80 au point que « l'augmentation du coût du travail en Allemagne a été l'une des plus faibles parmi les pays industrialisés ». La banque n'observe aucune menace de « désindustrialisation » en Allemagne.

“Aujourd'hui la réflexion porte sur les coûts. Le débat est très sain”



craint d'un grand flop des technologies nouvelles par une Allemagne trop engagée dans la mécanique. Depuis, le pays a montré qu'il avait comblé son retard et qu'il avait su adapter ses produits. Selon la formule opposée, il a mis des piques dans ses machines-quin.

Aujourd'hui, la question est de savoir si l'Allemagne est encore un lieu de production attractif. Le débat a été lancé à l'automne lorsque le patronat a compris que le gouvernement renouait à engager une réforme favorable de la fiscalité des entreprises.

Bonn avait fait savoir que l'immensité des transferts finan-

ciers publics vers les entreprises d'entrepreneurs s'interrogeaient sérieusement sur la pertinence de leurs investissements actuels et sur la pertinence de leurs investissements futurs hors d'Allemagne. L'hebdomadaire Der Spiegel écrivait : « L'Europe a commencé ». Les craintes sont exagérées. L'industrie allemande a nombre d'avantages. Mais les patrons ont un motif sérieux. En témoigne ce décalage : en 1990, les investissements allemands à l'étranger ont été de 50 milliards de deutschemarks, contre 30 milliards d'investissements étrangers en Allemagne, soit un déficit de 20 milliards de deutschemarks.

Patriotisme automobile

« Ou est-ce qui rend les voitures allemandes si chères ? », titrait récemment le magazine Auto. En France, un tel sujet — « ou est-ce qui rend les voitures françaises si chères ? » — donnerait une réponse argumentée. Chiffres et exemples dénonceraient l'ordre : les intermédiaires qui s'entendent, la TVA qui écrase, le coût des composants, la mauvaise gestion des firmes, les salaires, la CGT, etc.

Auto Bild, magazine du groupe Springer, qui a la réputation de fabriquer une presse à scandales, répond sur trois pages à l'article et à la photo. Chères les Audi ? Un cliché montre une durite. La légende dit : « Les durites d'Audi n'ont aucune chance. » Un autre montre une serrure de portière. La légende explique : « Aucune

rouille, même après des années. » Chères, les BMW ? Photo d'un amortisseur d'ouverture du capot. Et le magazine d'exposer que « les ingénieurs de Munich ont abolit les triangles traditionnels souvent sales ». Hors de prix, les Mercedes ? « Typiques de la marque : les ouvre-portières ne sont pas en métal ou en plastique, mais en chrome. » Un chronomètre coupe la batterie si un conducteur usagé n'est ouvert. « Pas de casse, pas de crainte ! Les connexions électriques ne sont pas cliquées, elles ne sont pas embrochées. Elles sont vissées. » L'aura comprise : les voitures allemandes sont chères. Oui, surement, Auto Bild, mais parce que la qualité paie. Le magazine note que

les constructeurs japonais maîtrisent les productions de grande série. Mais en Occident, « le savoir individualiste est jusqu'au moindre détail. Ce luxe, l'acheteur doit accepter de le payer ». En conclusion, Auto Bild se félicite néanmoins de la compétition avec les Japonais : « Elle apporte à l'automobiliste des améliorations de prix et de qualité ».

QUALITÉ Pour les constructeurs allemands, ce qui est allemand n'est pas le meilleur. Mais, non pas, car on le croit en France, où l'on a une propagande, par un réflexe patriotique. Les « acheteurs allemands » n'auraient pas mieux marché que les constructeurs français n'ont pas à faire face à des importations. En fait, la conviction du consommateur

n'est pas acquise à priori. Elle se construit en deux temps. D'abord, le ménage ou l'automobiliste allemand pense que AEG ou BMW sont meilleures, c'est parce qu'ils y veillent ! En ayant une certaine réputation (pas question de protectionnisme) et en dénonçant sérieusement les défauts de qualité. Ensuite, comme ils y veillent à ce qu'ils y veillent (la qualité là aussi), la réputation est établie, car il est régulièrement prouvé qu'allemand : meilleur. Au fil du temps, on acquiesce à la vérification de la chaîne de l'industriel au consommateur. C'est un fait que lorsqu'on prie, il existe le risque de ce que l'appellation « un produit allemand » est devenue une référence. Il faut donc prendre des mesures de protection. On va le faire.

Mais, précisément, il n'y a pas de règles ! Lorsqu'un système se crée, lorsqu'on se crée,

Doit-on partager l'optimisme ? L'Allemagne est plus optimiste que la France, conclut de son côté un rapport des parlementaires chrétiens-démocrates. « La compétitivité de l'Allemagne n'est pas en question », plaide aussi Rainer Schröder de la Dresdner Bank. Il en est pour prouver le niveau record d'exportation du pays : « Nous équilibrons même nos échanges d'automobiles avec le Japon », souligne-t-il. Alex Siedenber, directeur des économies de la DeutscheBank, par la même occasion pour l'industrie en général. La question peut être posée, estime-t-il, de savoir si l'Allemagne saura garder le sol des technologies électroniques, produits ménagers et d'auto-

Eric Le Boucher

L'homme du tournant indien

Suite de la page 17

Ces transformations doivent être menées, de surcroît, dans un pays immense, peuplé de 840 millions d'habitants.

De quels résultats le ministre des finances est-il, à ce jour, le plus satisfait ? « La confiance est rétablie, comme le prouvent par exemple les importants investissements opérés par des Indiens résidents à l'étranger. En moins d'un an, nous avons diminué le déficit fiscal de l'équivalent de 2 % du PNB. Nous avons ramené l'inflation de 17 % à 12-13 %. J'admets que ces chiffres sont encore un peu trop hauts ; mais nous poursuivons notre effort. » De fait, l'Inde est aujourd'hui à un moment délicat. Les

fruits des premiers efforts ne sont pas encore engrangés que déjà l'inquiétude perce : quel sera le « coût social » des mesures lancées, en particulier de la réduction des effectifs dans un secteur public pléthorique ? « Il y a naturellement des gens qui, ayant beaucoup à perdre dans ce processus, insistent la crainte : par exemple, parmi les travailleurs, la peur d'une disparition de leur emploi. Mais nous avons entrepris de dialoguer avec les syndicats, pour leur démontrer que le « filet social » que nous créons, en particulier l'aide à la reconversion des travailleurs, est crédible. » Cependant, les instances financières internationales, FMI et Banque mondiale en particulier, sont

répétées manifestent un peu d'impatience devant les lenteurs de la mise en œuvre des réformes : « Il ne me faut pas du temps pour observer et souriant Manmohan Singh. Ils ne peuvent pas ne pas savoir qu'il faut bien tenir compte de la réalité de chaque chose. Notre originalité, c'est de mener un tel programme d'ajustement structurel dans un contexte de démocratie, avec le consentement du peuple. Regardez la Thaïlande ! Ils avaient un taux de croissance incomparable, admirable. Et ils n'ont pas la fragilité de tout ça. »

MIN-KRACH L'apprentissage du capitalisme comporte aussi ses ratés. Ainsi, au début du printemps, a-t-on vu la principale Bourse du

pays, celle de Bombay, littéralement implorer, après quelques mois de hausse miraculeuse. Et, comme il se devait, les autorités financières ont découvert que l'effervescence avait été trop transparente dans le « boom » qui avait précédé.

Un flouyotant courtier, Harshad Mehta, suspendu pour avoir, selon les vraisemblances, utilisé l'argent des banques publiques pour pousser de façon sélective certaines actions à la hausse, vient d'être arrêté par son frère. Le mini-crash de Bombay a entraîné la ruine de plusieurs milliers de personnes, quelques dizaines de millions d'Indiens qui peuvent désormais être considérés comme faisant partie des nouvelles classes moyennes.

Le risque évoqué, dans la presse indienne, que le système ne soit victime d'une frange de la population dont l'appui est vital pour les réformes de Manmohan Singh. « Vous savez, tous les marchés financiers sont vulnérables », répond le ministre. « J'ai vu à New York et ailleurs. Ce qui s'est passé à Bombay n'a donc rien à voir avec la nouvelle politique économique. C'est un fait que lorsqu'on priorise, il existe le risque de ce que l'appellation « un produit allemand » est devenue une référence. Il faut donc prendre des mesures de protection. On va le faire. »

Mais, précisément, il n'y a pas de règles ! Lorsqu'un système se crée, lorsqu'on se crée,

transition, le système ne peut pas être prêt d'avance, répond le ministre. « Tout ça, je ne crois pas que la confiance des investisseurs étrangers. » Un épisode de Bombay. La Bourse est inactive, les investisseurs collectifs n'ont pas encore repris confiance. On va frapper très fort les transgresseurs, et ça restaurera la confiance. » Manmohan Singh craint-il pas, in fine, une crise en cause de sa responsabilité politique du fait de ce système ? « Je suis habitué à être sur la sellette. Je ne peux pas échapper à ça ! Nous sommes en démocratie... », conclut le ministre des finances.

Jean-Pierre Clerc

PERSPECTIVES

ENTREPRISE

Le défi réussi de Manuest

Qui se souvient de l'« affaire Manuest » ? En 1975 la reprise de la fabrique de meubles vosgienne par ses propres salariés avait pourtant fait grand bruit. Dix-sept ans plus tard la coopérative survit, après maints déboires...

CHATELAIN
de notre envoyé spécial

Dix-sept ans ont passé et « la Société coopérative ouvrière de production Manuest » vit toujours, non sans difficultés, mais toujours aussi déterminée à se battre. Un défi permanent au patronat vosgien qui, lors de la reprise de l'entreprise par ses propres salariés, ne donnait pas cher de son salut.

Depuis le sauvetage de la fabrique de meubles de cuisine, en avril 1975, les choses ont tout de même changé. La SCOP a pris un visage moderne en se dotant de bureaux fonctionnels comme beaucoup d'entreprises qui se veulent dans le vent. Les jeunes « patrons » de la belle époque ne sont plus là. Georges Laurent, président du directoire jusqu'en 1981, est décédé. Patrick Lassy, qui lui avait succédé, a pris les commandes de la société, assurant la distribution des produits sous les marques Vogica-Cuisiland et Atelier du manoir.

Pierre Corazza est toujours là. Il était l'un des trois cents salariés de Manuest — sur six cents au total — pour la plupart occupant l'entreprise jusqu'à la mise en liquidation en 1974. Il était là pour accueillir Georges Laurent et Patrick Lassy quand ils sont venus, déçus par la Confédération des sociétés coopératives de production (CSCOP) pour préparer le plan de rachat et de redynamisme de la fabrique en fin de siècle.

Les deux experts industriels s'étaient alors engagés à embaucher progressivement la totalité des salariés « adhérents au projet coopératif ». La SCOP démarrait en avril 1975 avec « cent emplois et sans carnet de commande », rappelle Pierre Corazza, depuis lors directeur du personnel. Un an et demi plus tard, le parti était tenu : Manuest comptait trois cents salariés, effectif qui est toujours resté stable. Avec 8 millions de capitaux, dont 6 millions d'emprunts bancaires, l'entreprise de Châtenois-sur-Moselle a produit une édition de produits de l'ancienne société et en appuyant sur les coopératives de consommation.

Le lancement, en 1977, de sept modèles de cuisines équipées sous la marque Vogica va réellement mettre la SCOP sur les rails. En 1984, elle compte deux cents concessionnaires en France mais aussi en Suisse, Belgique, Pays Bas et Grande-Bretagne.

Utilisant la télévision comme principal support publicitaire, Vogica gagne sa notoriété de « solide cuisine des Vosges ».

Devant la « puissance », à partir de 1982, des grandes surfaces franchisées de cuisinistes avec lesquelles Manuest ne souhaite pas travailler, ses dirigeants décident de miser sur le plus dynamique des concessionnaires de Vogica : Giuseppe Martelli, distributeur à Dunkerque, Rouen et Lille. Ainsi sont créées les agences Lamesco, dont le capital est partagé entre la société personnelle de Giuseppe Martelli, Manuest-Invest (30 % des actions), Patrick Lassy (25 %) et la SCOP (25 %).

Malgré les résultats des plus honorables (en 1987, le réseau réalise un chiffre d'affaires de 228 millions

et dégage un résultat avant impôts de 23 millions), le torchon brûle vite entre les deux hommes, en raison notamment de la politique sociale pratiquée par la société distributrice et des appétits de Lamesco qui souhaite s'étendre au détriment des concessionnaires indépendants.

Au début de 1988, la situation est pour le moins confuse : au réseau d'indépendants, s'ajoutent treize agences unites dirigées par deux personnes qui ne s'entendent plus, ainsi que treize autres appartenant en totalité à Giuseppe Martelli, plus huit points de vente rachetés par Manuest à des concessionnaires en difficulté. S'engage alors un bras de fer qui tourne à l'avantage de Giuseppe Martelli : Lamesco rachète les marques Vogica et Cuisiland (créée en 1986). Toutes les agences de distribu-

tion sont fédérées sous la coupe de Manuest-Invest. Manuest pour sa part accepte de se consacrer exclusivement à la production. « En refusant l'alliance », les « anciens », nous prenons le risque évident d'aller au devant de graves difficultés »,

CRISE • C'était reculer pour mieux sauter. Libre de ses mouvements, Manuest se lance dans une « politique d'expansionnisme » d'agences, menée parallèlement au rachat des concessionnaires. Vogica les plus importantes. Au début de 1991, elle est au nombre de quatre-vingt-dix contre la moitié deux ans plus tôt. A ce développement mal maîtrisé, se conjugue au marché de la cuisine en récession (-1 % en 1990 et -6 % l'année suivante). Les restrictions sur le crédit à la consommation sont en

achevé-tout. En juin 1991, Manuest-Invest dépose son bilan, en laissant une ardoise de 90 millions à Manuest. Situation d'autant plus délicate que l'image de Vogica s'est sérieusement dégradée, compte tenu de l'agressivité des méthodes commerciales de Manuest-Invest et de la très faible compétence technique de ses vendeurs.

La crise du marché de la cuisine a été à Manuest ses propres difficultés. De 216 millions de francs en 1989, son chiffre d'affaires a chuté à 190 millions l'année suivante et à 130 millions l'an dernier. Alors qu'à la fin de 1990 elle disposait encore de 120 millions de fonds propres pour un endettement de 20 millions, un an plus tard, après le « cadeau » de Manuest-Invest, Manuest a dilapidé ses fonds propres et sa dette atteint 90 millions. Il est grand temps de

réagir. Pour reprendre la maîtrise de la commercialisation des produits la direction élabore un plan de reprise de Manuest-Invest.

Mais plus question de coopération dans la distribution. Il faut s'adapter à l'air du temps. Pour reprendre Manuest-Invest est créée une société anonyme : VGC — les trois capital sont détenus par Patrick Lassy lui-même, 20 % par la SCOP et les 20 % restants par des intérêts bancaires. Patrick Lassy en prend logiquement la direction. Pour le remplacer à Manuest, il est fait appel à Yvon Legrand (quarante-deux ans), issu de la même famille, celle de la CSCOP dont il est le secrétaire général adjoint.

SECOND SOUFFLE • Le nouveau président du directoire a une réputation de « redresseur d'entreprises ». Il a repris en main sous forme de coopératives de production sept usines, qu'il dirige toujours, dans la branche des arts de la table (porcelaine, faïence, cristallerie) à Limoges, Fontenay, Lilles, Sarrebourg. Aujourd'hui, il est déterminé à donner un second souffle à Manuest.

« Depuis l'arrivée de Yvon Legrand, la SCOP ne perd plus d'argent ». Dans ces conditions, il n'est pas question de réduire les effectifs actuels. D'autant moins qu'il a « trouvé les financements pour traverser ce passage difficile ». Mais sa vraie mission est de mettre en place un plan de redynamisme assurant la diversification de la production de la coopérative. Il ne veut pas dévoiler quels seront les futurs produits de la SCOP. « Nous n'avons pas encore achevé notre réflexion », mais les investissements réalisés (40 millions de francs) entre 1988 et 1990 le rassurent sur la capacité de Manuest à répondre au nouveau défi.

La réunion du directoire de Châtenois terminée, Yvon Legrand tire de sa poche un paquet de Gauloises chiffonnées. Se faisant remarquer d'un air malicieux : « Je suis resté fidèle aux ouvriers ». Puis il s'engage dans sa Citroën XM, équipée d'un téléphone et de sièges en cuir, pour reprendre la direction de la cristallerie de Sarrebourg. Fidèle, certes, il le reste, mais, comme tout un chacun, le président de la SCOP-Manuest a vieilli et s'est adapté aux contraintes de l'économie moderne.

Marcel Scotto

Une nouvelle génération de coopératives

« Finalement, dans une coopérative, je m'en sers tous les jours, le dirigeant n'a pas besoin d'être génial ! Dans la mesure où il y a une réelle solidarité, où le succès de l'un n'est pas basé sur le déclin de l'autre, les hommes arrivent à se compléter harmonieusement », affirme, non sans humour, Jean Roch Guénessy, responsable de la SEI (Systèmes et Équipements pour l'Informatique). Créée en 1978 à Bayonne, la SEI est une société coopérative ouvrière de production en 1983. SEI appartient à cette nouvelle génération de SCOP qui démontre que le dynamisme n'est pas incompatible avec son statut : pour 140 millions de francs de chiffre d'affaires, elle totalise, avec 5 salariés, 4 agences, plus de 200 clients.

Issu d'un creuset d'humanisme, où ont convergé au XIX^e siècle les idéaux du mouvement ouvrier et les exigences du catholicisme social, le mouvement des SCOP a su conserver une vitalité certaine, comme en témoigne sa capacité à se régénérer. Aux disparitions succèdent les créations si bien qu'on compte encore aujourd'hui en France 1 380 SCOP, dont la quasi-totalité (1 303) adhèrent à la CSCOP.

tion générale des SCOP (CGSCOP). Ces dernières emploient au total 11 000 personnes, les tiers sont des coopérateurs associés, pour un chiffre d'affaires global d'environ 14 milliards de francs (hors taxes).

Témoin de leur vitalité mais aussi de leur fragilité, près des trois quarts (70 %) des SCOP n'ont qu'une dizaine d'années d'existence, mais on compte quand même une soixantaine de coopératives créées au début du siècle. Signe des temps : la première SCOP, la célèbre Verrerie ouvrière d'Albi, créée par Jean Jaurès, a été rachetée l'an dernier, perdant son statut de SCOP. Depuis l'origine les activités se sont, bien entendu, profondément modifiées. Aux secteurs traditionnels (métallurgie, bâtiment-travaux publics) s'en ajoutent d'autres comme l'édition et surtout les services, très pratiques, avec de brillants exemples comme les Chèques restaurants.

La structure des SCOP a elle aussi évolué, même si demeure intangible le principe sacro-saint de répartition du pouvoir au sein de l'entreprise — un associé, une voix —, de même que celui de l'élection des dirigeants (le plus souvent pour trois ans). Au fil des ans le nombre des associés

croît, les accords de participation sont devenus plus intéressants et le partage des résultats — entre les réserves (elles, non partageables), les salaires et les associés — a été modifié en faveur des salariés. Une loi de 1985 a permis une entrée du capital social à des actionnaires extérieurs, à condition qu'ils soient minoritaires. Un nouveau texte, actuellement à l'Assemblée, élargira les capacités d'association des capitaux extérieurs en déplaçant les dividendes versés en rémunération du capital.

SOLUTION MIRACLE • Une réforme bienvenue. Après un engagement soutenu au début des années 70, l'effondrement des « canards boiteux » comme Lip ou Manuest, dont les salariés — et les syndicats — voyaient dans la SCOP une « solution miracle », les coopérateurs sont devenus plus pragmatiques. Les jeunes générations de dirigeants sont moins attirées par l'idéologie qui per les associations, financières et fiscales, offerts par la formule.

Outre l'appui de la confédération, qui propose à ses adhérents un assortiment de services (formation, diagnostic, révisions, suivi annuel, etc.), les SCOP bénéficient d'outils financiers

spécifiques proposés soit par les banques de l'économie sociale (Crédit coopératif, Crédit mutuel, etc.), soit par des organismes dépendant de la CGSCOP, comme le FIDEN (renforcement des fonds propres), SPOT (projets transitoires d'entreprises pour le compte de leurs salariés), SCOPINVEST, ESFIN. Enfin l'Institut de développement de l'économie sociale (AIDES), créé en 1983, procède à des interventions diverses, ajustées aux besoins des coopératives : titres participatifs, ingénierie financière.

Mais il y a aussi le revers de la médaille. Certains partenaires se montrent plus réticents dans l'octroi de financements. Ainsi la maison d'édition Actes Sud, qui a débuté sous forme de coopérative par conviction, a dû modifier son statut. « On s'est mal compris », dit son président, « on s'est déçouffés », commente François Nysen. Marketing oblige, sont les SCOP d'aujourd'hui qui soulignent leur originalité et l'image du mouvement coopératif n'est pas encore bonne. (...) alors qu'il y a beaucoup de bonnes performances », constate Alain Gourvenec, de l'imprimerie Incidences.

N. D. G.

L'empereur des images

Suite de la page 17

Avec 6,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 120 millions de dollars de profit, il suit Time-Warner, NBC et News Corp. au niveau mondial, bien devant la Fininvest de Berlusconi, bien devant Walt Disney. Un groupe fondé par son beau-père, l'honorable Nobutaka Shikama, qui, bouleversé par la mort prématurée de son fils en 1988, a voulu rendre l'héritage à son nom — la loi japonaise permet qu'on en change — une empire, de ses fonctions.

Imaginez : le groupe de télévision le plus performant d'un pays, associé à la première radio nationale, uni à la principale compagnie de disques, maître des logiciels, en liaison avec le champion de la production de films, le tout réuni à l'un des quotidiens les plus populaires... et vous avez une petite idée du poids que peut représenter Fujisankai au Japon ! Aucun groupe média japonais ne dispose d'une telle force de frappe : d'une implication importante dans les supports. Le groupe croît à une vitesse au « media mix », c'est-à-dire à la synergie entre les médias, partant de l'idée simple que la télévision est supérieure à la radio et que le message est

d'autant plus éric qu'il est harmonieusement diffusé. Fujisankai joue plus en solo. Forme de la palette : Fuji TV, un réseau de télévision généraliste et populaire reçu par 98 % des foyers japonais et champion de tous les sondages (écoute de la journée, chiffre de soirée ou en primetime) depuis maintenant dix ans ! Nippon Broadcasting, le réseau de radio, comporte, lui, trente-sept stations à travers le Japon et fait figure de leader (depuis dix-huit ans) dans les médias d'écoute. Enfin, dire que les journalistes qu'il gère ont la hauteur de ses performances n'est pas exagéré puisque le 1,614 milliard de francs de chiffre d'affaires de l'exercice 1991 en fait l'une des entreprises les plus rentables du monde.

« NITS » • Fososha, la filiale édition, publie quant à elle trois magazines hebdomadaires et un grand public. Shimbun, le quotidien-étendard du groupe (à la ligne très conservatrice) est diffusé à deux millions d'exemplaires, l'ensemble des quotidiens portant ce chiffre à douze millions. Enfin dans la liste des longs métrages produits par le groupe figurent les quelques « hits » du box-office japonais, un accord signé avec quatre ans avec David Puttnam marquant la

nouvel intérêt de Fujisankai pour le cinéma. Fujisankai n'est pas un groupe mondial. Il doute d'ailleurs aussi d'être quelques activités plus dispersées — moins rentables, de l'organisation de voyages, la restauration en passant par le marketing direct et la vidéo-transmission de grandes ventes parisiennes. Mais Fujisankai ne tient pas à se diversifier outre mesure en dehors des médias. Son patron croit à la responsabilité sociale de son groupe. Et la priorité est au développement international.

OUVERTURE • « Nous sommes traditionnellement ancrés sur le Japon, et sans doute moins internationaux que les autres géants », explique Hiroaki Shikama, l'Asie doit en effet rester notre base et nous devrions être un partenaire incontournable pour quiconque s'intéresse à cette zone du monde. Le message est clair et explique sans doute la pénétration de Tokyo des fameux tycoons. Mais Hiroaki Shikama, qui, dans sa carrière antérieure de banquier, a vécu à Londres et a beaucoup voyagé, entend bien ouvrir son groupe sur le reste du monde. « C'est essentiel, dit-il. Pour notre développement économique, bien sûr. Mais aussi pour sortir le Japon d'un isolement culturel source de trop d'incompréhension ».

Cela implique, d'abord,

selon lui, de multiplier les sources d'informations sur le Japon, d'utiliser le satellite de mettre à disposition des opérateurs qui le souhaitent des données d'information japonaises réalisées en langue anglaise. C'est déjà largement le cas au Japon et le Japon s'est amorcé en Europe. Cela implique aussi d'intéresser davantage les japonais à la communication internationale. « La plupart des patrons de presse sont très égoïstes et ont vécu très repliés sur leur pays. Moi, je veux que les cadres et les journalistes qui nous inspirent de l'étranger. Il faut absolument que les japonais s'ouvrent au monde, voyagent, lisent, ne supportent plus l'étonnante disproportion entre leur influence économique et leur pouvoir culturel. »

Chaque année, près de 10 % des missions de Fujisankai sont investies dans l'art. « Cela fait partie de nos missions », dit Hiroaki Shikama. Mon beau-père était obsédé par l'idée de mettre l'art à la disposition du plus grand nombre, d'éduquer les goûts, de servir les artistes. Je crois à mon tour que rien ne rapproche davantage les

hommes que les matières artistiques. Les initiatives de Fujisankai dans le domaine de la culture constituent donc un engagement permanent, allant bien au-delà du simple mécénat. Les missions de Fujisankai sont donc, dans de vastes parcs, plus de deux millions de visiteurs et près de 100 millions de francs de l'art occidental réunit, par le fondateur du groupe. Des concours de peinture, sculpture, piano sont aussi organisés par Fujisankai, dont l'initiative la plus marquante reste cependant la création du « Praemium Imperiale », un prix qui ambitionne d'être aux arts ce que le Nobel est aux sciences et qui doit généralement récompenser des artistes internationaux (Fellini, Pél, Bernstein, Balhaus...) choisis par un comité présidé par le frère de l'empereur.

MISSION • « Comment vous expliquez l'importance que nous attachons à ces actions ? dit Hiroaki Shikama. Ce n'est pas pour nous faire connaître, ce n'est pas pour gagner plus d'argent. C'est une sorte de tribut à la communauté, une contribution à une meilleure compréhension entre les hommes, donc à la paix du monde. » A-t-il perçu chez son interlocuteur un brin de scepticisme ? Le président de Fujisankai s'obstine dans la définition de sa mission d'oléalisme

et, quand on lui fait remarquer que jamais entretenu avec aucun des magnats précités n'avait pris telle tournure, il sourit : « Arrêtez, moi-même, moi-même ».

« Je ne suis pas qu'un gentil amateur d'art. La croissance du mon-groupe ne m'est pas indifférente. J'y travaille très dur. Mais la question suprême n'est pas d'accroître infiniment son pouvoir ou sa fortune. La question est plutôt : comment l'utiliser ? Comment en faire profiter le plus grand nombre ? Je ne suis pas si riche — mais j'ai pris de savoir combien je gagne (il ne le dira cependant pas) — j'ai une vie normale, une voiture raisonnable, un appartement bien placé dans Tokyo mais petit et l'endroit où je reçois luxueusement mes invités n'est pas ma propriété personnelle. (...) Je ne vois pas l'intérêt de courir après la fortune. Après tout, même l'empereur ne dort pas dans un lit... » Une phrase. Un collaborateur lui fait signe discrètement qu'il est peut-être temps. Sa matinée dominicale lui a permis de visiter l'exposition Toulouse-Lautrec au Grand Palais, il aimerait également voir Rouault au Centre Pompidou. « Allez, dit-il, vous savez bien que la but de la vie ne peut être le plaisir. » Une silence. Quel est-il donc ? Hiroaki Shikama sourit : « Services », dit-il doucement.

Arnick Cojean

RAPPORT
La de

Brux

La « politico

PERSPECTIVES

RAPPORT

La deuxième prophétie du Club de Rome

Il y a vingt ans, le Club de Rome défrayait la chronique avec son fameux rapport « Halte à la croissance ». Revenu à un certain anonymat, il a depuis œuvré sur le terrain. Il a publié récemment un nouveau rapport, « Questions de survie »

« L'HUMANITÉ n'a jamais connu de période aussi difficile », souligne Bertrand Schneider, secrétaire général du Club de Rome en commentant son dernier ouvrage, *Questions de survie* (1). Certes, nous n'avons pas de guerre généralisée, mais les conflits militaires, ethniques, sociaux, ouverts ou latents, sont omniprésents sur fond de mondialisation.

Constat sans appel. La faim, la pauvreté, les inégalités, la destruction de l'environnement, autant de phénomènes frappant aujourd'hui l'ensemble de la planète, y compris les pays les plus riches. « 37 millions d'Américains vivent en dessous du seuil de pauvreté absolu et peuvent, en cas de maladie, crever dans la rue », s'insurge-t-il. Les émeutes récentes de Los Angeles donnent, il est vrai, un relief particulier à cette analyse.

« Nous assistons à une formidable mutation où la précarité et l'aliénation deviennent notre quotidien alors que nous avons été bercés par des siècles de certitudes », dit-il. L'enjeu pour le Club de Rome est colossal : repenser la vie de la naissance à la mort, se serrer la ceinture, revoir nos comportements. Ou plonger.

NOTORIÉTÉ • Une fois de plus, on pourrait accuser le Club de Rome de jouer les Cassandra. Son fameux rapport de 1972, « Halte à la croissance », avait provoqué un gigantesque débat international, suivi quelques mois plus tard par les conséquences de la crise pétrolière. Et aussi, pour Bertrand Schneider, un grand malentendu : « L'image du Club de Rome est



encore liée à la croissance zéro. À l'époque, nous estimions effectivement qu'un développement plus qualitatif était souhaitable pour les pays industrialisés, mais le besoin de croissance quantitative demeure indispensable pour que les pays pauvres puissent atteindre le minimum vital. »

Reste que si le Club de Rome a laissé quelques plumes dans l'histoire, son rapport, vendu à 12 millions d'exemplaires et traduit en trente-sept langues, lui a donné une notoriété incertaine. Qui aurait pu prévoir que cette

association (2), fondée en 1968 par un industriel italien, Aurelio Peccei, et un scientifique écossais, Alexander King, alors directeur général de la science et de la technologie à l'OCDE, atteindrait, sans moyens fracassants, la renommée mondiale ?

Pourtant depuis le choc pétrolier, le Club de Rome avait disparu de la scène publique. « Plus discrètement, nous avons cherché à approfondir différents thèmes et à entrer dans l'action », précise Bertrand Schneider. Dix-huit rapports ont été publiés, abordant des

sujets spécifiques : micro-électronique, énergie, coût de la pauvreté et de l'inaction... Des consultations sur le terrain auprès de nombreux chefs d'État ont été menées, comme en Colombie où le problème local de la drogue a été croisé avec celui de l'efficacité de l'État et des pouvoirs publics. Enfin, le Club a multiplié sa participation à des projets tels l'aménagement et le développement de l'Amazonie dans le respect de l'équilibre écologique ou la lutte contre la désertification du Sahel dans les six pays francophones.

« Avec *Questions de survie*, nous avons voulu sortir de l'ombre car, sans communication, on n'existe pas dans une société d'information », dit Bertrand Schneider. Mais pas question de refaire les mêmes erreurs qu'en 1972. Le nouveau rapport ne propose pas de modèle mathématique rigide et ne sous-estime pas, comme celui de 1972, les capacités de réaction et d'innovation de la nature humaine ; il pose les grandes questions de l'époque (chômage, accroissement du fossé entre pays riches et pauvres, destruction de l'environnement, urbanisation non maîtrisée, etc.) et avance des ébauches de solutions. Mêlant réflexion éthique et économique, il met surtout l'accent sur les effets néfastes du comportement humain, aussi bien dans les relations avec autrui qu'avec l'environnement, et recommande une approche nouvelle de l'éducation. Un postulat pour les auteurs : « Si l'évolution qui chemine depuis vingt ans est incontournable, nous devons en être les acteurs et non les victimes. »

GLACIS • Pourtant, il n'est guère facile de faire bouger le glacie des pouvoirs. Le Club de Rome, qui réunit - à titre personnel - des scientifiques, des fonctionnaires (comme Maurice Strong, secrétaire général de la conférence internationale de Rio 1992), des économistes, des industriels, des chefs d'État (Václav Havel, par exemple), en tout une centaine de personnalités prestigieuses de tous horizons, ne peut faire qu'un travail de fond lent et laborieux.

Raison invoquée par Bertrand

Schneider : le fossé avec l'univers des politiques. « Par manque de clairvoyance, pour des questions bureaucratiques et aussi pour des considérations électoralistes à court terme, ils disent rarement la vérité sur ces problèmes essentiels d'environnement et de développement et ralentissent ou bloquent les processus de décision », remarque-t-il. Pourtant, Bertrand Schneider fait preuve d'un certain optimisme, notant des signes d'espoir un peu partout dans le monde. En Afrique, par exemple, il a constaté l'énorme travail réalisé par les communautés villageoises, pourtant la plupart du temps illettrées, mais capables de prendre leur sort en main et d'enregistrer de réels succès. « Mais, estime-t-il, les médias de masse ne montrant que les trains en retard, ces signes d'espoir sont occultés, augmentant ainsi le sentiment de dramatisation ambiante. »

Catherine Lévy

(1) *Questions de survie*, Club de Rome, Alexander King, Bertrand Schneider, Calmann-Lévy, novembre 1991, 228 pages.

(2) Le Club de Rome est une association à but non lucratif de droit suisse.

La croisade de Bertrand Schneider

Bertrand Schneider, soixante-trois ans, estime être devenu secrétaire général du Club de Rome presque par hasard. Vraiment ? Son goût du dialogue et de l'adversité ne date pas d'aujourd'hui. Dès les années 50, il fut confronté aux difficultés du terrain. À l'époque, Robert Schuman demandait au diplomate Bertrand Schneider de s'occuper des treize millions de réfugiés Allemands en provenance des provinces annexées par l'URSS et la Pologne. Un peu plus tard, avec la casquette de conseiller, il côtoyait Indira Gandhi et la dure réalité indienne.

Une ouverture sur le monde qui trouve aussi ses racines dans l'univers familial : « J'ai eu la chance d'être élevé dans des valeurs de tolérance au sein d'une famille qui considérait que toutes les cultures et civilisations font partie du même patrimoine », précise-t-il. Toutes les pièces du puzzle étaient posées.

Après avoir quitté le diplomatisme, n'y voyant pas d'avenir personnel, il monte un cabinet de stratégie et de management international, Sycor. Tout naturellement, en 1984, il accepte de partager son temps entre son travail lucratif et le Club de Rome, à titre bénévole. Et de chercher à instaurer une synergie entre ses deux activités : « Je dis souvent aux chefs d'entreprise qu'ils ont non seulement une responsabilité vis-à-vis de leur entreprise mais aussi de la communauté internationale et nationale. A eux de l'interpréter sous les formes qui leur conviennent. »

Le secrétaire général du Club de Rome a visité un nombre incalculable de pays, notamment d'Amérique latine et d'Afrique, multipliant les conférences, les rencontres informelles avec les chefs d'État, les contacts directs avec la population. Par exemple, dernièrement, il a participé à une importante conférence indienne consacrée à la mise au point d'un nouveau concept de développement et de coopération internationale.

C. L.

Bruxelles redécouvre l'industrie

Suite de la page 17

Jacques Delors a remporté un premier succès en parvenant à établir un consensus au sein de la Commission : « Jacques Delors et Leon Brittan sont sur la même longueur d'onde », confirme un proche du vice-président de la Commission chargé de la politique de la concurrence.

« Pour être l'égal des meilleurs, deux éléments sont déterminants pour l'Europe d'aujourd'hui : le capital humain et la maîtrise technologique », faisait valoir Jacques Delors en présentant ses propositions en février devant le Parlement européen.

CAPITAL HUMAIN • « La formation est un élément critique »,

représenté en 1980 Riccardo Perissich, le directeur général des affaires industrielles de la Commission. « Pour atteindre en Europe la productivité japonaise, il convient, ajoute-t-il, grâce à la formation, de changer les mentalités. Et cette politique doit être ambitieuse. »

CAROTTE • Dans cette perspective la Commission propose de redéfinir les missions du Fonds social européen. Aujourd'hui simple caisse de solidarité, contribuant au financement de programmes nationaux en faveur des jeunes chômeurs, des handicapés... il financerait désormais aussi des actions visant à une meilleure compétitivité, ce qui devrait accroître son intérêt aux yeux des pays industrialisés comme la

France, qui ne sont pas les destinataires les plus naturels des fonds structurels communautaires. Une « carotte » offerte aux pays « riches » pour tenter de leur faire avaler plus facilement la pilule d'une augmentation spectaculaire des crédits affectés aux fonds structurels.

Ceux-ci devraient dorénavant accompagner, voire anticiper les mutations industrielles, notamment en participant à la reconversion professionnelle. L'idée serait de reprendre, chaque fois que nécessaire, la démarche du programme « Retex », en cours d'adoption, qui prévoit, en faveur des régions fortement dépendantes de l'industrie textile, 500 millions d'euros (3,5 milliards de francs) sur cinq ans pour contribuer, dès lors

que des difficultés pointent, à la modernisation de l'appareil de production, à sa diversification.

RECHERCHE • La maîtrise technologique exige un effort de recherche plus important que celui de la CEE, comparable en 1991 à celui que le Japon fournissait dix ans plus tôt (2,1 %). Désormais les dépenses de recherche et de développement atteignent, au Japon, 3,5 % du PNB. Aux États-Unis, la part de la recherche et du développement s'est stabilisée à 2,8 % du PNB. Il en va de même des propositions budgétaires de la Commission. Celle-ci propose donc aux douze pays membres, outre ce qui est fait au niveau national, de faire passer le budget de la CEE pour la politique de recherche et développement de 2,4 milliards d'euros en 1992 à 4,2 milliards en 1997 (soit de 16,8 à 29,4 milliards de francs). Dépenser plus, mais aussi dépenser mieux, par « une concentration accrue des interventions sur quelques technologies clés ».

Il n'est pas évident de définir un modèle qui permette de combiner l'efficacité, le refus de l'intervention sectorielle, tout en offrant la possibilité de combler des lacunes jugées insupportables. Il y a, semble-t-il, unanimité sur la nécessité d'être davantage à l'écoute du marché. « La gestion de la recherche communautaire doit être soumise à la contrainte industrielle : le moment de vérité, c'est celui de l'application industrielle », souligne Riccardo Perissich. Plus question de se cantonner à la recherche « précompétitive » de jadis, au nom du strict respect de la concurrence. Cela ne peut résulter que d'une concertation plus attentive avec les entreprises productrices ou utilisatrices des technologies concernées. « L'industrie va nous aider à définir les priorités dans une optique assez large, qui permette à un grand nombre d'entreprises impliquées dans les technologies avancées de tirer un bénéfice de nos programmes communautaires. Ce que nous voulons, c'est une politique qui soit influencée par l'industrie, sans pour autant être dictée par elle », remarque le collaborateur de Leon Brittan déjà cité. Un équilibre délicat encore à

trouver. « Il faut un minimum de volontarisme ; peut-on se contenter de fixer des objectifs généraux ? », s'interroge ainsi un directeur général.

Même degré d'approximation à propos du choix des technologies à développer. L'idée dominante cependant serait de se concentrer sur des technologies génériques, pluridisciplinaires, diffusantes (matériaux, micro-électronique, écrans plats, calcul à haute performance, technologies de l'automobile, de l'environnement...) dont une maîtrise maîtrisée pourrait avoir un impact sur l'ensemble de l'industrie de la Communauté. Une idée complémentaire est avancée : la nécessité de remédier, en particulier en électronique et informatique, à des faiblesses qui, si elles ne sont pas combattues, aggraveront une dépendance incompatible avec la quête d'une Europe forte.

Accélérer la mise en place de réseaux transeuropéens.

Autre critère encore, celui qui résulte des promesses faites à des secteurs industriels (automobiles, aéronautique) en contrepartie d'engagements pris à l'égard de partenaires extérieurs, le Japon dans le cas de l'automobile, les États-Unis dans celui de l'aéronautique. Pour compléter le tableau, la Commission propose encore d'accélérer la mise en place de grands réseaux transeuropéens dans les transports, les télécommunications et l'énergie.

Cependant, pour convaincre les États membres, la partie centrale du projet, celle qui a trait à la maîtrise technologique, devra être précise et complète : face à des capitaux incertains, la démonstration qu'il s'agit bien là de la voie appropriée pour parvenir à une compétitivité suffisante est à peine ébauchée.

Philippe Lemaître

La « politique de Saulieu »

Alarmé par la multiplication de mauvais résultats dans l'électronique, Jacques Delors avait réuni à Saulieu, en avril 1991, les dirigeants des principaux groupes européens pour examiner jusqu'à quel point une coopération entre ces industries, avec l'appui de la Commission, pourrait contribuer à redresser la situation. Cette réunion a débouché sur des accords de portée non négligeable, mais le projet Jumbo, le plus ambitieux, encourageant un rapprochement entre les trois principaux producteurs européens de semi-conducteurs, l'Allemand Siemens, le néerlandais Philips et le franco-italien SGS-Thomson, n'a pas abouti. Siemens ayant finalement renoncé à se lancer dans l'aventure.

« Les intentions des uns et des autres n'étaient pas très claires. Les trois présidents avaient examiné l'hypothèse d'une unité de production commune mais personne n'avait parlé de fusion. On devait des réticences, Siemens se serait peut-être engagé s'il y avait eu

beaucoup d'argent public. Mais Kaste (le président de Siemens) n'était pas emballé. Ce fut un bel exemple de méfiance franco-allemande », raconte un des participants au rendez-vous de Saulieu.

PARTENARIAT • Siemens s'est ensuite allié avec IBM et vient même de lui abandonner la production de masse d'une partie de ses mémoires. Mais les trois européens avaient déjà admis qu'il ne leur suffirait pas de réunir leurs forces et qu'il leur faudrait sans doute s'adjoindre un partenaire extérieur. Philips s'est rapproché de SGS-Thomson pour mettre au point des mémoires avancées, dans la nouvelle usine du groupe franco-italien, à Crolles, près de Grenoble. Mais Bull, récemment, s'est appuyé à son tour sur IBM. De quoi imaginer une nouvelle tentative franco-allemande par le truchement d'IBM.

En revanche, l'unionnisme s'était faite sur la nécessité de développer dans la Communauté la technologie des écrans plats à cristaux liquides. Philips, qui a

décidé de démarrer une unité de production à Eindhoven, aux Pays-Bas, est en train de rassembler autour de cette structure légère (les négociations ne sont pas encore achevées) quelques industriels français - en particulier la SAGEM - anglais et allemands. Mais Siemens, une fois encore, n'a pas pris de ticket et Thomson développe une technologie concurrente à Grenoble, avec la IETI.

A mettre encore au crédit de Saulieu la création récente d'un GEE (groupe européen d'intérêt communautaire) réunissant les trois principaux groupes communautaires d'informatique, Bull, Olivetti et Siemens-Nixdorf, pour le développement et la promotion de systèmes d'information transeuropéens notamment dans l'environnement et la santé. Le contrat envisage que les trois entreprises se présentent ensemble à des appels d'offres lancés par la Communauté dans le cadre de son programme de grands réseaux.

Ph. L.

OPINIONS

La crise du monde rural

L'inévitable réforme de la politique agricole commune

par PHILIPPE CHALMIN*

«**L**E soutien inconditionnel des marchés ne peut être maintenu tel quel. Il deviendra de moins en moins admissible de faire assumer à des prix un rôle pour lequel ils ne sont pas faits : assister des producteurs en soutenant des produits dont les débouchés croissent moins vite que les disponibilités... Ce système est anticonomique, entaché de contradictions, peu efficace et inéquitable.»

Ce diagnostic de la politique agricole commune (PAC) date de 1968 et est signé de la commission Vedel, chargée par le gouvernement français de faire un premier bilan. Cela faisait pourtant à peine six ans que les premières organisations de marchés agricoles avaient été mises en place en Europe, quatre ans que les ministres de l'agriculture des Six avaient choisi, le 15 décembre 1964, la voie de la facilité, en prenant pour base des prix européens les niveaux les plus élevés des agriculteurs les moins efficaces, les Allemands.

L'Europe a vécu les vingt-quatre ans suivants en appréciant chaque jour un peu plus le diagnostic de la commission Vedel et en payant, parfois jusqu'à l'absurde, son immobilisme et son incapacité à faire évoluer la PAC.

Reconnaissons toutefois qu'en 1968 le jugement était un peu sévère. En dehors de la question du niveau des prix, le mécanisme inventé en 1958/1962 pour gérer l'agriculture européenne était bien adapté à la situation du moment : l'Europe à six était déficitaire pratiquement pour toutes ses productions agricoles (produits laitiers exceptés). Elle connaissait alors une phase de croissance économique forte et le pouvoir d'achat de ses consommateurs augmentait.

Il persistait alors logique de faire passer le soutien aux agriculteurs par le biais des prix payés par les consommateurs, tout en isolant le marché européen par un système de taxes et primes variables, les prélèvements et restitutions. Mais qui pensait en 1962 que les restitutions seraient un jour un problème ? On pouvait simplement redouter l'ambiguïté de la situation du marché laitier concurrencé par la libre importation de matières grasses végétales. C'était le prix qu'il avait fallu payer pour acheter l'accord des États-Unis qui voyaient taxées leurs exportations céréalières. Mais, hormis ces petits problèmes, la PAC de 1962-1964 était cohérente tant dans ses objectifs que dans ses moyens.

Premiers problèmes

Dès la fin des années 60, l'Europe à six était proche de l'autosuffisance. Celle-ci fut retardée par l'adhésion du Royaume-Uni, puis de la péninsule ibérique. Mais vers la fin des années 70, l'Europe était devenue structurellement exportatrice non seulement de produits laitiers mais aussi de céréales, de viande bovine, de sucre... Stimulés par des garanties de prix illimitées, les agriculteurs poussaient leurs rendements tant végétaux (le mythe des 100 quintaux à l'hectare de blé devenant peu à peu réalité) qu'animaux, alors que de nouvelles productions comme le colza et le tournesol se développaient. La crise agricole mondiale et la flambée des cours entre 1972 et 1976 ne pouvaient que renforcer cette vision productiviste de l'agriculture européenne.

Pourtant déjà quelques craquements venaient lézarder ce bel ensemble :

— grâce au maintien de ses prix, puis grâce aux subventions (les fameux montants compensatoires monétaires) liées à la fermeture du mark, l'agriculture allemande devenait la grande gagnante du système et ceci contre toute logique agronomique ;

— la protection européenne était insuffisante : non seulement matières grasses et protéagineux rentraient en totale liberté mais c'était aussi le cas de produits de substitution aux céréales (PSC) : maïs thaïlandais et surtout corn gluten feed et autres sous-produits céréaliers américains. Résultat : l'Europe importait aujourd'hui 60 millions de tonnes de produits destinés à l'alimentation animale, pour l'essentiel sans prélèvements, et exportait 30 millions de tonnes de céréales pour lesquelles il faut bien payer des restitutions !

— sur certains marchés (lait, vin, viandes), les excédents européens ne trouvaient aucun débouché soluble. Rapidement, les stocks se transformèrent en montagnes (de beurre) ou en lacs (de vin ou d'huile d'olive) ;

— enfin, la politique des marchés ne fut jamais accompagnée d'une véritable politique des structures. Le système des prix favorisait donc la concentration des exploitations. Assez logiquement 20 % des agriculteurs en vivaient à bénéficier par le biais de leurs ventes de 80 % des budgets agricoles européens.

Cependant, le problème le plus grave de la PAC fut rapidement d'ordre budgétaire. Il devint en effet évident que la garantie de prix pour des quantités



illimitées passaient de plus en plus lourds sur un budget européen qui ne pouvait être extensible. Il fallait envisager de réformer la PAC. A partir de la fin des années 70, les projets furent légion mais aucun ne put aboutir.

C'est que, de six à douze, la gestion de la CEE a gagné en complexité. Les constats les plus lucides, comme celui du Livre vert du commissaire Andriessen, en 1984, se heurtèrent aux divergences d'intérêts politiques nationaux.

En fait, le pouvoir réformiste se prolongea la PAC. On se contenta donc de gérer à court terme les contraintes budgétaires : cela signifiait un quasi-gel des prix (donc une diminution en valeur réelle) aggravé bientôt par l'invention de taxes dites « de corresponsabilité » permettant, en fait, de diminuer les prix sans trop le faire paraître, puis par la notion de quantités maximales garanties, au-delà desquelles la production céréalière se trouvait pénalisée d'une baisse de prix automatique. En matière laitière, il faut quand même trancher dans le vif et adopter un système de quotas théoriquement non cassables.

Le milieu des années 80 fut un tournant : à l'intérieur, toutes les demi-mesures (gel des prix, quotas, quantités maximales garanties) se montraient insuffisantes ; à l'extérieur, les déséquilibres augmentaient, la guerre agricole avec les États-Unis commençait en 1985, alors qu'en 1986 s'ouvraient les négociations de l'Uruguay Round.

Dans la logique du GATT, l'agriculture avait toujours été une longue suite d'exceptions. Chaque pays avait bâti sa propre politique et, vers 1985, la généralisation des frictions, en particulier entre États-Unis et CEE, devenait insupportable. L'ambition de l'Uruguay Round, à l'inspiration des États-Unis et de quelques pays exportateurs regroupés dans le groupe de Cairns, était de mettre un peu d'ordre dans le commerce agricole mondial et au-delà dans les politiques elles-mêmes.

Volonté hégémonique

Beaucoup en Europe et surtout en France ont vu cette pression comme une preuve supplémentaire de la volonté hégémonique américaine. Il est clair que l'objectif des États-Unis est l'affaiblissement, voire la disparition, de toute politique agricole européenne autonome, au moins en ce qui concerne sa partie exportatrice.

Mais il faut bien admettre que l'ouverture des débats du GATT coïncidait avec l'essoufflement de la PAC de 1962. A force de recommander, de réprimer la toile tissée par les pères fondateurs de l'Europe, la PAC n'avait plus de logique, plus d'objectifs, était gérée à la petite semaine en fonction de ses contraintes financières. La réforme de la PAC était devenue inéluctable et, GATT ou pas, elle devait avoir lieu.

En 1962, on avait garanti des prix pour des quantités illimitées. En 1992, on n'en avait plus les moyens ni d'ailleurs la raison. Deux possibilités existaient alors : conserver les prix, voire les augmenter, mais limiter les quantités garanties ; ou bien diminuer les prix et ne jouer que marginalement sur l'offre par le biais du gel des terres. La première solution correspondait au choix américain d'une agriculture qui limitait ses exportations : c'était incontestablement l'option allemande, mais son déclin a aussi tenté les milieux agricoles français. Le danger des quotas, c'est bien sûr l'immobilisme, le recul par rapport au progrès, la complexité administrative aussi. Il n'est que de voir à ce sujet le problème actuel des quotas laitiers. Difficile à mettre en œuvre, cette solution est à terme nuisible aux intérêts de l'agriculture et des agriculteurs français.

Il restait donc la deuxième idée, celle que développait Ray Mac Sharry, le commissaire européen à l'agriculture, en janvier 1991, et dont la logique vient d'être adoptée par le conseil des ministres : baisser les prix, si possible à hauteur des prix mondiaux — ou

de leur tendance — de manière à limiter prélèvements et restitutions à une fonction de lissage, et utiliser les sommes ainsi économisées sous forme d'aide directe, celle-ci pouvant être modulée suivant les exploitations.

Au fil des négociations, la proposition Mac Sharry a été quelque peu édulcorée, mais pour l'essentiel la logique de base a prévalu. Cette réforme était objectivement la seule possible : lorsqu'il y a, en France et ailleurs, tant de protestations, de manifestations et même, une fois, de censure ?

Démagogie

Au niveau des dirigeants agricoles et politiques, on ne peut écarter le soupçon de la démagogie, quitte à les voir enfourcher le cheval antieuropéen, ce qui ne manque pas de sel quand on sait ce que l'agriculture française a tiré de l'Europe. A la base, la réaction est beaucoup plus logique : le monde paysan français a, depuis déjà plusieurs années, perdu la foi en un avenir qu'il voyait complexe et peuplé d'autocrates malveillants. Il a écouté en 1991 les réactions presque unanimement négatives en France au projet Mac Sharry. Le ministre de l'agriculture avait d'ailleurs promis de présenter son propre projet de

LIVRES

Une tutelle ambiguë

Entre la défense des intérêts des consommateurs et la nécessaire liberté des entreprises, les autorités ont du mal à trouver un équilibre

LA CONCURRENCE EN EUROPE

De nouvelles règles du jeu pour les entreprises d'Hervé Dumez et Alain Jeunemaitre, Seuil, 140 francs.

A partir d'une recherche faite pour le compte du commissariat général au Plan, Hervé Dumez et Alain Jeunemaitre, chercheurs au CNRS ont produit un ouvrage complet et fort bien écrit sur les institutions chargées de veiller au bon fonctionnement des marchés en Europe.

La première partie montre pourquoi la dynamique réelle des marchés s'éloigne souvent du schéma pur de la concurrence parfaite. Coopération et rivalité se mêlent pour éviter une concurrence destructrice. Dans les secteurs constitués d'oligopoles qui ont d'importants coûts fixes, la tentation peut apparaître, pour une entreprise qui pense avoir des bases financières supérieures à celles de ses rivaux, de tarifier sur la base des coûts variables, le temps nécessaire pour éliminer ses concurrents. Elle peut ensuite bénéficier d'une situation de monopole avant que de nouvelles entrées dans le secteur ne relancent la concurrence.

Autrement dit, la stabilité d'un secteur oligopolistique est fragile,

d'autant plus que les innovations en renaissent en continu constamment la structure. Les entreprises sont donc tentées de s'entendre pour stabiliser leur environnement et parfois même de faire appel à l'État pour les aider à le réguler.

L'intervention du politique dans un monde où les entreprises détiennent l'atout maître de l'information est fort difficile à organiser. Les politiques de concurrence doivent veiller à susciter suffisamment de concurrence et d'innovation pour le bénéfice des consommateurs tout en laissant des marges de manœuvre pour des stratégies d'entreprise aptes à résister aux concurrences extérieures et parfois nécessitant certains types de collaboration comme en recherche et développement. Par ailleurs il faut veiller à ce que les instances politiques elles-mêmes ne soient pas capturées par l'industrie, selon la phrase de Walter Adams : « bien souvent, les commissions de régulation semblent protéger de la concurrence les industries réglementées plutôt que le public de l'exploitation ».

PROPOSITION. La deuxième partie de l'ouvrage nous emmène dans un tour d'horizon des institutions chargées de veiller à la concurrence : en France — où l'absence d'indépendance et l'absence de débat public politique est frappante —, en Angleterre — où le discours économique est roi dans un

système où les institutions, Office of Fair Trading et la Monopolies and Mergers Commission sont indépendantes, émettent des avis souvent écoutés par un ministre qui reste décisif —, en Allemagne, — qui s'est dotée après la guerre de 40 d'un dispositif complexe très indépendant des politiques —, et enfin à Bruxelles — où la politique de la concurrence menée par une DG 4 forte et tenace confère à la Commission une puissance politique qui inquiète certains.

Dans les différents pays européens, l'équilibre du droit et de l'économie dans les organes de régulation de la concurrence varie, hésitant entre les réflexions subtiles et souvent peu convaincantes de l'économie industrielle moderne, la démarche réaliste de juristes qui veulent aboutir à une condamnation ou la prévention, et le souci des juges d'assurer un équilibre juridique clair et peu aléatoire.

La troisième partie du livre discute de cet équilibre et formule des propositions aussi bien pour la France, où l'absence totale d'économie au Conseil de la concurrence apparaît bien ringarde, que pour l'Europe, pour laquelle les auteurs illustrent fort bien avec cet exemple de la politique de la concurrence combien l'avenir est encore incertain. En résumé, un livre très utile qui se lit comme un roman.

Jean-Jacques Laffont

HÔTEL DU RHÔNE
GENÈVE

Parce que
votre succès est
notre affaire.

The leading hotels of the World.

Tél. (41 22) 731 98 31
Fax (41 22) 732 45 58

La crise du monde rural

Comment l'impôt pénalise la terre

par GUILLAUME SAINTENY

DE toutes parts émanent des cris d'alarme, à propos de l'avenir du monde rural. On évoque sa mort proche, on clame l'urgence d'une loi-cadre ou de la création d'un ministère de l'espace rural, à l'instar de celui de la ville. Le constat est connu : exode rural, déprise agricole, niveau de vie médiocre, insatisfaction chronique des agriculteurs, artificialisation croissante de la nature, coût économique, complexité et effets pervers de la politique agricole commune... La crise du monde rural est protéiforme, à la fois économique, sociale, humaine, politique et écologique.

D'un côté, on assiste à une augmentation régulière du poids des subventions publiques dans le revenu agricole, ce qui coûte cher à l'Etat et aux contribuables (14 milliards de francs en 1990) et fait de l'agriculteur, de plus en plus, un assisté. Par exemple, pour les éleveurs de bovins viande, la part des subventions dans le revenu brut a été de 44 % en 1990, à tel point que la progression de leur revenu (+ 5,1 %) a-t-elle exclusivement à l'écoulement des subventions (+ 29 %).

De l'autre côté, l'espace rural français tend à devenir un désert à la fois humain, culturel, économique et écologique. Entre 25 % et 35 % du territoire français sont aujourd'hui atteints ou menacés de « désertification ». Une agriculture de plus en plus productiviste et intensive occupe une part chaque année plus faible de l'espace rural, en délaissant le reste. Ainsi, paradoxalement, la « désertification » découle de l'intensification de la production agricole avec pour résultat la détérioration de la valeur de l'espace rural des points de vue économique, écologique, paysager, social, humain...

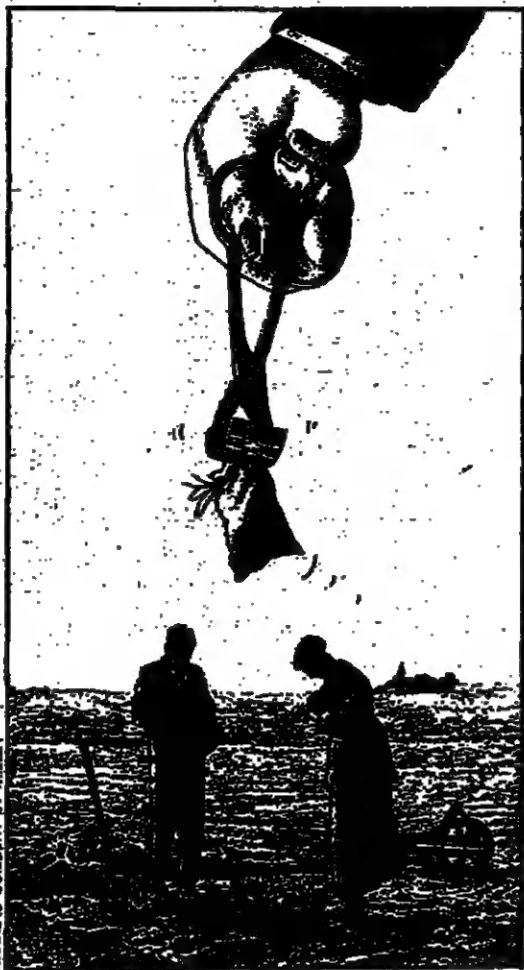
Il semble désormais clair que le type d'agriculture dominant ne sauvera pas, à lui seul, l'espace rural. La faible rentabilité des activités agricoles (en comparaison avec les activités industrielles, de services ou immobilières) n'incite guère à leur maintien (40 000 actifs quittent l'agriculture chaque année). Pour qu'elles perdurent, il faudrait qu'elles demeurent ou redevenaient, sinon rentables, du moins non pénalisantes (sans que ce surplus de rentabilité retrouvée se fasse au détriment de l'environnement, comme cela a parfois été le cas jusqu'à présent). Dans ce but, il est indispensable d'alléger la lourde fiscalité qui pèse sur les espaces naturels et les activités rurales.

Les inégalités fiscales

Trois types d'inégalités fiscales apparaissent particulièrement critiquables, et devraient être abolies :

- La surimposition du foncier non bâti par rapport au foncier bâti. On peut démontrer cette surimposition en comparant l'imposition du foncier non bâti par rapport à l'étranger, et par rapport à d'autres types de biens en France. En RFA, une sous-évaluation volontaire des bois et forêts aboutit à une différence d'imposition considérable. La mode d'évaluation conduit à ne comptabiliser les forêts que pour 1 % et le patrimoine agricole pour 5 % de leur valeur réelle (contre 20 % pour les immeubles d'habitation).

En France, la pression fiscale du foncier par rapport à la valeur réelle des biens est dix-huit fois supérieure à celle de la RFA, pour les terrains agri-



coles. On peut citer d'autres exemples : exonération d'impôt foncier pour les terres agricoles en Grande-Bretagne, en Irlande et dans certains Etats des Etats-Unis ; exonération d'impôt foncier pour les bois et forêts peuplés d'espèces à croissance lente en Espagne...

Dans l'Hexagone, l'égalité du taux de prélèvement pour des biens dont les taux de rendement sont très différents aboutit à une surimposition relative des biens les moins rentables. D'une incidence faible sur un patrimoine d'actions et d'obligations dont le taux de rendement est élevé (environ 9 %), encore supportable sur un patrimoine immobilier bâti (environ 4 % de rendement) une imposition à 1,5 %, 2 % ou 3 % devient confiscatoire et incite à la mutation à la vente ou à la transformation, pour les patrimoines constitués de foncier non bâti dont le taux de rendement est, presque toujours, inférieur à 2 %. Dès 1986, le conseil des impôts montrait, en analysant l'évolution en francs constants durant vingt-neuf ans, que, avant même la prise en compte des effets des impositions du patrimoine, le taux de rendement net d'un patrimoine agricole, après imposition des seuls revenus, était négatif dans tous les cas de figure. Ce qui n'était pas du tout le cas pour un patrimoine en immobilier locatif de rapport.

Pour faire face à ces impôts très lourds sur des biens foncier non bâtis à rendement très faible, le propriétaire doit donc élever le rendement brut de son bien (exploitation plus intensive, lotissement...), ou emprunter son capital (c'est-à-dire la nature), ou s'en défaire. En d'autres termes, la terre est, en France, le facteur de production le plus imposé. Si l'on veut accroître le rendement du foncier non bâti, sans que cela passe obligatoirement par leur transformation, leur artificialisation, leur urbanisation, l'intensification des méthodes d'exploitation, il faut alléger la fiscalité qui pèse sur eux.

Il conviendrait d'autoriser pour l'immobilier non bâti, comme pour le bâti, un abattement de 50 % (au lieu de 20 % actuellement) de la valeur locative cadastrale, lorsque cela correspond à des frais d'entretien bâti. Il faudrait également les exonérations de la TFNB (taxe sur le foncier non bâti) et celles de la TFB (taxe sur le foncier bâti), qui se situent pour l'instant dans un rapport de 1 à 19. Cela permettrait d'exonérer de la TFNB certains espaces ruraux et/ou naturels sensibles, fragiles, peu productifs, ou pour lesquels les propriétaires ont entrepris des travaux d'entretien ou de restauration importants.

Le patrimoine naturel ne dispose pas, en France, des mêmes avantages que le patrimoine culturel. Son régime fiscal est loin d'être équivalent à celui des monuments historiques ou du patrimoine mobilier artistique. Pas de possibilité d'exonération des droits de mutation à titre gratuit ou d'impôt sur la fortune (ISF) en échange de servitudes et de conventions, pas de possibilité de déduire du revenu global les frais de réparation ou d'entretien. Pourtant, les frais d'entretien, de restauration et de gestion du patrimoine naturel sont plus élevés qu'on ne le croit, d'autant plus qu'ils ne se limitent pas aux seuls frais nécessaires à l'exploitation agricole mais englobent aussi l'entretien (voire la restauration) de la valeur biologique, écologique, esthétique du milieu. Ces frais peuvent être très importants et nécessitent, pour être entrepris, un régime fiscal incitatif.

Afin de rapprocher le régime fiscal du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, il faudrait que les frais de « réparation » ou d'entretien des espaces naturels d'intérêt exceptionnel ou ceux découlant d'une servitude d'environnement puissent constituer des charges déductibles du revenu global pour l'impôt sur le revenu. L'exonération de droits de mutation à titre gratuit et d'ISF des espaces naturels d'intérêt exceptionnel et/ou soumis à certaines servitudes ne reviendrait qu'à « légaliser » un point, leur régime fiscal sur celui des immeubles classés ou inscrits. La déduction en paiement de ce type d'espaces devrait pouvoir être admise comme pour les objets d'art, d'antiquité ou de collection.

Au sein du monde rural, les espaces naturels les plus riches sont les plus pénalisés. D'une manière générale, l'égalité du taux de prélèvement pour des espaces ruraux très différents et des modes d'exploitation très divers (favorables ou non à la nature) aboutit à pénaliser, via la TFNB, les usages non intensifs, moins productifs. Prenons le cas des zones humides, sans doute le type de milieu le plus riche en termes de productivité biologique. Depuis le début des années 80, le marché de la terre et celui des herbages ont évolué différemment, tant pour les loyers que pour la valeur vénale, à tel point que l'on a assisté à l'inversion du rapport prix des terres/prix des prairies.

Or non seulement la TFNB n'a pas pris en compte ces évolutions, mais elle a même augmenté la dérive par un système de coefficient multiplicateur et de majoration forfaitaire uniforme. Dans le cas spécifique des marais, les valeurs locatives cadastrales retenues n'ont plus de rapport avec le revenu réel, désormais très faible. Ces zones sont donc surimposées, au bénéfice des terres agricoles plus rentables qui profitent de ce transfert de charges, alors qu'elles bénéficient déjà d'avantages économiques relatifs.

Cela incite à la mise en exploitation agricole ou forestière des marais (alors même qu'ailleurs on encourage le retour à la friche) et donc à un appauvrissement du milieu. A l'inverse, les espaces les plus artificialisés (bois de résineux et de peupliers) et les pratiques les plus critiques (remembrement, engrais, produits phytosanitaires) sont encouragés fiscalement.

Ainsi, le propriétaire et l'exploitant ne sont-ils incités ni à conserver leurs terrains naturels à l'état ni à y continuer des pratiques traditionnelles, respectueuses du milieu et, encore moins, à les gérer de manière écologique et à entreprendre leur restauration naturelle.

Rétablir l'équilibre

Il faudrait, pour rétablir l'équilibre, aligner le régime fiscal des espaces naturels les plus intéressants et des pratiques rurales les plus « douces » sur celui des espaces les plus artificialisés et des pratiques les plus destructrices. L'exonération de la TFNB sur les marais boisés et les friches remises en culture devrait être supprimée, voire inversée. Il conviendrait d'étendre aux forêts de protection l'exonération (des trois quarts de la valeur) pour les droits de mutation à titre gratuit et d'ISF, actuellement prévue pour les seules forêts de production. Les terres « incultes » ou « sous-exploitées » ne devraient plus être inscrites, pour l'assujettissement à la TFNB, dans la catégorie des meilleures terres labourables jusqu'à leur exploitation.

Le principe de l'imposition des terrains de bonne qualité, affectés à une culture peu rémunératrice ou de basse qualité, sur la base du revenu qu'ils produiraient s'ils étaient cultivés de manière plus productive, devrait être abandonné, voire renversé. Une révision profonde des valeurs locatives apparaît, en tout état de cause, indispensable.

La bonne démarche serait de supprimer les inégalités dont pâtissent les espaces ruraux et à leur conférer une véritable égalité des chances avec l'espace urbain et les activités mobilières et industrielles.

Une fois l'égalité fiscale établie entre les différents espaces, les différentes pratiques, on pourrait envisager, dans un second temps, de rendre la fiscalité incitative. Pourquoi ne pas accorder à l'espace rural, au patrimoine naturel et aux pratiques les plus respectueuses de l'environnement, une sorte de « clause de régime fiscal le plus avantageux » qui, à l'image de la clause de la nation la plus favorisée, les ferait bénéficier des dispositions fiscales les plus généreuses et les plus propices à leur persistance et à leur développement ?

(*) Auteur d'un support sur la fiscalité de l'espace naturel pour le ministère de l'environnement.

REVUES

Une seule planète

Préserver l'environnement ne doit pas aboutir à refuser au tiers-monde le droit au développement

RIO : sublime cacophonie, discours disparates des scientifiques, des politiques, des chefs d'entreprise et des représentants des ONG (organisations non gouvernementales), avec, au sein de chacun de ces collèges, discordances et controverses ; mais en même temps, exceptionnelle occasion de réfléchir sur la planète, l'humanité, leurs devenir... et donc le nôtre. C'est aussi, pour les économistes, l'occasion de mesurer l'extrême diversité des discours qui constituent leur discipline.

Chargé de mission à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Roland Colin dresse un tableau informel et mesuré des stratégies en présence dans les trois grandes régions du monde, ainsi que des problématiques, des principes de référence et des techniques devant conduire à une gestion rationnelle de l'environnement et du développement durable (1). De même, Abdelatif Benachoune, directeur de la division des études sur le développement à l'UNESCO, présente les différentes facettes du débat environnement-développement et cherche à évaluer les conditions et les modalités de l'action (2). Mais ces approches raisonnables sont comme bousculées par d'autres.

L'une conteste la validité de la démarche économique qui prévaut aujourd'hui : se référant à la pensée complexe, René Passet, professeur à l'université de Paris-I, rejette la dou-

ble réductionnisme qui « 1) rétrécit le naturel et le social à l'économie, et 2) ramène cette dernière à la prise en compte d'un seul type de variables, généralement monétaires » ; il prône un nouveau regard, qui prenne en compte la multidimensionalité de l'univers, la dynamique de la destruction créatrice et la coévolution des sociétés humaines et de la biosphère (2).

Une autre s'en prend frontalement aux positions des pays riches : Fayçal Yachir, professeur à l'université d'Alger, suspecte certains, au Nord, d'être tentés de « refuser désormais le droit au développement aux pays du Sud au nom de la protection de l'environnement » (3). La déclaration pour des droits écologiques universels, diffusée par le Centre pour la science et l'environnement (CSE) de New-Delhi, accuse le Nord de faire subventionner par le Sud sa « consommation gargantuesque » et de mettre en danger la planète, notamment des pays comme le Bangladesh, tout en voulant régenter le développement des pays pauvres : « Cela représente une des plus grandes ironies de l'histoire humaine. Ceux qui ont été les plus timorés en matière d'environnement préchant, maintenant à ceux qui ont été frugaux et peu destructeurs » (3).

Anné Agarwal, fondateur du CSE, et Edward B. Rugman, coordinateur de programmes du Centre international de liaison sur l'environnement de Nairobi, accusent le Nord de vendre ses biotechnologies tout en prélevant gratuitement, comme il l'a fait pendant des siècles, les plantes et les ressources génétiques du Sud (4). Le Nord, qui se préoccupe tant de la protection de ses brevets, se préoccupe-t-il de savoir « quelles royalties les Indiens d'Amérique ont reçues en échange des ressources et des savoirs qu'ils ont transmis au monde avec le caoutchouc, la quinine, le chocolat, le curare, la pomme de terre, la tomate, l'avocat, le tabac et le maïs ? »

Bien au contraire, écrit Anil Agarwal, « les Indiens d'Amazonie figurent de nos jours parmi les populations les plus pauvres et les plus persécutées, tandis que l'Éthiopie persiste à demander des emprunts de l'Occident ». Et il reprend la question que posait le mahatma Gandhi en 1908 : « Si la Grande-Bretagne a dû exploiter la moitié du globe pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui, de combien de globes l'Inde aura-t-elle besoin ? » (4).

Or nous n'avons qu'une seule Terre. Pour elle, l'économiste américain Paul Streeten plaide pour une Agence mondiale de la protection de l'environnement, dotée de véritables moyens d'action permettant de « venir à bout des comportements individuels néfastes pour tous » (2). De son côté, Mikhail Gorbatchev avait, il y a deux ans, attiré l'attention sur des idées comme celles de « casques verts », unités internationales de protection de la nature, de « croix-verte internationale », d'aide écologique d'urgence ; il faisait ressortir le lien entre les ressources susceptibles d'être dérangées par le développement et les efforts à accomplir en matière d'environnement ; et il affirmait qu'« un nouvel impératif écologique (pour paraphraser Emmanuel Kant) doit se manifester vis-à-vis de la politique des Etats et de la vie quotidienne des individus » (3).

Face aux nouveaux problèmes nés des relations hommes-planète, l'économie saura-t-elle, par-delà les avancées théoriques et techniques, retrouver sa dimension de science morale et politique ?

Michel Beaud

(1) Roland Colin, « Les stratégies économiques et financières de la protection de l'environnement et du développement durable », *Observations et diagnostics économiques*, avril 1992 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris).

(2) « Environnement et développement », numéro dirigé par Abdelatif Benachoune, *Tiers-Monde*, avril-juin 1992 (38, boulevard Arago, 75013 Paris).

(3) « Autour de Rio », dossier d'écologie politique, n° 2, printemps 1992 (Écologie, 62, boulevard de Sébastopol, 75003 Paris).

(4) « Notre Terre en péril », dossier de la Revue des Deux Mondes, mai-juin 1992 (216, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris).

NOTES DE LECTURE

CORRUPTION ET SOUS-DEVELOPPEMENT AU MAROC
de Philippe Brachet.
L'Harmattan, 197 pages, 110 F.

Comment sortir du sous-développement quand deux mondes coexistent, celui de la tradition fondée sur l'autorité absolue du roi, Commandeur des croyants, source de tout pouvoir, et celui de la modernité, souvent condamné à servir d'alibi vis-à-vis des bailleurs de fonds, au premier rang desquels la France, l'Arabie saoudite et les grandes organisations internationales ? De cet état de fait découle ce que Philippe Brachet appelle, dans son ouvrage « corruption et sous-développement », le dualisme d'une économie tournée vers l'exportation et d'une économie de subsistance ou plutôt de survie, à laquelle est condamnée la paysannerie.

Mais subsistance et survie coûtent cher. Peu à peu, les ressources forestières s'épuisent. Le Maroc se vide de ses richesses naturelles alors qu'il est doté à la fois de grandes plaines cultivables et irrigables et d'un sous-sol dans lequel abondent les phosphates.

Ce dualisme est évidemment responsable de l'explosion démographique qui a porté la population marocaine à un chiffre sans doute proche de trente millions d'habitants pour franchir peut-être, en l'an 2000, le cap des cinquante millions. Ce dualisme renvoie à ce que M. Brachet appelle la « mentalité tribale », traditionnellement nataliste.

L'auteur reconnaît, néanmoins, que la situation économique s'est améliorée après les années noires de

1981 et 1982. Au contraire, un « réel mieux » a été constaté en 1986 et surtout en 1988, marqué par une reprise de la croissance, une moindre progression de la dette extérieure et une élévation du taux d'autosuffisance alimentaire. Mais, note l'auteur, ce « mieux reste insuffisant pour inverser l'aggravation du sous-développement ». A cause d'un système social, souligne-t-il, « avec lequel la monarchie est en symbiose assez profonde ».

R. D.

REUSSIR EN EUROPE
d'Hélène de Largentaye-Schramek et Martine Frager-Berlet.
Nathan, 96 p., 69 F.

Moins de cent pages pour expliquer aux entreprises les nouvelles règles du jeu européen qui entrèrent en vigueur au 1^{er} janvier 1993, c'est une gageure. Les deux auteurs, une économiste et une juriste, s'occupent depuis quatre ans, dans le cadre du Point Europe-Info centre d'Ile-de-France à la chambre de commerce et d'industrie de Paris, de renseigner les entreprises sur le fonctionnement concret de la Communauté.

Des questions du genre : « Il paraît qu'il y a une commission, à Bruxelles, c'est quoi, au juste ? », fréquentes il y a quatre ans, fait place depuis quelques mois à des demandes plus précises : « Quelle fiscalité s'applique dans tel pays ? », « Comment déposer-t-on un brevet européen ? ». Leur petit manuel répond sous forme de fiches pratiques et de conseils de bon sens, et comporte un carnet d'adresses bien utile pour aller plus loin.

S. G.

CONJONCTURE

L'INDUSTRIE n'en finit pas de se restructurer. Malgré les changements en profondeur des modes de production opérés entre le milieu des années 70 et le milieu de la décennie passée, chaque nouvel infléchissement de la production est l'occasion de restructurations additionnelles, entraînant partout une compression des effectifs industriels.

Ce phénomène n'est pas spécifique à la France et affecte avec plus ou moins de décalage l'ensemble des pays industrialisés. Aux États-Unis, d'abord, où l'emploi salarié total a augmenté de 19 millions de personnes durant les dix dernières années, le secteur manufacturier en a perdu 500 000 et ne représente aujourd'hui que 17 % des effectifs employés. En Grande-Bretagne, le nombre des emplois industriels a été

INDICATEUR • L'emploi

Le tertiaire à la rescousse

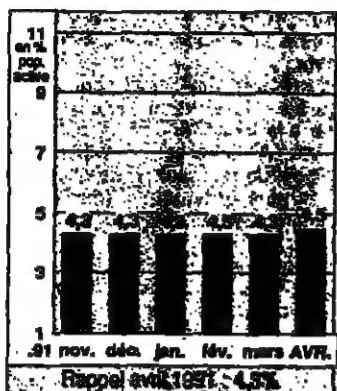
réduit d'un tiers au cours de la même période et ne couvre plus que le cinquième des effectifs (au lieu de 30 % dix ans plus tôt).

Moins prononcée dans les autres pays occidentaux, la « tertiarisation » du marché du travail est un trait marquant des tendances actuelles de la plupart des économies. Au cours de l'année écoulée, rares

sont les pays ayant enregistré des pertes d'emplois dans les services. Bien qu'affectés par la langueur conjoncturelle, les effectifs salariés ont généralement continué de s'accroître dans le tertiaire, compensant souvent la totalité des pertes dans l'industrie. Ainsi en France, 105 000 emplois nouveaux ont été créés dans les services marchands entre mars 1991 et mars 1992, soit l'équivalent des pertes reconstruites dans l'industrie, hors bâtiment.

Les gains de productivité industrielle qui découlent de ces évolutions devraient soutenir la reprise de la production et permettre à terme d'interrompre la montée du chômage... grâce à une accélération des créations d'emploi dans les services.

ALLEMAGNE



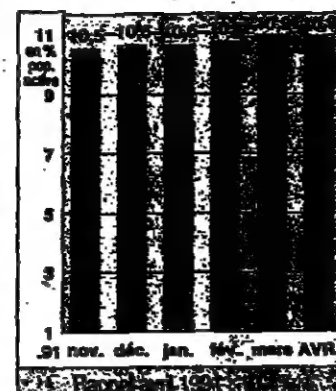
FRANCE



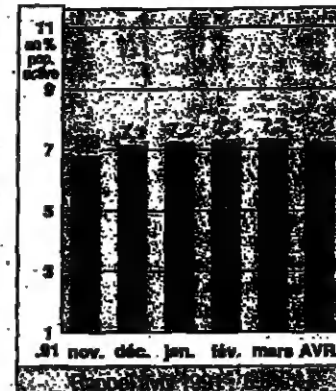
GRANDE-BRETAGNE



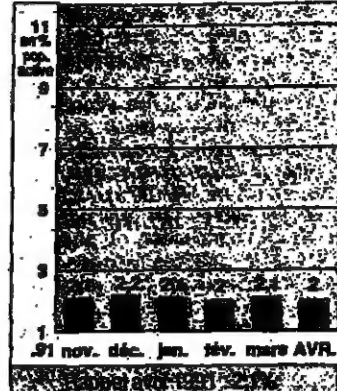
ITALIE



ÉTATS-UNIS



JAPON



Taux de chômage en pourcentage de la population active. Sources: Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon: sources nationales).

RÉGION • L'Asie du Nord

La question du libéralisme

L'ASIE du Nord devrait connaître en 1992 une croissance supérieure à 7 %, à l'exception du Japon (lire ci-contre). Mais des incertitudes politiques pèsent sur sa modernisation économique, dont les modalités restent l'objet de vifs débats.

En Chine, Deng Xiaoping, partisan d'accélérer la croissance par « une utilisation correcte des méthodes capitalistes », semble prendre la haute main sur le premier ministre Li Peng, qui veut la limiter à 6 % pour « tenir l'objectif en cage ». Son succès à la session parlementaire d'avril conforte puissamment les cinq zones économiques spéciales (ZES). Le Guangdong, qui en abrite trois, est aujourd'hui la région du monde où la croissance est la plus rapide. Il se fait fort de rattraper les « quatre petits dragons » avant quinze ans.

Toutefois, la bataille décisive se livrera en novembre au congrès du Parti communiste chinois. Li Peng s'y prépare avec un budget généreux pour l'armée (+14 %) la bureaucratie (+15,5 %) et les entreprises d'État. Les dépenses augmentent de 12 %, les recettes de 5 % seulement. Le déficit pourrait dépasser vingt milliards de dollars, contre trois en 1989... et déjà les conservateurs suggèrent que le secteur privé ne paie pas son dû.

Le déficit n'a pourtant rien d'alarmant au regard de l'épargne accumulée, qui atteindrait dix fois son montant. Mais cette masse inemployée est elle-même « un tigre en cage », qui pourrait faire repartir une inflation analogue à celle qui a ramené les conservateurs au pouvoir après 1988. Fin mars, les prix augmentaient au rythme annuel de 10 %. Mais l'hypothèque majeure est constituée par les soixante-dix millions de syndiqués des entreprises d'État, qui seraient très menacés si les « méthodes capitalistes » étaient appliquées aux deux tiers d'entre elles qui perdent de l'argent ou ne font aucun profit.

Pourtant, Hongkong salue déjà la victoire de Deng. L'échéance de 1997 ne semble plus faire problème. Le feu vert donné par Pékin au nouvel aéroport démontre qu'on veut voir la cité développer encore sa fonction de services internationaux, autour de laquelle elle reconstruit son économie en délocalisant ses activités de production dans les ZES du Guangdong. L'augmentation rapide des importations de biens d'équipement (+20,2 % en 1991) témoigne de la confiance retrouvée. Le taux de croissance devrait passer de 4 % en 1991 à 5,8 %.

Au troisième pôle du triangle chinois, Taiwan connaît aussi une vive polémique autour du rôle de l'État. La croissance est tombée à 6,8 % en rythme annuel depuis janvier, contre 8,4 % fin 1991. Une cause en est la controverse autour des inves-

tissements publics massifs prévus pour 1992-1997. Avec un taux d'épargne de 29 % et une dette publique inférieure à 10 % du PNB, leur financement ne devrait pas poser de problème. Néanmoins, le gouvernement devra lever au minimum, par l'emprunt ou de nouveaux impôts, 128 milliards de dollars. La crainte de l'inflation repartit à 4,4 % en rythme annuel, elle est supérieure d'un point aux prévisions. Certains économistes s'interrogent sur le bien-fondé d'une croissance tirée presque exclusivement par les investissements publics.

La privatisation du système bancaire est au centre d'un débat voisin. Depuis décembre, le gouvernement a accordé quinze licences à des établissements privés. Mais les parlementaires bloquent la privatisation complète des trois grandes banques publiques et, sous leur pression, le gouvernement vient d'ordonner un audit général des banques privées.

Un problème voisin se retrouve à Séoul, où le nouveau directeur général de la Banque de Corée s'oppose au ministre des Finances. Il refuse de venir en aide aux fonds de placement que la débâcle boursière laisse avec des portefeuilles dévalués et 3,7 milliards de dollars de dettes, et proclame sa volonté de déreglementer un secteur financier étroitement contrôlé par l'État à des fins politiques.

On peut interpréter dans le même contexte de l'affrontement entre les forces vives du capitalisme et un État bureaucratique et clientéliste le conflit ouvert qui oppose le gouvernement à l'empire Hyundai depuis que son fondateur, Chung Ju Yung, est entré dans l'arène politique à la tête de son Parti de l'Unité. Redressements fiscaux, amendes et arrestations de cadres semblent avoir fragilisé le groupe, au point de lui faire perdre le contrat pour le pont suspendu du nouvel aéroport de Hongkong, malgré une offre très inférieure à celle de ses concurrents. Le gouvernement ne peut pas se permettre de déstabiliser vraiment Hyundai, qui produit 10 % du PNB sud-coréen. Mais la tension devrait subsister jusqu'aux présidentielles de décembre, où Chung est candidat.

Néanmoins, les performances économiques du pays apparaissent satisfaisantes. La croissance s'assagit (7,2 % en rythme annuel), le déficit commercial se réduit et l'inflation (8 %) est inférieure aux prévisions. La signature récente d'un accord avec la Chine sur la protection des investissements va permettre à Séoul de profiter à fond des possibilités de délocalisation. A condition que la ligne de Deng Xiaoping l'emporte définitivement.

Jean-Marie Bouissou
Chercheur au CERF



PAYS • Le Japon

Crise en trompe l'œil

AU 31 mars, l'année fiscale japonaise s'est close sur des bilans alarmistes. Les 600 compagnies cotées en Bourse annoncent des profits en baisse de 15 % en moyenne, mais ceux des géants de l'électronique ont chuté de 45 % à 85 %. La sidérurgie, l'automobile, la construction et la machine-outil ont vu leurs ventes reculer entre 5 et 8 %. L'ajustement des stocks provoque une contraction de la production industrielle depuis octobre. La Banque industrielle du Japon prédit pour 1992 un taux de croissance de 2 %, alors que Tokyo a promis 3,5 % à ses partenaires du G7.

Scandales et faillites (1 164 en mars, le double de l'année précédente) accompagnent encore le repli de l'immobilier et de la Bourse. Les prix du terrain ont baissé de 3,6 % en moyenne nationale et de 30 % dans certains quartiers de Tokyo. L'indice Nikkei est tombé le 9 avril à son niveau le plus bas depuis cinq ans et demi (16 598 yens) après avoir perdu 15 % en huit jours. A cause de la dépréciation de leurs portefeuilles, les banques risquent de ne pas atteindre au 31 mars 1993 le ratio de 8 % entre capital et engagements extérieurs imposé par la Banque des règlements internationaux (BRI). Elles devraient donc limiter leurs prêts, alors que la masse monétaire stagne depuis déjà un an.

La moitié des chefs d'entreprise ne prévoient aucune reprise

avant 1993. Beaucoup de plans d'investissement sont revus en baisse, à l'exemple de ceux de Toyota (-12 % pour 1992-1997). Les salariés en subissent les conséquences. Pour la première fois depuis 1986, les hausses salariales de printemps ont été inférieures à 5 %, et les bonus d'été pourraient diminuer en termes réels. Des dizaines de milliers de cadres ont vu leurs salaires gelés, voire réduits.

Malgré tout, le gouvernement refuse d'aller au-delà des mesures de relance annoncées le 31 mars : baisse du taux d'escompte à 3,75 % et engagement en six mois de 75 % des dépenses de travaux publics prévues au budget. Les données fondamentales de l'économie restent saines : chômage à 2 %, inflation autour de 3 %, épargne en hausse. Les excédents commerciaux ont atteint 89,7 milliards de dollars (+45 %) entre avril 1991 et fin mars 1992, et pourraient dépasser cent milliards en 1993.

En fin d'année fiscale, les entreprises avaient intérêt à dramatiser. Une fois leurs stocks réajustés, elles pourraient changer de discours. Quant à l'assainissement des secteurs spéculatifs, en rétablissant ostensiblement la primauté de la production sur les manipulations financières, il contribue évidemment à consolider l'économie à terme.

J.-M. B.

SECTEUR • L'aluminium

L'inconnue de l'Est

« BROUILLASSEUX ». Rares sont les grands groupes industriels producteurs d'aluminium qui oseraient aujourd'hui évoquer une tendance du marché. 1991 a été une année détestable : 1 million de tonnes supplémentaires ont été stockées, les cours ont dégringolé de façon impressionnante. De l'américain Alcoa, premier producteur mondial, au canadien Alcan, son immédiat suivant, en passant par le français Pechiney, numéro trois du métal blanc et autres Reynolds, Alusuisse, Anag, ou Alumix, intervenants de taille plus modeste, tous ont dû réduire leurs capacités de production, parfois fermer des usines devenues beaucoup trop peu rentables. « Quatre-vingt-cinq pour cent des unités d'électrolyse opérationnelles dans le monde travaillent à perte », constate l'an passé un expert du secteur.

Tous, enfin, ont enregistré des reculs marqués de leurs résultats nets. Et ont fait le gros dos, comme à l'accoutumée dans cette industrie réputée pour ses retournements de cycle. Ralentissement de l'activité économique, marasme des secteurs gros consommateurs (automobile, aéronautique, bâtiment), à l'exception de l'emballage et notamment de la boîte à boissons, ont bridé la demande alors que les stocks étaient déjà élevés.

Mécaniquement, une stabilisation des cours devrait intervenir : l'offre diminue tandis que la demande d'aluminium *grossa modo* se maintient. Depuis le début de cette année, de fait, cours et stocks semblent avoir atteint leur plancher.

Mais l'industrie a-t-elle gagné son point de bascule ? Rien n'est moins sûr, selon les analystes. Les groupes européens sont les plus prudents. Leur marché, le premier du monde avec 4,7 millions de tonnes, a le mieux résisté l'an passé : la consommation en

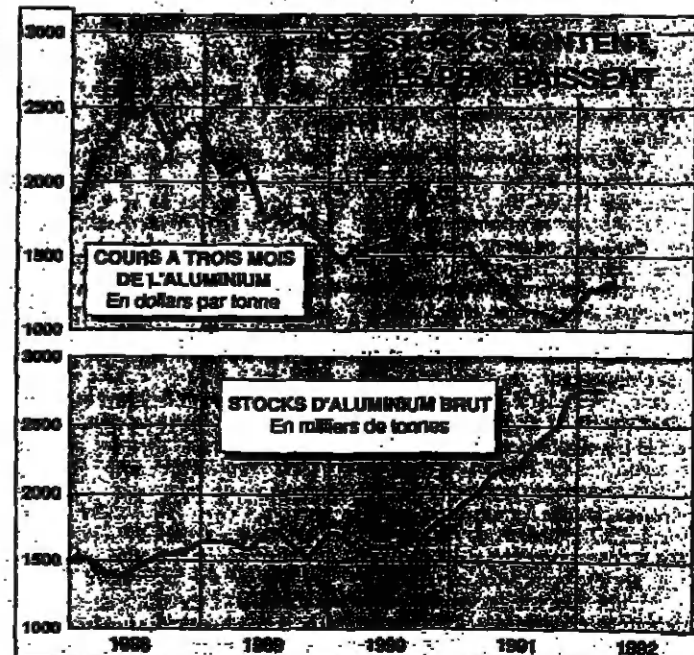
volume est restée stable, tandis qu'elle chutait de plus de 3 % aux États-Unis, pour la troisième année consécutive.

Les producteurs européens ont dû, pourtant, amortir deux chocs. Celui de l'effondrement des cours, d'une part, celui de la dépréciation relative du dollar, monnaie dans laquelle sont libellés les prix du métal blanc, de l'autre. A 6 000 francs à la fin de l'année 1991, la tonne d'aluminium est descendue de 2 000 francs en dessous de son précédent plancher historique. La situation a été encore aggravée par l'importante progression des importations en provenance des pays de l'Est. Entre 900 000 et 1 million de tonnes en 1991, estime-t-on, sur un marché mondial de 15 millions de tonnes. Il y a encore deux ans, les chiffres allaient de 100 000 à 200 000 tonnes !

Les statistiques rendent imparfaitement compte de ces livraisons. La plupart gagnent en effet directement des entrepôts hors douane, mais l'existence de stocks chez les négociants exerce un effet dépressif sur les cours.

Quelle sera l'évolution des importations sur l'ensemble de l'année 1992 ? « Pour maintenir leurs propres productions, les pays de l'ex-bloc de l'Est doivent importer de l'aluminium. Mais en attendant les moyens ? Parviendront-ils l'an prochain à assurer la logistique impeccable que supposent ces approvisionnements ? C'est impossible à dire », avoue-t-on à la direction des études et marchés du groupe français Aluminium Pechiney. Des unités hongroises sont d'ores et déjà en train de fermer. Par ailleurs, les événements de Yougoslavie ont provoqué au cours des dernières semaines l'arrêt de la production des usines de Sibénik et de Mostar, dont les capacités cumulées s'élevaient à 200 000 tonnes.

Caroline Monnot



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.

هكذا من الأهل